

SPIRITUS

la mondialisation

nouveaux défis pour la mission

la mondialisation

Denis Clerc	Une mondialisation au service de l'homme	3
Alberto Acosta	Dialectique de la globalisation	13
Michel Masson	Taïwan : modernisation et identité	19
Emmanuel Kermoal	Les limites du « miracle coréen »	31
Samrid Saengvong	Une expérience d'entraide villageoise	36
André Poncelet	Quand les écus se baladent	40
Daniel Mellier	Une réponse des instituts missionnaires	47
Paulin Poucota	Jésus et l'argent	53
Paulo Suess	La mission à l'heure de la globalisation	62
Ignace Berten	La mondialisation et les Églises	71
Jean-Yves Calvez	Les tâches de l'Église	79
Étienne Perrot	Pour aller plus loin	85

chronique

Édith Bernard	9 ^e Conférence de l'IAMS	91
Cristian Tauchner	Assemblée du peuple de Dieu	93
Spiritus	11 ^e Conférence missionnaire mondiale	95
Alex Gillet	25 ^e Anniversaire du SUAM	96
Pierre Laurent	50 ^e Anniversaire de l'AMM	97
Joseph Gross	Un colloque missionnaire au Nigéria	98
	notes bibliographiques	100
	informations	112

La mondialisation n'est pas seulement « à la mode ». Elle s'impose de plus en plus comme une nouvelle manière de gérer l'économie, le commerce, l'information, les relations internationales, bref, la vie humaine dans certaines de ses composantes fondamentales. Comme la langue dont parlait Ésope, elle peut être à la fois la meilleure et la pire des choses, mais pas toujours pour les mêmes personnes.

Des cinq continents, des auteurs écrivent leur désir profond de voir la mondialisation rester au service de l'humanité et même lui ouvrir un avenir meilleur. Le danger n'est pourtant pas illusoire qu'elle s'érige en hydre pourvoyeuse de marginalisation et même dévoreuse de pauvres. Les critères internationaux de développement ne sont pas nécessairement ceux des masses populaires : l'Amérique Latine et le Sud-Est asiatique s'en font l'écho dans ce dossier.

Dans ce contexte, des pauvres ont trouvé préférable d' « allumer une chandelle plutôt que de maudire les ténèbres » : ils témoignent ici de quelques initiatives qui orientent vers les possibles de la solidarité vécue concrètement à la base.

Comment les Églises peuvent-elles annoncer la Bonne Nouvelle en ce monde qui risque la folie collective si l'argent, quittant sa condition d'outil, de serviteur, comme l'a voulu Jésus, devient un but en soi et, rapidement, une puissance incontrôlable dans les mains de quelques-uns ? Des pistes sont ébauchées dans ce cahier car, heureusement, « la mondialisation ne nous laisse pas sans parole ».

Mais ce ne sont que des pistes et, pour nous aider à « aller plus loin », la dernière contribution au dossier nous présente quelques publications récentes qui nous invitent à continuer la réflexion et à ne pas craindre la créativité.

La chronique se fait l'écho de quelques rassemblements missionnaires qui témoignent de la vitalité de la réponse aujourd'hui à l'Esprit présent dans toutes les situations.

Spiritus

UNE MONDIALISATION AU SERVICE DE L'HOMME

par Denis Clerc

Économiste, Denis Clerc a quitté, il y a quatre ans, l'Université de Bourgogne où il enseignait la gestion, pour se consacrer à la direction du journal Alternatives Économiques qu'il a fondé en 1980. Parmi ses publications, signalons deux ouvrages qui sont des « classiques » de la formation continue : « Déchiffrer l'économie » et « Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie », aux éditions Syros.

« Il n'est pas sûr que la mondialisation soit un danger ; il est sûr qu'elle bouleverse bien des données ». Cette phrase de Denis Clerc résume bien l'ensemble de son article.

La mondialisation serait-elle en train de remplacer, dans notre imaginaire collectif, le grand méchant loup ? La question n'est pas absurde : on sait que la crainte inspire parfois des conduites salutaires et que les sociétés ont besoin, pour affirmer leur identité et resserrer les liens sociaux, de se trouver des ennemis communs, de préférence impitoyables car, plus grand est le danger, plus forte est l'énergie déployée pour y faire face. **Il n'est pas sûr que la mondialisation soit un danger :** les économistes sont partagés sur ce point. En revanche, **il est sûr qu'elle bouleverse bien des données.**

LE BOULEVERSEMENT DE LA MONDIALISATION

Un produit, même simple en apparence, est toujours le résultat d'un ensemble complexe d'opérations. Jusqu'à ces dernières années, ces opérations étaient généralement effectuées principalement, voire totalement, dans un même pays, dans le cadre d'une spécialisation internationale bien connue : la France était ainsi le pays des parfums, des grands coutu-

riers et du Concorde et, même si une partie parfois non négligeable des produits «typiquement français» faisait appel à des importations – bases aromatiques pour les parfums, moteurs pour le Concorde, etc. –, le produit final demeurerait marqué par un savoir-faire particulier, résultat de décennies (et parfois davantage) d’essais, de recherches, d’expérience. On pouvait tenter d’imiter les parfums français, on ne pouvait les remplacer.

du savoir-faire particulier et spécialisé

Chaque pays développait ainsi une gamme particulière de produits, résultat complexe d’une histoire, d’un «génie national» ou, plus prosaïquement, de stratégies industrielles réussies : mécanique et chimie en Allemagne, chaussures et plastiques en Italie, horlogerie et chocolat en Suisse, électronique et optique au Japon, informatique et pétrole aux États-Unis, etc. Le commerce international résultait de cette spécialisation, chaque producteur performant pouvant alors vendre sur le marché mondial le résultat de son activité en tirant de cette extension de ses ventes un surplus d’efficacité, puisqu’il pouvait amortir ses recherches et ses frais sur une plus grande échelle. *Avec, au bout du compte, des pays gagnants* – ceux dont les firmes finissaient par s’imposer dans la concurrence mondiale – *et des pays perdants* – ceux dont la spécialisation productive ne profitait pas de l’expansion des marchés : producteurs de matières premières ou de produits en perte de vitesse.

à l’apport d’un ensemble très diversifié

La mondialisation consiste à passer de la spécialisation à l’intégration. La nuance ne saute pas aux yeux. Elle est pourtant fondamentale. Certes, dans une économie mondialisée, on continue à échanger beaucoup, et même de plus en plus. Mais le produit final résulte de l’apport d’un ensemble très diversifié de firmes situées généralement dans un grand nombre de pays. La voiture que l’on croit américaine est en réalité dessinée par un *designer* italien, financée par des banques anglaises ; elle comporte des pneus français, une électronique de bord coréenne, un système de freinage allemand, des optiques de phare mexicaines, et elle est montée selon des techniques japonaises. Les ouvriers sont américains, mais ils ne se chargent que du montage final, à l’aide de robots comportant à leur tour des pièces ou des dispositifs conçus dans un grand nombre d’autres pays. La voiture est de nationalité américaine, mais elle résulte d’un travail complexe mondialisé. Et cela change tout.

le producteur devient un assembleur

Grâce au faible coût du transport et à la rapidité des communications, le producteur devient en fait un assembleur qui sélectionne les composants et choisit les fournisseurs correspondants sur l'ensemble de la planète. Sa responsabilité consiste à intégrer de façon optimale des capacités de production disséminées dans le monde entier, à décomposer de façon de plus en plus fine le processus de production en sous-ensembles dont l'assemblage donnera au produit fini les caractéristiques souhaitées. *Le produit lui-même devient parfois un produit mondial: Coca-Cola, les logiciels Windows 95 ou Word, les jeans Lévy's sont conçus pour être diffusés à l'échelle mondiale. A la complémentarité de la spécialisation internationale se substitue la concurrence généralisée de la mondialisation.*

un flot incessant d'innovations financières et de prises de risque

La mondialisation ne se limite pas aux échanges de marchandises. Elle concerne aussi les mouvements de capitaux. La rapidité des communications, la disparition des contrôles de change, l'existence de banques mondialisées font que les gestionnaires de fonds de pension japonais achètent des actions *Olivetti*, que les SICAV performantes proposées par des banques françaises comprennent des actions cotées sur les marchés financiers des «pays émergents» et que les obligations du Trésor français sont vendues à des sociétés d'assurance-vie américaines. Pour tous ces produits financiers composés de portefeuilles très diversifiés, *les gestionnaires cherchent à obtenir le rendement le plus élevé possible.* Parce que c'est de cette rentabilité que dépend leur capacité à capter l'épargne des futurs retraités et la trésorerie de firmes qui jonglent avec des milliards. D'où ce flot incessant d'innovations financières, d'où ces prises de risque qui se terminent parfois très mal, comme l'exemple de la *Baring's* l'a illustré.

aux mains de quelques «manipulateurs de symboles»

Et les hommes, dira-t-on? Paradoxalement, c'est la «ressource» la moins mobile, parce que, un peu partout, les difficultés de l'emploi ont conduit à renforcer les limitations aux migrations internationales. Toutefois, même dans ce domaine, il convient de nuancer. Les firmes mondialisées ont généralement pléthore de main-d'œuvre peu ou pas qualifiée. Mais ceux qui disposent de connaissances ou de talents irremplaçables, ceux que Robert Reich, l'actuel secrétaire d'État au Travail de Bill Clinton,

appelle les manipulateurs de symboles¹, peuvent vendre leurs talents dans le monde entier et ils se fixent généralement là où cela leur est le plus commode. Parions que si Bill Gates, le patron de *Microsoft*, souhaitait résider en France, il ne lui serait pas nécessaire de faire une grève de la faim dans une église parisienne pour obtenir sa carte de séjour. Les travailleurs de base, eux, ne se déplacent pas : lorsque les pays pauvres ne parviennent pas à répondre aux besoins de leur population, la pression migratoire s'accroît sur les pays riches, mais elle est contenue par un renforcement des frontières dans les pays d'accueil potentiels. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes de la mondialisation que de *voir les frontières s'ouvrir largement pour les marchandises et les capitaux et se fermer hermétiquement pour les hommes.*

LES CONSÉQUENCES DE LA MONDIALISATION

un nivellement par le bas?

Pourquoi s'embarasser de travailleurs qui coûtent de 70 à 80 F par heure de travail, quand *il est possible d'obtenir un résultat analogue en payant dix ou trente fois moins d'autres travailleurs à l'autre bout du monde?* L'interrogation composait la trame d'un rapport devenu célèbre, celui de Jean Arthuis en 1993². L'auteur soutenait la thèse que, dans cette concurrence mondialisée entre forces de travail, les pays de vieille industrialisation partaient perdants, et que l'explosion du chômage était inévitablement au bout du chemin. Comment lutter contre une main-d'œuvre chinoise qui se contente de 1 là où il faut verser 50 en France? Le futur ministre des Finances reçut l'appui de Maurice Allais, prix Nobel de Sciences Économiques, soulignant que la mise en concurrence de zones aussi différentes allait provoquer une course au « moins-disant social », que *le marché mondialisé ne peut qu'aboutir à un nivellement par le bas.*

est-ce si évident?

Ce discours nous est familier. Ne s'appuie-t-il pas sur des réalités incontestables? N'est-il pas, chaque jour, illustré par des fermetures d'usines,

1/ Dans *L'économie mondialisée*, éd. Dunod, 1993. Ce livre est l'une des principales références sur la mondialisation productive.

2/ «L'incidence économique et fiscale des délocalisations hors du territoire national

des activités industrielles et de services», *Rapport d'information au nom de la commission des Finances du Sénat n° 337*, 4 juin 1993. Ce rapport a été édité ensuite aux éd. Organisation.

des transferts de fabrication, des importations croissantes? Familier, et pourtant, à y regarder de plus près, superficiel. Certes, la division par deux des effectifs salariés dans le textile français en vingt ans n'est pas imaginaire. Pas plus que la fermeture de Bally-France, le dépôt de bilan de La Lainière de Roubaix, les difficultés de Dim, de Petit-Bateau, et de bien d'autres, pourtant commercialement dynamiques. A l'évidence, la filière habillement-chaussures souffre d'une concurrence croissante de la part des «pays à bas salaires». Mais, dans une branche qui, en vingt ans, a perdu 400.000 emplois, la montée des importations en représente au plus un quart: le reste est lié à des gains de productivité élevés couplés à des débouchés stagnants. Même fortement protégée, cette filière aurait connu des difficultés d'emplois sans doute à peine atténuées. L'étonnant n'est pas que les importations augmentent, mais qu'elles n'aient pas tout balayé: comment résister si les différences de coût salarial sont bien celles avancées par le sénateur Arthuis, de 1 à 50?

comment résister ?

Tout bêtement par la qualité, par les délais, par la productivité, par la mode. Lorsque les collections sont renouvelées deux ou trois fois par an, cela signifie que les séries produites sont courtes. Pour éviter les ruptures de stock coûteuses, *La Redoute* commande peu dans les pays à bas salaires, trop éloignés et pas toujours au niveau de qualité souhaité, et beaucoup à des ateliers du Sentier, à Paris, ou chez des confectionneurs de Saint-Étienne, connus pour la qualité de leur prestation et le respect scrupuleux des délais. *Le recours aux produits importés de pays à bas salaire concernera donc plutôt des produits bas de gamme: ceux que Leclerc met en avant lors de son anniversaire pour appâter le client et qu'on ne renouvelle pas une fois vendus.* Ou alors des produits de marque réalisés à des millions d'exemplaires pour lesquels il est possible d'organiser une production à l'échelle mondiale, tant les séries sont longues et régulières: des chaussures *Nike* par exemple. On ne fait pas du «juste à temps» avec des fournisseurs situés à l'autre bout du monde.

exode d'emploi limité

C'est cette réalité que méconnaissent tous ceux qui voient dans les pays à bas salaires la source première, ou principale, de nos difficultés d'emploi. Il ne s'agit pas de nier que des emplois aient été délocalisés dans ces pays, mais seulement de souligner que ce que nous importons de chez eux est, somme toute, relativement peu élevé. Cela représente 6 à

7% de nos importations manufacturières, 4% du total de nos importations. Même si l'on tient compte de ce que le contenu en emploi de ces 4% est élevé, puisque 1.000 F d'importations représentent un nombre parfois impressionnant d'heures de travail fort mal payées, l'exode d'emplois est limité par la faiblesse des flux en jeu : tout au plus, selon les analystes, ce sont 2 à 300.000 emplois qui, en dix ans, ont été perdus du fait des délocalisations. C'est évidemment beaucoup, surtout pour ceux qui sont restés sur le pavé et qui, du fait de la crise, ne parviennent pas à retrouver quelque chose. Mais on conviendra que *ce n'est pas assez pour attribuer aux délocalisations un rôle majeur dans les pertes d'emplois* subies par l'industrie française depuis vingt ans (de l'ordre de 1,4 millions de postes de travail).

La mondialisation ne serait-elle qu'un tigre de papier ou, mieux encore, un bouc émissaire destiné à dériver vers les autres pays les colères de salariés victimes avant tout de l'impéritie de leurs gouvernants ou de leurs patrons ? La thèse est tentante, mais elle est fautive. Pour deux raisons : l'une est économique, l'autre financière.

une donne renouvelée du commerce international

Économiquement, la mondialisation change considérablement la donne du commerce international. Celui-ci met en concurrence des firmes. La mondialisation met en concurrence des nations. Quel est le système productif qui présente le meilleur rapport qualité/prix se demande, au fond, la firme qui cherche à localiser son emplacement, sa production ou ses fournisseurs de façon optimale ? Je n'accepterai de maintenir une unité de production dans tel pays, ou de contracter avec un fournisseur de ce pays, que si le surcoût salarial éventuel est contrebalancé par des avantages non salariaux : une main-d'œuvre bien formée, des syndicats responsables, une fiscalité peu pesante, des facilités de communication évidentes, des dirigeants performants, une qualité irréprochable, etc. C'est ce cocktail complexe, et souvent peu chiffrable, qui compte et qui permet de faire passer la pilule de salaires plus élevés ou de cotisations sociales plus lourdes. L'exemple allemand est évocateur : voilà un pays réputé pour être celui où les coûts salariaux par unité produite sont les plus élevés du monde et qui, pourtant, est le premier exportateur mondial de produits manufacturés (devant les États-Unis et très loin devant le Japon). Incompréhensible ? Non, si *l'on fait entrer en ligne de compte la qualité des produits, l'efficacité du service après-vente, la régularité des contrats, la stabilité des prix*. Et chacune de ces particularités, à son

tour, renvoie à des structures sociales particulières, à des investissements collectifs (en formation et en recherche), à des modes de répartition du revenu et de couverture des risques sociaux.

recherche d'une efficacité collective

Il ne s'agit pas, bien entendu, de soutenir la thèse que, mécaniquement, mieux la main-d'œuvre est payée, plus cela attire la production mondialisée. A l'évidence, ce n'est pas le cas pour des activités comme le textile ou les jouets, pour lesquelles les donneurs d'ordre, au contraire, cherchent un coût de production aussi faible que possible, faisant l'impasse sur la qualité. En revanche, pour la production automobile, l'informatique, la chimie fine, la pharmacie, il est clair que la localisation des activités obéit à des motivations bien plus complexes que les seuls niveaux de salaires. Et que, dans ces conditions, *l'efficacité collective de la formation, de la recherche, des services publics ou de la protection sociale sont des atouts importants.*

un État entre deux feux

Soulignons une contradiction. Une bonne part de l'efficacité collective d'une nation relève d'investissements publics ou de dépenses publiques. Elle requiert donc un État présent, entreprenant, dynamique (comme c'est le cas en Corée du Sud, d'ailleurs), qui élimine impitoyablement les dépenses inutiles ou somptuaires, s'efforce de réduire le coût des services collectifs tout en améliorant leur qualité. Cet État interventionniste est aux antipodes du libéralisme économique mais, en même temps, il doit se comporter comme un chef d'entreprise, en veillant à réduire les coûts, à lutter contre la bureaucratie, etc. En outre, pour empêcher le découragement, l'insécurité et la « fracture sociale », ce même État doit veiller à atténuer les chocs sociaux, à réduire l'exclusion, à redonner aux victimes de la mondialisation une deuxième chance. Et ceci alors même que la mondialisation élargit l'éventail des revenus : ceux des activités concurrencées sont tirés vers le bas, ceux des « manipulateurs de symboles » sont tirés vers le haut, parce que, dans les deux cas, le marché sur lequel ces activités sont valorisées est un marché mondial.

Tout cela requiert des niveaux de prélèvements publics qui sont loin d'être mineurs. Or, au même moment, la pression concurrentielle de la mondialisation tend à réduire le poids de ces prélèvements. D'où la contradiction : *la mondialisation appelle un État plus interventionniste au moment même*

où elle contraint l'État à devenir plus libéral et moins régulateur, où elle diminue ses pouvoirs. La solution n'est pas simple. Dans le cas de nos nations, elle est certainement européenne. Mais une chose est certaine: les mouvements en cours vont modifier en profondeur le rôle de l'État, son mode d'intervention. Ce sont les pays au sein desquels les relations sociales seront de la meilleure qualité possible qui tireront le mieux leur épingle du jeu, non les pays qui comprimeront le plus le coût de leur main-d'œuvre. Au fond, la mondialisation contraint nos nations à justifier le niveau moyen élevé du pouvoir d'achat de leurs habitants par autre chose que les rentes de situation dont elles bénéficient.

un taux d'intérêt dicté par les marchés

On le voit: les conséquences économiques de la mondialisation sur le fonctionnement même de nos sociétés sont tout, sauf mineures. Il en est de même des conséquences financières. Sur un marché financier devenu mondial, la capacité de chaque pays à empêcher ses capitaux de migrer vers des cieux plus cléments diminue, engendrant ainsi une perte de pouvoir non négligeable: *le taux d'intérêt est moins décidé par la puissance publique en fonction de critères de politique économique que dicté par les marchés, devenus les véritables arbitres du bien et du mal* dans la façon de conduire la politique économique. Mais les partisans de cette «globalisation» font valoir que l'accès à un marché financier mondial lève la limitation financière à la croissance. Plutôt que de devoir proportionner les emprunts aux capacités de prêt nationales, toutes les opportunités d'investissement sont désormais finançables, dès lors qu'elles sont rentables. Voilà, disaient-ils, ce qui allait fouetter la croissance économique.

crise de la dette dans le Tiers-Monde

C'est l'inverse qui s'est produit: la crise de la dette dans le Tiers-Monde a été la première conséquence de cette mondialisation financière. Les prêteurs se sont bousculés, dans une sorte de frénésie concurrentielle, pour prêter aux pays du Tiers-Monde qui ne demandaient pas mieux que d'emprunter: les banquiers réticents ont fini par se laisser convaincre qu'on ne peut avoir raison seul contre tous et que, si les autres y allaient, il serait trop dommage de ne pas profiter de l'occasion. D'où *des comportements mimétiques qui ont engendré une sorte de course au prêt, jusqu'à la catastrophe finale*, lorsqu'il s'est avéré que les pays du Tiers-Monde étaient, pour la plupart, insolubles, qu'ils avaient dépensé l'argent

emprunté si facilement dans des opérations souvent contestables, et que les taux d'intérêt devenus exorbitants les rendaient incapables de payer.

une contrainte financière incontournable

Cette crise de la dette – de 1982 à 1992 – a été doublement instructive. D'abord parce qu'elle a montré que *repousser la contrainte financière n'est pas forcément un bon plan pour l'emprunteur*. Lorsqu'on ne dispose pas de beaucoup d'argent, que l'on ne peut emprunter que ce qui est épargné dans le pays, force est de faire attention : on fait alors de nécessité vertu, et c'est souvent grâce à ce genre de contrainte incontournable que l'on gère efficacement. Mais lorsque la contrainte se réduit, que les sources d'emprunt deviennent plus importantes, voire illimitées, les tentations grandissent. Foin d'avarice : les nations sont comme les particuliers, de ce point de vue ; elles résistent difficilement aux sirènes des prêteurs lorsque ces derniers leur ouvrent leurs coffres. Ensuite, *la crise de la dette a illustré ce que l'on ne cesse de vérifier depuis : l'absence de rationalité d'ensemble des marchés financiers* où l'on s'épie, où l'on se copie et où l'on pense que le gagnant est toujours celui qui fait comme les autres, mais un peu plus vite que les autres.

le talon d'Achille de la mondialisation

Le plus étonnant est que, bien que l'on frôle sans cesse le gouffre, que l'on côtoie épisodiquement le krach, que l'on joue avec le « risque de système » (c'est-à-dire la probabilité d'une catastrophe majeure, comme en 1929), il a toujours été possible, jusqu'à présent, d'éviter le pire. Comme si les autorités internationales, dotées pourtant de bien peu de pouvoirs, parvenaient malgré tout à mobiliser efficacement ces derniers pour empêcher l'irréparable. Cette fragilité financière est, littéralement, le talon d'Achille de la mondialisation. Elle engendre des phénomènes spéculatifs dont chacun est conscient qu'ils produisent plus d'instabilité que d'assurance, plus de risque que de profit, mais auxquels on continue de se livrer, parce que la concurrence y contraint. Le résultat d'ensemble n'est pas celui que souhaitait chacun des acteurs pris en particulier. *Le monde financier redécouvre, en se livrant aux excès de la spéculation, les vertus d'une régulation centrale, l'importance d'avoir un « prêteur en dernier recours », c'est-à-dire un parachute pour limiter les risques*. Et, paradoxalement, cette danse autour du volcan financier a sans doute plus fait pour hâter l'émergence d'un embryon de régulateur mondial que toutes les conférences mondiales. Le FMI vient de se doter de capacités

d'interventions très fortement majorées, les banques ont dû adopter des comportements de prudence sous la pression de la Banque des règlements internationaux, etc.

la mondialisation exige d'agir globalement

La grande crise, celle de 29, a pu être vaincue parce qu'il a été possible de soumettre des appareils productifs et financiers nationaux à des règles nationales. La crise des années soixante dix, au contraire, dure parce que l'extension des systèmes productifs et financiers à l'échelle mondiale n'est pas contrebalancée par une extension de la régulation nationale à la même échelle: le chacun pour soi demeure la règle d'or alors même que la mondialisation imposerait des règles communes, qu'elles soient sociales, fiscales ou financières. Au fond, *la mondialisation conduit à agir globalement alors qu'on continue de penser localement*. Certains croient qu'il est possible de revenir en arrière, de réhabiliter l'échelon de décision national en limitant, voire en réduisant la mondialisation. Cette sortie «par le bas» est peu probable. Et pour les pays qui seraient tentés de la pratiquer, elle risque fort de se payer d'une régression productive majeure, comme l'exemple de l'URSS l'a montré récemment: on ne se coupe pas du marché mondial des années durant sans conséquence et lorsque vient l'épreuve de vérité, il faut payer d'un coup la note accumulée, et différée depuis des années.

L'hypothèse d'une sortie «par le haut» est, quoi qu'en pensent les nationalistes de tout poil, la seule réellement envisageable. Elle consiste à *encadrer la mondialisation, non à la combattre*. De modestes avancées ont été faites dans ce sens dans le domaine financier, sous la pression des circonstances et pour empêcher le pire. Dans le domaine commercial, même ce peu n'a pas été fait. C'est donc un vaste chantier qui nous attend. *Pour mettre la mondialisation au service des hommes*.

Denis Clerc

*Alternatives économiques
12, rue du Cap Vert
21800 Quétigny*

DIALECTIQUE DE LA GLOBALISATION

par Alberto Acosta

Économiste et consultant bien connu en Équateur, Alberto Acosta a collaboré de près à tous les mouvements sociaux et politiques cherchant à remédier aux situations de pauvreté de son pays. Il a beaucoup publié sur le thème de la dette extérieure et, plus récemment, sur les conséquences de la mondialisation en Amérique Latine. C'est précisément cet aspect qu'il développe dans cet article, apportant ainsi le point de vue d'un continent en pleine évolution sociale.

La globalisation requiert une approche pluridisciplinaire qui ne laisse pas de côté, bien entendu, la dimension culturelle. C'est la seule façon de comprendre ce phénomène hétérogène et multiforme, traversé par des contradictions qui se manifestent dans des conflits plus ou moins aigus.

le capitalisme est le point de référence

Contrairement à ce que prétendent ses thuriféraires, la globalisation ne définit pas, d'une manière homogène pour tous, les conditions d'un fonctionnement mondial. Elle s'appuie sur les relations résultant du système en vigueur, le capitalisme, relations où certaines pratiques des entreprises transnationales, des organismes multilatéraux et, plus particulièrement, des gouvernements des pays les plus forts ont une position de force, ce qui a une incidence sur bien des marchés dans le monde. « *En tout état de cause, la globalisation est un phénomène qui se présente de manière très inégale dans les différents pays, régions, secteurs d'activité, entreprises ou industries. C'est une des limites, le paradoxe, de la globalisation : son emprise n'est pas généralisée* », écrit Léon Bendesky.

une nouvelle forme d'impérialisme

Nous nous trouvons à une nouvelle étape du capitalisme à laquelle correspondent de nouvelles formes d'organisation (et d'impérialisme). Cette situation nouvelle n'est pas toujours facile à définir clairement. En effet, nous en sommes encore à une étape de transformation des formes de répartition et de contrôle du monde. Une série d'alliances entre les puissances traditionnelles, voire émergentes, se mettent en place qui peuvent déboucher sur un nouvel équilibre de forces ainsi que sur de nouvelles contradictions, inconnues pour l'instant.

Dans ce scénario, nous constatons une grande homogénéité et une communauté d'intérêts entre les pays les plus développés, même si les tendances ne sont pas uniformes, en ce qui concerne la coordination de leurs politiques économiques, les rapports réciproques de leurs entreprises et le rapprochement culturel de leurs sociétés. Pendant ce temps, les pays sous-développés se trouvent plus que jamais isolés les uns des autres, sans objectif clairement défini et, semble-t-il, prisonniers de l'«illusion» globalisatrice.

Les grands blocs se font concurrence pour la conquête du leadership mondial tout en tissant des liens multiples au niveau du commerce, des investissements et des échanges de technologie. Les ensembles plus petits, comme la Communauté Andine, ne cherchent pas à frayer leur chemin en marge du marché mondial; ils n'ont pas non plus une stratégie programmée de participation à ce marché. Dans la pratique, et au-delà des discours officiels, ils sont devenus une sorte de tremplin pour accélérer la transnationalisation des économies de leurs membres.

une désintégration internationale

Dans le monde, on ne constate pas l'émergence d'un processus uniforme de rapprochement et de régionalisation. Au contraire, comme l'a constaté Oscar Ugarteche, nous sommes témoins d'*«une sorte de désintégration internationale qui prend une ampleur considérable. Dans les pays capitalistes les plus avancés, une force centripète concentre la dynamique du commerce, les investissements, la technologie et les crédits. Dans les pays en voie de développement, une force centrifuge a l'effet contraire»*.

Ainsi, malgré de multiples efforts pour augmenter leurs exportations, les pays d'Amérique Latine ont progressivement perdu leur part, en pour-

centage, du marché mondial. Dans ces conditions, cela signifie que, pour la plupart des pays latino-américains et des Caraïbes, les difficultés resteront foncièrement les mêmes. Les défis auxquels ils font face sont les mêmes: sous-développement et dépendance auxquels s'ajoute la tendance d'une partie essentielle de leurs sociétés à s'éloigner du marché mondial.

Au niveau international, on constate une confluence des forces centripètes et centrifuges, mais dans les pays sous-développés, cette confluence accélère la création d'îlots du Nord dans les mers de pauvreté du Sud. Autrement dit: dans les pays sous-développés, les groupes les plus favorisés se détachent du reste de la société et se rapprochent des groupes privilégiés des pays du Nord dans la mesure où ils se montrent capables, et ont les moyens, d'augmenter leur productivité et d'utiliser les technologies les plus avancées. En même temps, dans les pays du Nord où les riches sont aussi de plus en plus riches et puissants, des îlots de misère se développent, avec des caractéristiques du «Sud» (bien qu'en valeur absolue, le niveau de pauvreté ne soit pas le même que dans les pays sous-développés). Cela a pour effet, surtout dans les pays pauvres, un processus «*d'intégration internationale et de désintégration nationale*», comme l'avait annoncé Oswaldo Sunkel au début des années soixante-dix.

une grande puissance transnationale

A la fin des années quatre-vingt, nous avons été les témoins de la victoire des Américains dans la «Guerre Froide». Ce triomphe nous a laissé une grande puissance à vocation universelle: les États Unis, laquelle ne s'est cependant pas montrée en mesure de réorganiser le monde en un monde solidaire. Cela ne nous a pas doté d'un nouveau modèle universel mais, au contraire, a provoqué des situations de désordre qui sont en train de modeler, très vite, une nouvelle donne d'économie politique mondiale. Puisque nous ne pouvons pas encore entrevoir l'avènement d'une puissance hégémonique unique, il convient d'étudier la configuration d'une hégémonie transnationale, que se partagent les différents intérêts et pouvoirs nationaux et le capital transnational.

Les États-Nations des pays sous-développés, (ce n'est pas le cas pour les grandes puissances), se trouvent sous l'emprise du pouvoir croissant des grandes entreprises transnationales dont les intérêts et les besoins sont, pour une grande part, le moteur du processus actuel de globalisation de l'économie, processus globalisateur qui se caractérise par les pratiques de ces grandes entreprises. Les pays riches ont de plus en plus tendance

à s'appuyer, dans leurs relations avec les autres États, sur la puissance de ces sociétés qui, souvent, outrepassent les limites de leurs droits et les intérêts de leurs États d'origine. Elles sont d'abord fidèles à leurs objectifs: accumuler les profits et maîtriser les différents systèmes de production intégrés au niveau mondial et ne tiennent compte des engagements traditionnels nationaux qu'en second lieu. C'est cette pratique qui nous permet de parler d'une tendance hégémonique transnationale.

le poids du changement technique

En complément à ce que nous venons de dire, il convient de se demander quels sont les facteurs qui, dans les pays latino-américains, favorisent d'une part le changement des anciennes modalités d'accumulation des richesses et, d'autre part, ouvrent les portes à un nouveau schéma. Dans cette perspective, il faut mettre en évidence les caractéristiques du changement technique et son impact sur l'Amérique Latine. Celle-ci doit faire face à tout ce qu'entraîne cette évolution.

Il est particulièrement important de reconnaître que, pour les pays sous-développés, les avantages comparatifs ne sont plus le fruit de la possession de ressources naturelles diversifiées. Dans la mesure où le pouvoir économique est le fruit de nouveaux procédés de fabrication et non plus de l'apparition de nouveaux produits, les matières premières perdent de leur importance. Cette réduction de la part des matières premières traditionnelles dans les produits finis entraîne, en contrepartie, la mise en œuvre de nouveaux matériaux, comme les matières synthétiques.

C'est dans ce contexte qu'apparaissent les nouvelles techniques de pointe: la micro-électronique qui, dans ses diverses applications (robotique, informatique, télématique etc.), joue ici un rôle essentiel; la biotechnologie, qui demande une attention particulière en raison de son impact sur la production agricole et l'élevage. Et, dans cet ensemble, l'environnement a une importance centrale. Tout cela induit de nouvelles pratiques dans les entreprises et bouleverse les processus de commercialisation.

exclusion et domination culturelles

En termes économiques, on constate un processus de délocalisation et de relocalisation de la production, des marchés et des finances et, au milieu de processus aussi complexes, voire contradictoires, on ne peut pas ignorer les effets d'une sorte de socialisation mondiale de la politique et de

la culture. Alors que les flux économiques, commerciaux, financiers et technologiques, ne touchent que certaines parcelles de la population et que le Nord ferme ses portes à l'immigration des sans-travail du Sud, la communication (la télévision surtout) ouvre les portes du monde. Si d'importants groupes humains sont exclus des bénéfices de la mondialisation de l'économie en raison de leur faible productivité et de leur capacité réduite à maîtriser la technologie moderne, il n'en est pas moins vrai qu'ils peuvent, en même temps, être intégrés au monde grâce aux médias. Les groupes marginalisés sont au courant de la vie des groupes privilégiés et, d'une certaine façon, y participent en spectateurs.

Cependant, cette situation n'est pas la garantie d'un rapprochement culturel véritable et encore moins d'une homogénéisation productive au niveau mondial. Il ne faut pas oublier que les principaux changements économiques et les avancées technologiques sont une réponse à des problèmes spécifiques aux pays riches. Leur diffusion et leur utilisation, dans d'autres contextes, ne sont pas assurées par le simple fait que l'on dispose de ressources financières ou que l'on est capable de les imiter. Il s'agit de processus complexes d'assimilation et d'adaptation. et c'est la raison qui a rendu impossible l'intégration du «progrès» de l'Occident dans les pays sous-développés.

Alors que les nouveaux modèles technologiques sont à l'origine de fractures importantes dans l'ordre mondial, il se produit en même temps une espèce de rapprochement au niveau des relations socioculturelles à travers les avancées technologiques, particulièrement les moyens de communication et de transport qui deviennent, en quelque sorte, l'hameçon de la globalisation.

une nouvelle colonisation ?

Apparaît alors avec toute sa force la puissance des USA et de leur «American way of life». Après avoir imposé des modèles de consommation et de comportement qui ont uniformisé leur propre hétérogénéité, ils les diffusent avec une force incomparable dans presque toutes les régions du monde et plus particulièrement en Amérique Latine. Et ce ne sont pas les idées qui sont radicales mais la vitesse de leur diffusion.

Pour mieux comprendre cette inquiétante réalité, il faut se souvenir que ce sont les héritiers directs des colonisateurs qui ont hérité du pouvoir colonial au début de nos républiques. Loin de garantir un processus de

libération nationale, sans ingérence des anciennes puissances impériales, cette situation a permis aux groupes dominants d'accroître leur propre pouvoir. Pour le dire avec les termes de Quijano, « *la colonialité a été davantage présente lorsque s'est achevée la domination coloniale* ».

Ce processus permet de comprendre pourquoi il n'y a pas de rencontre entre « *l'originalité et la spécificité de l'expérience historique de l'Amérique Latine et la configuration euro-centrique de la perspective dominante* ». En cette fin du xx^e siècle, se poursuit une tentative de 'lecture' de notre réalité, comme si elle se réduisait à ce qui est vécu par les classes dominantes qui ont eu accès à la modernité. Le racisme, plus ou moins avoué, mais toujours présent dans nos pays, renforce les tendances euro-centriques qui font obstacle à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions originales.

La colonialité qui se perpétue dans nos pays comme base du pouvoir est aussi l'une des causes de notre faiblesse structurelle. Cela explique pourquoi les classes dominantes ne se soucient du sort des dominés que dans la mesure où il pourrait compromettre leurs intérêts de dominants. C'est aussi ce qui fait obstacle, de façon permanente, à la possibilité de construire des structures modernes et adaptées, au service de tous.

Tout cela fait de nos sociétés des espaces de confrontation et de conflits, reflets de l'instabilité et de la fragilité des processus économiques. Cela explique aussi la faiblesse structurelle des élites économiques, plus précisément des responsables d'entreprises, incapables de penser dans des catégories nationales ce que devrait être une stratégie d'insertion dans le marché mondial, stratégie qui passe nécessairement par une intégration interne au bénéfice de la population dans son ensemble.

On comprend alors pourquoi on assiste à une poussée inattendue de régionalisme, souvent à dominante nationaliste, voire même carrément fondamentaliste et qui met en cause le message globalisateur.

Alberto Acosta

*c/o Spiritus
Apartado 17-03-252
Quito – Ecuador*

TAIWAN: MODERNISATION ET IDENTITÉ

par Michel Masson

Jésuite français, Michel Masson est membre du « Centre de Recherches sur la Société et la Culture » à la Faculté de Droit de l'Université Fu Jen à Taiwan qui se consacre à l'étude des problèmes sociaux et des changements de valeurs en Chine continentale et à Taiwan.

Certains pays de l'Asie de l'Est sont souvent cités comme exemples de développement et font, de fait, rêver nombre de pays pauvres. A partir de la situation particulière de Taiwan, Michel Masson décrit les ombres et les lumières de cette évolution.

Les succès économiques des Petits Dragons d'Asie de l'Est (Singapour, Corée du Sud, Hong Kong et Taiwan) peuvent donner à rêver à beaucoup de pays en voie de développement. Le cas de Taiwan est souvent cité: ce petit pays aussi surpeuplé que le Bangladesh et sans ressources naturelles (il importe 99,3% de son pétrole) a, depuis les années 60, un taux de croissance économique parmi les plus élevés du monde.

Par ailleurs, depuis la levée de la loi martiale (1950-1987), la démocratisation de la vie politique a conduit, en mars 1996, à la première élection au suffrage universel du Président de la République. Taiwan semble ainsi faire la preuve que modernisation, propriété privée et économie de marché conduisent nécessairement aux institutions démocratiques. Enfin, la nouvelle vigueur du bouddhisme et des autres religions chinoises suggèrent qu'à Taiwan, la modernisation n'est pas synonyme de sécularisation.

Ceci dit, l'île connaît une des pollutions les plus sévères du monde. Dans la société économique et politique, violence et corruption sont endémiques. Depuis 1987 surtout, de nombreux critiques se sont attaqués au mythe du « miracle Taiwanais » et en ont souligné les conséquences

négatives pour la société et l'environnement. Tout récemment, le public s'est aussi interrogé sur la qualité de la démocratie à Taiwan : non seulement les députés en viennent facilement aux coups à la tribune de l'Assemblée législative, mais un certain nombre ont des liens certains avec le «milieu».

Ce bilan critique de la société de Taiwan suggère bien des questions. S'agit-il seulement des bavures d'une modernisation encore en cours ? Ou bien, y a-t-il plus : un vice de départ irrattrapable ? *Ces problèmes sociaux sont-ils le fait de la modernisation ou existaient-ils déjà dans la société d'avant 1950 ?* Et d'une façon plus générale, on peut se demander quelles leçons les pays en voie de développement peuvent tirer de l'expérience taiwanaise.

DES CIRCONSTANCES TRÈS PARTICULIÈRES

Tout d'abord, le décollage économique de Taiwan s'est effectué dans des conditions exceptionnelles. Si, aujourd'hui, le pays envoie des agronomes et autres experts dans certains pays en voie de développement, il est clair que ces missions ne promettent aucun miracle.

Sans doute, beaucoup de décisions gouvernementales ont joué un rôle décisif. Selon un ministre, la garantie de la stabilité politique et sociale a été «une condition sine qua non» et l'adoption d'un système d'économie libre, «un facteur décisif». Les experts citent aussi des mesures particulièrement importantes : le contrôle effectif de l'inflation (d'abord en 1950-51 et, plus tard, pendant la crise du pétrole de 1973); des stratégies tournées vers l'extérieur, spécialement la promotion des exportations dès 1960; l'utilisation efficace des ressources humaines et du capital financier; l'accent mis sur une croissance équilibrée; enfin, une grande flexibilité d'ajustement aux nouveaux marchés, tout particulièrement l'accent mis sur la libéralisation et l'internationalisation de l'économie.

Ces sages mesures n'expliquent cependant pas tout. Il faut ajouter qu'elles furent appliquées par une dictature militaire qui a imposé la stabilité politique et sociale et ignorait les complexités socio-économiques du processus de modernisation. Enfin, ces bonnes recettes ont été efficaces grâce à la présence d'autres facteurs : ces recettes sont-elles applicables aujourd'hui et ailleurs ?

le décollage

Prenons le cas du développement rural dans les années 50. Des économistes identifient *cinq éléments qui « ont joué un rôle crucial et qui pourraient être appliqués ailleurs dans certaines limites »*, à savoir : un programme de réforme agraire ; la planification et la coordination intégrale du développement rural ; des options technologiques encourageant une utilisation efficace des ressources et la diversification des cultures ; une panoplie de mesures politiques et fiscales visant à transférer les ressources en capital du secteur agricole au reste de l'économie ; la décentralisation régionale et rurale du développement industriel.

La réforme agraire a touché la moitié des familles paysannes. Il en est résulté une agriculture de petites fermes où le cultivateur était propriétaire des terres. Ce résultat fut en partie possible grâce au petit nombre de paysans sans terre et encore plus par la mise en place de mesures complémentaires (crédit, associations rurales, investissements publics). Ces mesures furent l'œuvre de la Joint Commission for Rural Reconstruction (JCRR), institution semi-publique qui a mené de façon remarquable le développement rural intégral de Taiwan. Mais la JCRR avait aussi la caractéristique d'être presque totalement financée par les États-Unis.

Le cas de la JCRR illustre les circonstances exceptionnelles du démarrage économique de Taiwan. L'aide financière des États-Unis entre 1951 et 1965 s'est élevée à 1,4 milliard de dollars. Cette somme représente 8 dollars par habitant et par année pendant 14 années consécutives – un montant « quasiment unique » d'aide étrangère. Ces sommes et l'efficacité de la JCRR ne s'expliquent que par la situation stratégique de Taiwan au moment de la guerre de Corée. Les urgences de l'heure permettaient et exigeaient un pacte de coopération très spécifique entre les États-Unis et le Général Chiang Kai-Shek qui venait de perdre tout le reste de la Chine.

Il faut aussi mentionner l'immigration massive « d'experts très qualifiés » dans les années 1947-1956 : entre 650 000 et 735 000, soit 10 pour cent de la population de l'île en 1946. De plus, ces experts venus du Continent n'avaient ni intérêts acquis, ni clientèle dans le pays et ont pu systématiquement imposer la réforme.

LE BILAN SOCIO-ÉCONOMIQUE EN 1996

En 1995, les 21,4 millions d'habitants de Taiwan réalisaient un produit national brut de 262 milliards dollars US, soit une moyenne de 12 266 dollars par personne. Le taux réel de croissance du PNB était de 6,5% et l'inflation se situait autour de 3,7%. L'agriculture ne contribue plus que pour 3,5% du PNB, alors que l'industrie de transformation en constitue 28,5%, le commerce 16,1%, les services financiers 21,2%. En 1995, les exportations de Taiwan s'élevaient à 111,7 milliards de dollars, les principaux destinataires étant les États-Unis, Hong Kong, la Chine et le Japon. Les réserves en devises étrangères étaient de 86,4 milliards de dollars en août 1996.

enjeux politico-économiques

En novembre 1996, la Commission d'État à la Planification et au Développement Économique a finalisé un plan décennal. Les objectifs en sont : « maintenir la croissance économique ; retrouver un siège aux Nations Unies ; augmenter la participation de Taiwan aux activités de la Coopération Économique de la région Asie-Pacifique (APEC) ; accroître l'aide au Tiers-Monde ».

Ces objectifs illustrent bien le scénario politico-économique à Taiwan aujourd'hui : croissance économique et reconnaissance internationale. Le plan prévoit un taux de croissance annuelle moyen de 6,5% pendant les dix années à venir. Le PNB moyen par habitant devrait atteindre 19 000 dollars en l'an 2000 et 31 700 dollars en 2006. La hausse des prix à la consommation serait maintenue à un taux moyen annuel de 3,1%. Cette croissance requiert une intégration croissante à la communauté économique de la région Asie-Pacifique et à ses instances officielles. Elle est aussi un élément-clef de la « diplomatie réaliste » que mène Taipei pour s'imposer comme membre de la communauté internationale et percer le blocus diplomatique dans lequel Beijing veut l'enfermer. L'aide au Tiers-Monde, qui doit atteindre 420 millions dollars en 2000 fait aussi partie de cette stratégie. Elle est destinée aux pays qui reconnaissent Taiwan et peuvent plaider en faveur de sa réadmission dans les diverses organisations affiliées à l'ONU.

Ce plan ne peut réussir que si les multinationales viennent établir des centres d'opération à Taiwan. Mais, en ce domaine, la concurrence est serrée avec Hong Kong et Singapour qui devancent Taiwan sur bien des

points décisifs: facilités portuaires, services financiers, procédures administratives et qualité de vie. De plus, la Chine va jouer un rôle économique de plus en plus décisif dans la région d'ici dix ans. En d'autres termes, *si Taiwan ne s'impose pas très rapidement comme un centre d'opération régional, son économie risque vite de piétiner.*

développement intégral?

Par ailleurs, le progrès économique a provoqué des problèmes qui ne peuvent plus être ignorés. *La population a maintenant l'expérience et les moyens politiques de réclamer la qualité du développement.* Le nouveau plan prend en compte ces nouvelles exigences. Ainsi, le budget de l'éducation nationale doit augmenter de 40% d'ici l'an 2000 et la proportion des jeunes de 18 à 25 ans dans les lycées et les universités de 60%. Le taux de croissance des dépenses sociales passera de 10 à 13% par an.

La protection de l'environnement est maintenant une priorité. En l'an 2000, 90% des ordures ménagères seront traitées en usine et recyclées à 70%. La proportion des cours d'eau gravement pollués devrait baisser à 11,9%. La durée de saturation de l'air serait aussi ramenée à 10 jours par an et celles du bruit excessif (au-dessus de 65 décibels) à 25 jours par an.

Enfin, *mise à part la lutte contre le gangstérisme et la drogue, les pouvoirs publics devraient s'efforcer de «moraliser la vie publique» dans le monde des affaires et dans l'administration.* Par exemple, une loi devrait exiger des fonctionnaires qu'ils déclarent leurs biens personnels. Toutes ces mesures indiquent la volonté de prendre en compte des problèmes sociaux qu'il n'est plus possible d'esquiver.

PROBLÈMES SOCIAUX

La multiplication des tentatives de suicide (3 587 en 1990, 4 441 en 1994) permet d'entrevoir l'aggravation de problèmes sociaux qui affectent soit certaines catégories, soit l'ensemble de la population.

les personnes

Un mariage sur cinq se termine par un divorce. En l'absence de législation adéquate, *un grand nombre de femmes maltraitées n'ont pas d'autre recours qu'une demande de divorce.* En décembre 1996, un rapport d'une

association des Droits de l'homme concluait qu'aucune mesure ne protégeait la femme contre la violence, soit dans la famille, soit à l'extérieur.

Selon de nombreux rapports, problèmes scolaires et émotionnels affectent de plus en plus de jeunes. Accidents et suicides sont les deux causes principales de décès chez les jeunes.

Depuis 1986, des travailleurs étrangers (de Thaïlande, des Philippines, de Malaisie et d'Indonésie) sont arrivés sur les nombreux chantiers alors que la population locale s'orientait vers des activités tertiaires. Ils sont actuellement plus de 200 000. Leurs salaires s'élèvent à seulement 56% des salaires des Taiwanais. Les hésitations de la politique de l'emploi, ainsi qu'une dose certaine de xénophobie, les laisse dans un brouillard juridique dont profitent les employeurs «illégaux». *Ces travailleurs étrangers constituent ainsi une nouvelle catégorie défavorisée*, à côté des 400 000 «aborigènes», descendants des premiers habitants, non chinois, de l'île.

l'environnement

La presse fait état de maladies et de décès causés par des affections respiratoires. En mai, une étude de l'Hôpital de l'Université Nationale de Taiwan concluait que 12,5% des lycéens et lycéennes de Taipei souffraient d'asthme. *Bronchite, emphysème et asthme constituent la dixième cause de décès.*

Les 4,8 millions de voitures et le 8,8 millions de motocyclettes ou scooters sont la source de 55% des émissions toxiques, le reste provenant des usines (90 000). Beaucoup de ces scooters ont des moteurs à deux temps et un seul scooter peut émettre autant de gaz toxique que 12 voitures équipées d'un convertisseur catalytique.

Selon l'Administration pour la Protection de l'Environnement, l'ensemble de l'île a connu 22 jours d'air «malsain» en 1995. Selon la pratique internationale, ces mesures sont prises à une vingtaine de mètres au-dessus du sol et n'indiquent pas la qualité de l'air respiré par la population. Elles ne prennent pas non plus en compte les composés organiques volatils: *Taipei a la plus haute concentration de benzène du monde.* Selon certains experts, le problème le plus sérieux est le haut niveau des fines poussières (moins de 10 microns). Au sud de Taiwan, ce niveau atteint 95 milligrammes par mètre cube, soit deux fois plus que le niveau normal.

mafias, corruption et démocratie

Au dire de la presse, Taiwan est devenue la « Sicile de l'Asie ». Le 23 septembre, le ministre de la Justice affirmait qu'*un tiers des 800 conseillers municipaux et départementaux élus en 1994 avaient un dossier criminel ou des liens étroits avec les dirigeants du milieu*. Il a parlé d'une société où seul l'argent compte: la richesse est le principal critère déterminant le statut social, avec comme conséquence, vols, enlèvements, extorsions, et aussi pratiques criminelles, dans le monde professionnel et chez les fonctionnaires.

La croissance économique rapide de ces dernières années a encouragé les gangs à s'immiscer dans le secteur commercial. Les extorsions traditionnelles se doublent maintenant d'opérations plus complexes: contrôle des adjudications de chantier, banques de crédit clandestines, prostitution, contrebande, etc. Les membres de ces gangs usent aussi de violence pour influencer les élections et se présentent même aux élections législatives afin de pouvoir contrôler les budgets et les activités du gouvernement. Leur action se fait sentir spécialement dans le secteur des travaux publics, affecte la crédibilité du gouvernement et met en cause la démocratie.

La corruption constitue un problème politique et social qui requiert plus que des pénalités strictes. Il s'agit de changer les mentalités, d'introduire la notion de moralité publique et de démontrer que chacun gagnera à une administration impartiale de la loi.

QUELLES QUESTIONS ?

Si la société taiwanaise a des problèmes sociaux, elle a aussi maintenant de nombreuses associations non-gouvernementales qui font pression sur le gouvernement. Il faut aussi noter l'importance des nouvelles associations de résidents qui prennent en main les problèmes de leur quartier et incitent le public à sortir de son apathie. Autrement dit, *une « société civile » s'affirme, garant essentiel de la démocratie*. Cette évolution fait partie du « modèle » de Taiwan. S'il y a des problèmes sociaux, il y a aussi la volonté d'y remédier.

Que dire de ces **problèmes sociaux**? A première vue, ils sont « créés » par la modernisation mais, en fait, beaucoup étaient déjà présents avant 1950. Les mafias, le mépris de l'environnement, les mauvais traitements

subis par les femmes ne sont pas des phénomènes nouveaux. *Faut-il alors blâmer, non pas la modernisation, mais plutôt une modernisation « trop rapide » ?* Sans doute, mais il ne faut pas oublier que les pays d'Occident qui, eux, se sont modernisés à un rythme beaucoup plus lent, ont aussi des problèmes sociaux. En d'autres termes, les problèmes sociaux sont à Taiwan ce qu'ils sont ailleurs : des phénomènes complexes et multiples. En ce domaine, Taiwan présente seulement *une illustration parmi d'autres de ce processus général qu'est la modernisation*. Il ne s'agit pas de faire de l'île le bouc émissaire de toutes nos mauvaises consciences.

trois facteurs de distorsion

Dans une « Analyse des problèmes sociaux à Taiwan aujourd'hui », un sociologue, Ye Ch'i-cheng, situe ainsi la question :

« L'accélération et l'aggravation à Taiwan des problèmes communs aux sociétés capitalistes industrielles modernes est due à au moins trois facteurs :

– Dans la division du travail à l'échelle mondiale, les sociétés 'périphériques' comme Taiwan ont subi les conséquences des mécanismes d'exploitation et de domination mis en place au profit des sociétés 'centrales'.

– La société, spécialement les élites au pouvoir, avaient une compréhension insuffisante de la modernisation et des phénomènes qui l'accompagnent. Leur incapacité à contrôler le processus a abouti à des distorsions structurelles.

– Les dilemmes politiques propres à Taiwan depuis cent ans ont accéléré les problèmes en provoquant toutes sortes de crises qui remettaient en question l'existence, la légitimité et l'identité de Taiwan ».

Si le premier facteur est imposé de l'extérieur, les deux autres ne le sont pas. Les problèmes de logement, de pollution et de sécurité à Taiwan ne sont pas seulement le fait de la modernisation. Les embouteillages de certaines banlieues de Taipei sont tout simplement « caractéristiques de la société de Taiwan » : gérer la modernisation avec une mentalité et des méthodes « pré-modernes ». L'ignorance n'explique pas tout. Selon Ye Ch'i-cheng, *« l'aggravation de certains problèmes depuis 40 ans reflète un 'égoïsme délibéré' et une absence de 'responsabilité sociale et d'éthique publique' ».*

une société confucianisée ?

Les sociologues soulignent que les «petits dragons», ainsi que le Japon, sont tous des pays «confucianistes». Ces sociétés ont en commun une éthos confucéenne (sens de l'épargne, acharnement au travail, importance donnée aux études, discipline) qui a joué un rôle subsidiaire, mais important, dans leur décollage économique. Ces traits sont bien caractéristiques de la population de Taiwan, mais il faut tout de suite poser la question : est-ce là tout l'héritage confucéen en territoire chinois ? *Qu'est-il advenu de la moralité confucéenne ? A-t-elle été dévoyée par la modernisation ?*

Non, répond Ye Ch'i-cheng. En fait, la haute moralité confucéenne n'a jamais informé la société chinoise. Bien plus, ce sont les idéaux confucéens eux-mêmes qui ont «dévoyé» la moralité au long de l'histoire et jusqu'à aujourd'hui. Le discours confucéen mise sur la conscience morale individuelle : chacun est censé pouvoir, «instinctivement» en quelque sorte, remplir ses devoirs envers tous. *Cette morale basée sur les «sentiments humains» et entièrement investie dans les «relations» interpersonnelles, n'a pas perçu la nécessité de définir une moralité publique.* Concrètement, toute «relation» doit être fondée sur les sentiments humains, y compris les relations de pouvoir ou d'argent. La moralité est alors limitée à la fidélité au «petit groupe» identifié par l'amalgame «sentiments humains/pouvoir/argent».

Ye Ch'i-cheng conclut en parlant de «société inauthentique». On y tient des discours contradictoires et qui, de toute façon, ne correspondent pas à la réalité vécue. *On se réfère pêle-mêle aux idéaux confucéens et aux valeurs modernes venues d'ailleurs*, alors que la société ignore les exigences morales altruistes du confucianisme et ne prend pas au sérieux la notion-clef de la modernité : la distinction du domaine privé et du domaine public.

le politique

Cette «inauthenticité» n'est que renforcée par les facteurs politiques. Depuis le xvii^e siècle, Taiwan a connu toute une série d'administrations «coloniales». Au xx^e siècle, après 50 ans d'occupation japonaise, l'île s'est retrouvée en 1949 sous l'administration du régime nationaliste venu du continent. Même si la localisation et la démocratisation de la vie politique ont fait des progrès, *Taiwan est toujours à la recherche de son*

identité. La population reste l'otage de l'idéologie nationaliste, elle-même otage du régime de Beijing.

Ce statut de colonie, cette crise d'identité et cet état de siège rongent les esprits depuis plus de 40 ans. Jusqu'à ces toutes dernières années, les institutions et les manuels scolaires ont prolongé l'illusion qu'il ne s'était rien passé en 1949. Et, même aujourd'hui, les objectifs de la modernisation restent soumis aux aléas de la politique de survie face aux menaces de Beijing. Sous ce ciel de tragédie, ceux des Taiwanais qui luttent pour protéger l'environnement et améliorer les conditions de vie portent un témoignage crucial dont la portée est à la fois morale et religieuse.

un problème plus large qu'on ne le pense

L'«inauthenticité» dont parle Ye Ch'i-cheng n'est sans doute pas l'exclusivité de la société taiwanaise. Dans les pays en voie de développement, les discours ne correspondent guère à la réalité vécue, qu'ils portent sur «la tradition» (laquelle?) ou sur la modernité. Ce «décalage entre mots et réalités» semble propre à tout processus de modernisation. Que signifie alors la référence «confucéenne» dans le cas de Taiwan, société chinoise?

Une question analogue a été débattue en Chine tout au long de ce siècle. Toutes les sociétés pré-modernes sont-elles semblables ou y a-t-il une différence «chinoise»? Dans le cas de Taiwan, il semble difficile d'ignorer un certain nombre de facteurs hérités du passé: l'ethos «confucéenne» du travail acharné et de l'épargne ainsi que la fidélité au «petit groupe». A défaut de moralité publique, ces facteurs ont créé un type de consensus social, propice au progrès économique et qui n'est certes pas universel. Ce consensus a permis aux habitants de Taiwan de trouver des raisons de vivre, en dépit d'une situation politique où, de toute façon, les «mots» ne peuvent pas correspondre aux «réalités».

DÉFIS À L'ÉGLISE

Quel est, à Taiwan, le rôle de la minorité chrétienne au sein de cette société en quête d'identité et incertaine de son avenir? La question est complexe mais on peut, au moins en guise de conclusion, proposer quatre considérations.

des chrétiens engagés

On a souvent dit de l'institution ecclésiale à Taiwan qu'elle est en bonne partie «exilée», peu portée aux accents prophétiques et peu avertie des enjeux sociaux. Cette attitude se retrouve dans beaucoup d'autres groupes religieux, à l'exception de l'Église presbytérienne qui, elle, était implantée dans l'île bien avant 1949.

Ceci dit, des catholiques – comme d'autres chrétiens – ont organisé très tôt des Coopératives de Crédit ou se sont engagées aux côtés des catégories sociales défavorisées : les aborigènes qui forment la moitié des catholiques de Taiwan, les ouvriers, les handicapés. On peut aussi mentionner le rôle de pionniers joué par les catholiques dans la production de programmes de télévision dès le début des années 60. Plus récemment, l'université catholique Fu Jen (20 000 étudiants dont 1% de catholiques) a introduit un «parcours obligé» en morale et en éthique professionnelle. Elle possède aussi une «Faculté d'Écologie Humaine». On peut ajouter que cette attention portée aux valeurs et à la réflexion morale à Taiwan n'est pas sans signification pour la Chine continentale où les problèmes de société sont assez similaires à ceux de Taiwan.

exigence de morale sociale

Ensuite, depuis 1987, les problèmes de société mobilisent un grand nombre de gens dans des organisations non-gouvernementales, tout particulièrement les comités de quartiers. Cette ébauche de «société civile» constitue un terrain de liberté où des individus, ensemble, articulent des valeurs publiques en réponse aux problèmes sociaux. Sur ce terrain, les chrétiens côtoient d'autres traditions religieuses ou philosophiques, et aussi beaucoup de personnes «sans tradition». Tous ces gens sont là parce que la crise de la société éveille en eux une exigence morale dont ils ne soupçonnaient pas l'existence. Cette exigence morale n'est pas nouvelle dans l'histoire de la Chine. Ce qui est nouveau, c'est le système démocratique qui, depuis 1987, offre la possibilité d'agir sur les institutions. Cette «nouveau», sans aucun doute, est un défi majeur pour les Églises de Taiwan.

inculturation ou marginalisation?

Faut-il parler d'«évangélisation de la culture» dans une société non-chrétienne et non-occidentale? Faut-il dire que c'est seulement quand les chrétiens prendront au sérieux les problèmes socioculturels que l'Évan-

gile sera vraiment «inculturé»? Ces expressions doivent être utilisées avec prudence. D'une part, à Taiwan comme en Chine continentale, l'Église ne joue qu'un rôle secondaire dans l'introduction et la reconnaissance des «valeurs» du patrimoine chrétien. D'autre part, comme l'écrit un universitaire de Shanghai, «*la société chinoise a besoin d'emprunter des valeurs (au monde occidental), mais elle le fait à son idée*». Éventuellement, ces emprunts seront «métabolisés» en une version moderne de la culture «chinoise». Autrement dit, tant que les communautés chrétiennes resteront fidèles à l'intégralité de l'Évangile, elles ne pourront jamais constituer que des «*minorités culturelles marginales*».

un Évangile d'espérance

Enfin, comment des non-chrétiens voient-ils le rôle («la mission»?) de l'Église dans leur société? Un groupe d'entre eux à Beijing cite des théologiens comme P. Tillich et J. Moltman pour conclure que les chrétiens détiennent un «*message d'espérance*», message, ajoutent-ils, absent de la tradition chinoise. L'archevêque de Taipei ne disait pas autre chose il y a quelques mois, quand il affirmait: «*Il y a toujours eu ici des missionnaires pour s'occuper des lépreux et des enfants handicapés*». A l'heure où Taiwan semble faire figure de «riche lépreux» de la modernisation, ces «*gens venus d'ailleurs*» témoignent d'une espérance qui, elle, «*vient d'Ailleurs*» et résiste à toute métabolisation culturelle.

Michel Masson

*Socio-Cultural Research Center
College of Law, Fu Jen University
242, Hsinchuang, Taipei Hsien
Taiwan, R.O.C.*

LES LIMITES DU «MIRACLE CORÉEN»

par Emmanuel Kermoal

Le Père Kermoal, MEP, en Corée depuis 22 ans, actuellement à la Mission ouvrière du diocèse de Séoul, travaille à mi-temps dans une petite usine pour le recyclage du plastique.

Il nous présente le témoignage de Kyong Hee et nous aide à réfléchir sur le défi au libéralisme sauvage que constitue l'existence des marginaux.

le contexte

Kyong Hee est de Corée du Sud. Ce petit pays situé à l'extrême de l'Asie du Nord-est, fait partie des petits « dragons » asiatiques bien connus des experts économiques et souvent cités en exemple pour leurs succès fulgurants durant les trente dernières années. Avec Hongkong, Taiwan, Singapour, la Corée du Sud inspire beaucoup de pays en voie de développement, surtout en Amérique Latine. Les grands trusts coréens comme Samsung, Hyundai, Daewoo, etc. sont connus dans le monde entier pour leur succès et leur politique d'expansion économique très agressive. Depuis trente ans, toute l'économie de la Corée du Sud est tournée vers l'exportation, même si le marché intérieur se développe également.

alliance entre l'armée et le capital

La Corée du Sud a commencé son décollage économique vers les années 60. En 1961, le général Park Chang prend le pouvoir à la faveur d'un coup d'état. Les militaires allaient garder le pouvoir pendant longtemps, pratiquement jusqu'en 1992, à la fin du mandat de l'ex-général président No Tae Wo. C'est sous cette longue dictature militaire que le « miracle économique » a eu lieu, fruit de l'alliance entre le gros capital, les hommes d'affaires et les militaires. Tout était donc prêt dans les

années 60 pour que le peuple coréen, bien encadré, bien éduqué, mais encore pauvre suite à la guerre de Corée et à la division du pays, entre dans ce cadre militaro-capitaliste.

L'année dernière (1995), le gouvernement sud-coréen était tout fier d'annoncer au monde entier que le revenu par tête avait atteint 10 000 dollars U.S. Aujourd'hui, la Corée du Sud se situe au douzième rang des puissances économiques mondiales. C'est impressionnant! Un bel exploit pour un si petit pays!

des ombres au tableau

Le témoignage qui va suivre va cependant tempérer notre enthousiasme pour ce modèle tant vanté. Si la Corée du Sud est devenue aujourd'hui une puissance économique mondiale, c'est parce que les capitalistes coréens, aidés par les militaires et d'autres puissances étrangères, surtout le Japon et les États-Unis, ont sacrifié la vie de millions d'hommes et de femmes. S'il y a un « miracle économique coréen », il y en a aussi l'envers qui est beaucoup moins brillant. C'est pour cela qu'on en parle peu. C'est le visage cruel et froid du capitalisme libéral qui laisse sur la touche des millions de gens comme Kyong Hee qui nous raconte ici son histoire.

vers la marginalisation

« Mon parcours, raconte cette Coréenne¹, est assez typique de ce qu'ont vécu des millions de Coréens dans les années de triomphe du capitalisme sauvage, ultra-libéral.

En février 1993, je travaillais sur la décharge publique de la ville de Séoul. Elle venait d'être fermée mais de nombreuses petites entreprises de toutes sortes s'y étaient établies. Sur mon chantier nous récupérons des frigos, des machines à laver, des télévisions, etc. Tout était recyclé. Avec d'autres femmes, mon travail consistait à récupérer les fils électriques qui restaient fixés au plastique des frigos et des machines à laver. C'était un travail très dur car cela se faisait en plein air. En hiver il faisait très froid, et l'été c'était la canicule. Avant que la décharge

1/ Je me suis permis de transposer en français plutôt que de traduire mot à mot le récit de Kyong Hee.

publique ne ferme, j'avais travaillé plus d'une vingtaine d'années à trier les poubelles pour un salaire de misère.

A l'époque, j'avais 58 ans et j'étais déjà une jeune grand-mère avec trois petits-enfants. Une trentaine d'années auparavant, j'avais quitté ma province du Cholla, comme des milliers de Coréens, pour venir tenter ma chance à Séoul, car la campagne était la grande oubliée du capitalisme coréen. Le Cholla est resté jusqu'aujourd'hui une des régions les plus pauvres de Corée. Ma province a payé cher la résistance de Kim Dae Chung, enfant du pays et chef de l'opposition. Il n'y avait donc, pour survivre, aucun autre recours que celui de monter à Séoul. Ce que j'ai fait.

maladie et analphabétisme n'arrangent rien

A mon arrivée, j'avais un sérieux handicap: je ne savais ni lire ni écrire, chose très rare en Corée où le niveau de scolarité est très élevé. Je me suis vite retrouvée sur la décharge publique à trier les déchets de onze à douze heures par jour. Pas question, donc, de cours du soir pour apprendre à lire et à écrire. Aujourd'hui, je ne sais toujours pas lire ni écrire. Avec mon maigre salaire j'ai fait vivre ma petite famille, c'est à dire mon mari, mon fils et ma fille.

Il y a quelques années, mon mari est devenu quasiment aveugle à la suite d'une maladie des yeux mal soignée. Mais, dans cette société capitaliste, rien n'est prévu pour soigner les plus pauvres: pas de sécurité sociale, pas d'assurance-maladie, aucune protection sociale. Avec mon mari aveugle, je n'ai que mes deux bras pour travailler et faire face à cette société capitaliste toujours en mouvement dans laquelle je suis complètement perdue.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, un de mes petits-fils est né infirme. Il ne peut ni se tenir debout ni marcher. Devant l'infirmité de son fils, ma belle-fille a quitté son mari et ses trois enfants. J'ai décidé, contre le conseil de beaucoup de mes amis, de prendre en charge mes trois petits-enfants. Mais, en Corée, il n'y a pas d'allocations familiales; il n'y a pas d'aides pour les familles démunies comme la mienne. Mon mari aveugle, lui non plus, ne touche aucune aide pour son handicap. Les gros trusts coréens ne partagent pas leurs bénéfices. Les cotisations sociales sont pratiquement nulles et les affaires de corruption dont parle la presse régulièrement sont une preuve qu'elles ont aussi les moyens de payer le moins possible d'impôts. Il ne me reste que mes deux bras pour travailler et gagner

le peu d'argent qui me permettra de faire vivre ma famille, en espérant garder ma santé et éviter l'accident du travail qui ruinerait ma vie.

pas de couverture sociale

Comme bien d'autres dans mon cas, je bénéficie d'une carte d'indigent, délivrée par la préfecture, qui me donne quelques petits avantages comme les bus gratuits, quelques soins mineurs moins chers à l'hôpital, etc. Mais cette carte n'est finalement pour moi qu'une carte de la honte qui m'humilie encore plus.

Aujourd'hui, d'autres soucis m'empêchent de bien dormir la nuit. Je suis inquiète pour mon avenir et celui de ma famille. Depuis que je suis à Séoul, j'habite dans un bidonville célèbre. C'est le bidonville de Nanjido, situé au bas de cette décharge publique où j'ai travaillé longtemps. J'habite une petite maison préfabriquée d'une seule pièce, avec un petit coin cuisine. La nuit, tout le monde dort dans la même pièce. Depuis que la décharge publique a été fermée fin 92, la ville de Séoul, à qui appartenaient tous ces terrains, a décidé d'y construire un grand parc. Sans consulter les habitants qui y vivaient depuis environ trente ans, la ville a décidé de détruire ce bidonville.

Elle a proposé aux gens de les reloger dans des appartements spécialement construits pour eux. Mais il faut tout de même disposer d'environ 50 millions de wons (aujourd'hui 1 FF = 160 wons) pour y entrer. Pour des millions de gens comme moi, à Séoul et dans toute la Corée, le problème du logement est dramatique. Où allons-nous trouver ces sommes mirobolantes pour aller habiter dans des appartements où nous n'avons jamais demandé d'aller? Oui, j'ai raison d'être inquiète. Si je dois quitter mon bidonville, où irai-je avec ma famille? La société capitaliste ne m'offre pas beaucoup de chance ni de place.»

l'envers du «miracle économique» coréen

Bien sûr, durant ces trente dernières années, la Corée du Sud s'est développée de manière fantastique. C'est la douzième puissance économique mondiale avec un revenu de 10 000 dollars américains par tête! Un pays en pleine transformation. Cette année, la Corée fait son entrée dans l'OCDE (Organization for Economic Cooperation and Development). La Corée a de quoi être fière. Mais l'argent est roi dans cette société. Pour les petits et les plus pauvres, l'accès à l'éducation, aux soins, au

logement, à l'information, n'est qu'un rêve lointain. L'existence de ces marginaux nous oblige à remettre en cause ce « miracle » et ce modèle où l'homme n'est rien et où le capital devient la valeur de référence.

Beaucoup de Coréens, en lisant cette histoire, ne reconnaîtront pas leur pays et ne seront pas d'accord. « Cela n'existe pas chez nous, diront-ils. C'est exagéré. En Corée, tout le monde a sa voiture maintenant, un ordinateur, un téléphone mobile. Vous parlez du passé ».

Non, je ne parle pas du passé. Je parle de la Corée de 1996. Mais dans cette société capitaliste toute tournée vers la consommation à outrance, des classes sociales sont nées qui s'ignorent totalement. Kyong Hee, à part son bidonville et son lieu de travail, ne connaît rien de Séoul. Pour elle, prendre le métro est une aventure aussi pleine d'imprévus que de faire le tour du monde.

Ce développement économique, basé uniquement sur l'argent, le profit, a tué les valeurs traditionnelles de la société coréenne: le sens du groupe, l'importance de la famille, la solidarité entre les gens sont des valeurs qui disparaissent peu à peu pour donner place à l'individualisme et à l'égoïsme. Aujourd'hui, au beau milieu de ce développement cité souvent en modèle, Kyong Hee et tous les marginaux comme elle, mis sur la touche, ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour s'en sortir. Ces pauvres, ces exclus, ces marginaux, ont aussi un message d'espoir et de solidarité à nous transmettre. De par leur existence même ils sont un défi à ce modèle de développement capitaliste; ils sont les « empêcheurs de tourner en rond ».

Emmanuel Kermoal

*SL Dobong P.O. Box 29
132-600 Séoul
S. Korea*

UNE EXPÉRIENCE D'ENTRAIDE VILLAGEOISE

LA BANQUE DE RIZ DE PA KOUNG NOY

par Samrid Saengvong

Le Père Samrid Saengvong est le directeur du DISAC (Comité Diocésain d'Action Sociale) du diocèse d'Ubon Ratchathani dans le nord-est de la Thaïlande. Les DISAC diocésains sont le relais du CCTD (Catholic Council of Thailand for Development) ou Caritas-Thaïlande.

L'expérience décrite ici montre comment des villageois confrontés à des problèmes de survie peuvent s'en sortir sans être obligés de recourir à des usuriers toujours prêts à les exploiter.

le village de Pa Koung Noy

Pa Koung Noy se trouve à 80 kilomètres de Ratchathani, ville importante du nord-est de la Thaïlande, qui est aussi le centre du diocèse catholique du même nom recouvrant sept départements, avec environ 20 000 catholiques pour une population de plus de 7 millions d'habitants. La religion principale est le bouddhisme théravada, dit du petit véhicule, avec une forte présence d'animisme sous-jacent.

Le nord-est de la Thaïlande est un plateau aride, qui connaît souvent de longues périodes de sécheresse, suivies assez fréquemment d'inondations dévastatrices à la fin de la saison des pluies. Ces conditions climatiques rendent bien aléatoire l'unique récolte annuelle de riz.

Pa Koung Noy est un village de 160 familles, soit 800 habitants environ. Tous sont bouddhistes. Le village a une pagode et une école pri-

maire. La plupart des villageois n'a pas poursuivi ses études au-delà des quatre premières années du primaire, les seules obligatoires jusque récemment. Les habitants vivent de la culture du riz ainsi que d'un peu d'élevage. Mais aujourd'hui, beaucoup cherchent des revenus supplémentaires en essayant de trouver de l'embauche dans les environs ou en s'expatriant à Bangkok et dans d'autres provinces.

Le terrain où se trouvent les rizières est assez inégal, ne favorisant pas la retenue de l'eau nécessaire à la culture du riz. Par ailleurs, plusieurs années consécutives de sécheresse ont provoqué une disette importante dans la région.

En période de pénurie, les villageois doivent se débrouiller comme ils peuvent pour survivre. Les hommes vont chercher du travail ailleurs, et en attendant qu'ils ramènent peut-être un peu d'argent, il faut emprunter du riz à des taux usuraires, ce qui provoque un endettement d'où il est difficile de sortir. En effet, à supposer que la récolte de l'année suivante soit correcte, elle ne suffira pas, en général, à nourrir la famille et à rembourser en même temps les dettes accumulées (riz emprunté l'année précédente, emprunts faits pour acheter des engrais, etc.).

Après avoir rencontré de telles difficultés plusieurs années de suite, les gens de Pa Loung Noy ont compris qu'il fallait trouver d'autres solutions que l'endettement pour résoudre ces problèmes de disette.

la banque de riz

Au contact d'autres villages, à l'occasion de festivités ou célébrations diverses (mariages, funérailles), les gens de Pa Koung Noy ont eu connaissance de l'existence de banques de riz dans ces villages et ont réalisé que là se trouvait peut-être une solution à leurs problèmes.

En 1987, ils font appel au Centre Diocésain d'Action Sociale (DISAC) d'Ubon Ratchathani. L'action du DISAC vise à promouvoir le développement, en particulier dans les villages éloignés, en aidant les gens à réaliser divers projets de développement selon leurs besoins, et aussi en formant des leaders. Le DISAC d'Ubon Ratchathani mène son action aussi bien en milieu bouddhiste qu'en milieu catholique, sans discrimination aucune. Chaque année d'ailleurs, des villages bouddhistes, qui ont été aidés par le centre, prennent part à la campagne de carême organisée par l'Église catholique.

Douze villageois de Pa Koung Noy, spécialement intéressés par ce projet de banque de riz, se réunissent en vue de le réaliser. Un comité, avec président, vice-président, secrétaire et trésorier, est créé. Il aura à s'occuper de la gestion de la banque de riz. Il faut d'abord construire un grenier communautaire et ensuite acheter du riz pour constituer le premier stock. Pour cette mise en route, le DISAC d'Ubon Ratchathani accorde un prêt remboursable en dix ans.

La banque de riz peut alors fonctionner. Les villageois auront la possibilité d'emprunter en cas de manque, surtout dans les deux ou trois mois précédant la moisson, quand le grenier à riz familial se vide. A la récolte suivante, ils devront rendre le riz qu'ils ont emprunté avec un intérêt. S'ils empruntent 10 boisseaux, ils devront en rendre 13. Cet intérêt de 30% peut paraître important, mais il est bien moindre que ce que les gens auraient à dépenser s'ils devaient acheter le riz au marché.

évaluation

Le but d'une banque de riz est d'aider les gens à se procurer du riz, leur nourriture de base, quand ils en manquent, sans devoir recourir aux marchands qui l'achètent à bas prix à la récolte pour le revendre bien plus cher quand les gens en ont besoin. La banque de riz permet d'éviter des emprunts à taux usuraires que les débiteurs risquent d'être incapables de rembourser.

En plus de ces avantages, la banque de riz favorise l'entraide entre les villageois et leur fait prendre leurs problèmes en main pour essayer d'y trouver une solution par eux-mêmes. C'est même là le but le plus important visé par le DISAC en aidant à la réalisation de ce projet. Par ailleurs, quand la dette sera complètement remboursée au DISAC, l'intérêt versé aidera à la constitution d'un fonds qui permettra la réalisation d'autres projets de développement dont la communauté pourra avoir besoin.

Assez vite la création de cette banque de riz à Pa Koung Noy a eu des résultats positifs avec, cependant, quelques ombres au tableau.

Des contestations, des disputes surgissent parfois dans le groupe, certains membres cherchant des avantages personnels au détriment des autres. Quelques-uns ont du mal à rendre le riz emprunté ou ne le rendent pas du tout. Si un membre ne rend pas le riz emprunté dans les délais voulus, il ne pourra pas en emprunter de nouveau tant que la dette ne sera

pas réglée. Cette règle doit être rigoureusement appliquée pour éviter toute négligence et retard dans les remboursements, ce qui pourrait compromettre le renouvellement du stock de riz pour l'année suivante. Enfin certains membres sont réticents à prêter aux villageois qui n'avaient pas voulu prendre part au projet au début.

Le rôle du comité de gestion est alors important. Il organise des réunions d'explication pour faire comprendre que ce projet doit être l'affaire de tous. On essaie de résoudre les conflits par l'intervention de membres influents et respectés de la communauté. Et le DISAC d'Ubon Ratchathani essaie d'accompagner le groupe en donnant accès aux facilités de la banque de riz à ceux qui n'avaient pas voulu en entendre parler auparavant.

conclusion

Malgré ces difficultés, cette modeste expérience montre que de petites gens, jusqu'ici à la merci des gros commerçants et des usuriers, peuvent s'en sortir en pratiquant la solidarité. D'autres expériences du même genre, comme les banques de buffles ou les coopératives de crédit vont dans le même sens. En mettent leurs idées en commun et en pratiquant la solidarité, les villageois arrivent à trouver des solutions à leurs problèmes. Cela leur permet non seulement de survivre, mais de vivre dans la dignité. Cela ne favorise pas seulement le développement économique, mais aussi le développement humain. Par cette aide au développement, l'Église contribue à susciter une société où règnent plus de justice et de solidarité, une société mieux préparée à accueillir le Royaume de Dieu.

Samrid Saengvong

*Catholic Mission
P.O. box 5
Ubon Ratchathani – Thaïlande*

QUAND DES ÉCUS SE BALADENT

POUR UN RENDEMENT SOCIAL

par André Poncelet

André Poncelet, membre de la Congrégation du Coeur Immaculé de Marie (Scheut) a séjourné au Zaïre dans les années 65-70. Il travaille ensuite en Belgique dans le cadre des OPM, puis pendant 10 ans, à « Justice et Paix » et « Entraide et Fraternité ». Depuis 3 ans, il est curé d'une paroisse de Bruxelles et responsable de « Justice et Paix » dans ce secteur.

Des pauvres ont décidé de gérer eux-mêmes leur épargne, et cela dans un but d'entraide sociale. Une initiative qui se cherche encore mais qui ouvre pourtant des espaces originaux et des alternatives à une capitalisation tous azimuts.

Tout a commencé dans les années 80. Les communautés d'Afrique du Sud, via le Conseil Œcuménique des Églises, ont interpellé les Églises européennes sur l'usage de l'argent investi dans les banques. « Savez-vous ce que devient votre argent ? Savez-vous que l'argent que vous placez dans votre banque peut servir de manière directe ou indirecte à conforter la politique d'apartheid en Afrique du Sud ? » Telles étaient les questions essentielles qui nous invitaient à une analyse sérieuse des mécanismes bancaires internationaux.

Une action « banque-apartheid » a vu le jour en Belgique et dans d'autres pays limitrophes. Cette action a favorisé l'émergence d'une réflexion sur la dimension éthique de l'argent et l'usage de l'épargne. De cette réflexion, il est apparu qu'il fallait mettre en route des groupes de personnes qui contrôlèrent mieux l'usage de leur argent, que ce soit celui de l'épargne ou celui des impôts afin d'établir un nouveau rapport à

l'argent où le profit aveugle ne serait plus l'objectif prioritaire. Ainsi sont nées dans un premier temps «des associations d'épargne de proximité». Des amis, des familles, des groupes de paroissiens se rassemblent pour gérer leur épargne et accorder des crédits à des groupes sociaux.

«l'association des écus baladeurs»

«Interpellés par la manière dont les banques se servent de notre argent à notre insu, nous avons décidé de gérer notre épargne nous-mêmes pour lui donner une véritable dimension sociale». Geneviève a rejoint une «association d'épargne de proximité» et elle explique comment cela fonctionne. «A tour de rôle, nous rendons visite à deux aux projets qui nous sollicitent pour mieux comprendre leurs activités et examiner avec eux leurs possibilités de remboursement. Et lorsque nous nous réunissons tous les mois, nous examinons ensemble les modalités du prêt».

Une école de devoirs, une maison médicale, un centre de formation pour jeunes, ont ainsi bénéficié d'un prêt sans intérêt qui peut aller de 50 000 à 250 000 F¹, remboursables en un ou deux ans. L'épargne, «réappropriée collectivement», permet ainsi de donner de petits coups de pouce à des projets sociaux ou alternatifs, qui n'ont bien sûr pas de «crédit» auprès des banques. *«Notre épargne ne nous rapporte pas d'intérêt financier, mais je vous assure que le dynamisme des projets que nous rencontrons nous rapporte un 'intérêt social' bien tangible».* Sept groupes similaires d'épargne de proximité existent dans différents coins de la Wallonie-Bruxelles. Ils ont tous des noms évocateurs: «Les écus baladeurs», «L'aube», «Le pivot», «La fourmi des champs», «La bouée», «La fourmi solidaire», «La copiche»².

le «Centre d'Entraide»

Voici un autre exemple pris dans le cadre d'un service social de paroisse. Ce centre est en relation avec quelques 250 ménages qui viennent avec des problèmes divers. Mais on peut compter que 10% d'entre eux sont en situation de surendettement, soit 20 à 25 ménages, familles ou célibataires.

1/ Tous les chiffres donnés sont BEF = 1 FF pour 6 FB. Sources d'information: a) le n° 100 du mensuel «Traverses» (magazine de l'économie sociale et la vie

associative); b) le rapport d'activités de Crédal.

2/ «copiche» = fourmi en dialecte local.

Depuis plusieurs années, le Centre d'Entraide a lancé un petit projet de prêt et d'épargne. L'objectif est simple: *se regrouper pour aider à épargner ensemble*. N'importe qui peut participer à condition de verser 100 F minimum par mois. Cet argent appartient à celui qui le verse. Il peut le retirer à tout moment. Cet argent ne rapporte aucun intérêt, l'association n'étant pas une banque. Mais celui qui est dans le besoin peut emprunter sans intérêt et sans justification jusqu'au double de son avoir, avec un maximum de 50 000 F. Cela permet d'être dépanné en cas de coup dur et, en même temps, d'épargner un peu tout en aidant les autres. Il est clair qu'une partie des membres verse à fonds perdu, mais *n'est-ce pas cela la solidarité entre les bien nantis et les personnes en situation de précarité?*

un projet de sensibilisation et de prévention

Le Centre d'Entraide cherche aussi à faire un travail de sensibilisation et de prévention auprès d'un plus large public. Le projet est de réunir une quinzaine de personnes surendettées et de construire avec elles une histoire, un scénario qui racontera et expliquera ce que peut être la vie d'un surendetté, comment on arrive à crouler sous les crédits, montrer les multiples occasions et sollicitations par lesquelles on se retrouve un jour face aux huissiers et aux saisies.

L'ambition est de monter **un spectacle de qualité** qui circulerait dans la communauté francophone afin de toucher un large public. Les Centres Publics d'Assistance Sociale (CPAS) bruxellois et wallons, les services sociaux, les maisons de quartier, les maisons médicales, les foyers culturels seront sollicités pour organiser à l'intention de leur public une représentation de ce spectacle. **Un débat** suivrait où intervenants sociaux et public seraient invités à prendre part et à réagir. Ce projet original rencontrerait ainsi un double objectif: diffuser une information sur la problématique du surendettement présentée de manière dynamique et intégrer des «surendettés-acteurs» dans une démarche active les rendant plus autonomes et responsables.

le Crédal: société coopérative de crédit alternatif

On a rapidement senti le besoin de créer un organisme d'une certaine importance, ayant pignon sur rue. C'est dans cette optique que la Commission Justice et Paix francophone et une autre association d'Église «Vivre ensemble» se sont mises d'accord pour créer le Crédal en 1984.

Le **Crédal**, pour Crédit Alternatif, est devenu un bastion de la finance alternative. En dix ans d'existence, il a déjà accordé près de 300 crédits pour un montant total dépassant les 170 millions de francs. Il s'agit d'une « vraie » coopérative: elle fonctionne selon le principe « *un homme, une voix* », quel que soit le nombre des parts détenues. Elle a réussi à développer une gestion rigoureuse et une analyse sociale des dossiers qui lui sont présentés. Les coopérateurs et ceux qui prêtent de l'argent au **Crédal** (collectivités ou particuliers) n'attendent pas de leur placement un rendement financier, même si certains ont demandé la compensation de l'inflation.

Ceux qui demandent un prêt au **Crédal** peuvent obtenir des crédits de trois types: crédit d'investissement, crédit de fonds de roulement ou crédit de pont, remboursables en 5 ans maximum. Les montants octroyés varient entre 100 000 et 2 500 000 F et les taux d'intérêts de 5,35% à 6% l'an. La coopérative accorde ces prêts dans deux créneaux: *la lutte contre l'exclusion et le développement de projets d'économie sociale*. Quoique alternatif, le **Crédal** n'en est pas moins exigeant. Mais là où une banque se contentera le plus souvent de vérifier si le crédit est couvert par de bonnes garanties, le **Crédal** s'attachera aux objectifs sociaux et au fonctionnement de son partenaire, tout autant et même plus qu'à la qualité de sa structure financière. Une tâche importante du **Crédal** est d'ailleurs de conseiller et d'aider son partenaire dans sa gestion.

la cigale qui épargne pour les autres

En 1987, sept associations dont le **Crédal** ont créé le réseau « **Financement Alternatif** » qui s'inspire du Net Werk, son pendant néerlandophone. Ce réseau regroupe une quarantaine d'associations. Il est bien connu en Belgique avec l'**Épargne-Cigale**. C'est le fruit d'un partenariat avec une banque, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite (CGER).

Le principe est simple. Si l'on dispose d'un compte spécial à la CGER ou si l'on décide d'en ouvrir un, on peut adhérer à l'**Épargne-Cigale** sans aucun frais. On continue à toucher les intérêts habituels proposés par la banque. Mais celle-ci s'engage à verser 1% d'intérêt supplémentaire à l'une des associations que l'on choisit de soutenir: projets de lutte contre les exclusions, protection de l'environnement, développement dans le Tiers-Monde, économie sociale. De plus, la convention établie avec la CGER prévoit que l'usage des fonds déposés via l'**Épargne-Cigale** devra *répondre à des critères éthiques sous le contrôle d'un organisme indé-*

pendant, Ettibel. Ainsi, le réseau F.A. veut intéresser le grand public au financement alternatif. Pour ce faire, il lance certaines campagnes de sensibilisation, particulièrement auprès des jeunes.

Triodos: une banque différente

Parmi les diverses initiatives de financement alternatif, la **Banque Triodos** occupe une place particulière: c'est une banque à part entière, contrôlée par la commission bancaire et financière et membre de *l'Association belge des banques*. Elle propose des comptes à vue (pour les entreprises et les associations), des comptes d'épargne et des comptes à terme rémunérés aux taux du marché. Elle octroie aussi des crédits. Pour atteindre ses objectifs «alternatifs», elle a opté pour des schémas de fonctionnement de banques «classiques».

Ce qui la distingue des autres banques, c'est d'abord qu'elle se veut une banque de développement, mais pas de n'importe quel développement. *Elle investit dans des projets et des entreprises porteurs d'une valeur ajoutée positive pour l'homme: l'écologie, le développement social (ou économie sociale), le secteur culturel.* Mais c'est aussi une banque «transparente». Contrairement à l'opacité qui est de mise habituellement dans le système bancaire, la Banque Triodos communique à ses clients la manière dont leurs fonds sont utilisés.

Fondée aux Pays-Bas il y a 15 ans, la Banque Triodos est un groupe international également présent en Angleterre, avec une croissance annuelle de 30% au cours des cinq dernières années. En Belgique, elle est implantée à Gand et à Namur, mais dispose d'agents délégués dans toutes les régions du pays.

un bilan global positif

Je m'arrêterai surtout au Crédal dont je suis coopérateur et que je connais donc davantage.

Du **point de vue économique**, cette expérience reste, bien sûr, limitée. Voici ce qu'en disait récemment son secrétaire général: «*En juin 1996, les fonds du Crédal ont dépassé les 100 millions pour l'année en cours. C'est en même temps beaucoup et peu. Beaucoup, car voilà plus de cent millions mis au service du combat contre l'exclusion; cent millions qui ne visent pas la spéculation, l'évasion fiscale ou le rendement financier*

maximum à court terme, mais bien un développement économique solidaire; cent millions placés là où ils rapportent le plus en termes d'emplois pour des exclus (...) Peu, car que représentent cent millions face à l'immensité des besoins et à la pauvreté qui ne cessent d'augmenter dans nos sociétés avancées?

Beaucoup et peu à la fois, Crédal est un outil, un petit levier qui peut soulever des montagnes. Nous souhaitons que ce soit un bon outil, frêle, fragile comme une flûte de roseau, mais chantant sa simple et belle musique».

Du **point de vue géographique**, l'expérience est limitée; elle concerne la partie francophone de la Belgique. Cela fait aussi le succès du Crédal: la proximité et la complicité de vue qui existent entre les coopérateurs et les emprunteurs permettent des contacts fructueux. Mais déjà une nouvelle initiative du Crédal prend corps: *la création d'une coopérative financière interrégionale*. Elle se trouve sur le métier depuis fin 94 et réunit le Crédal à deux partenaires de financement alternatif de part et d'autre des « frontières », l'une située en Flandre, l'autre en France dans le Nord Pas-de-Calais. Une aide substantielle de la communauté européenne et des aides des pouvoirs régionaux est sollicitée pour la réalisation du projet.

une initiative prometteuse

Sans entrer dans les détails techniques, il faut souligner l'intérêt d'un mode de fonctionnement souple et exigeant. L'expérience limitée du Crédal prouve qu'en combinant une étude attentive et pluridisciplinaire des demandes de crédit avec une structure de soutien à la gestion, le crédit alternatif se porte bien, se développe et, jusqu'à présent, sans grand risque pour l'épargnant.

D'ailleurs, celui-ci peut à tout moment être informé. Il y a *une proximité très importante* entre les coopérateurs, les administrateurs et l'équipe des permanents. Cette proximité permet des relations directes et informelles. Chaque coopérateur est membre de l'Assemblée Générale et le principe « un homme, une voix » permet à chacun d'être sur pied d'égalité dans le pouvoir de décision.

L'Assemblée Générale permet d'approuver ou d'interpeller au sujet de la gestion globale et de prendre part aux grandes décisions concernant la politique à choisir. Un exemple: l'Assemblée Générale a pris la décision

de maximaliser les crédits aux projets plutôt que de placer une partie des crédits sur le marché pour en assurer la rentabilité. L'interpellation des coopérateurs a été déterminante alors que certains administrateurs voyaient les choses autrement. A chaque Assemblée Générale, certains bénéficiaires des crédits sont présents, ce qui permet aux coopérateurs de vérifier concrètement l'impact de leur placement.

en guise de conclusion

En 10 ans, le financement alternatif a pris une ampleur certaine et fait preuve d'une efficacité incontestable dans le domaine social. Il devient gênant et interpelle l'ensemble du monde bancaire. Plus le mouvement s'amplifiera, plus fort résonnera, dans les temples de la finance, **le questionnement éthique**. Cependant, l'histoire nous le dit, il y a toujours danger de voir les expériences de base devenir des institutions centralisées qui tombent alors dans la logique du profit capitaliste. On dispose aujourd'hui de certains moyens (informatique, télécommunications) qui nous aident à ne pas retomber dans les pièges de passé. Mais il reste qu'il faudra faire des choix et ne pas dépasser les tailles critiques. **L'associatif ne peut pas tout régler. Il doit se garder de remplacer les pouvoirs publics.**

Ma deuxième conclusion est un **questionnement** adressé aux Congrégations religieuses et missionnaires et aux Églises en général. Beaucoup ont fait du chemin et se sont interrogées *sur la manière dont l'argent est placé et géré dans les Instituts religieux*. Mais est-on allé assez loin, collectivement et individuellement ?

Il n'y a pas que la vache qui devient folle. **L'argent aussi peut devenir fou**. Des masses monétaires considérables circulent sans contrôle à travers le monde. Elles ébranlent les monnaies et se jouent des forces politiques. Si l'argent devient fou, n'est-ce pas parce que nous l'abandonnons aux opérateurs financiers ? Plus que jamais, *il faut nous interroger sur la responsabilité que nous avons tous par rapport à l'argent que nous détenons*. Les initiatives de « financement alternatif » peuvent nous aider à réfléchir et à jouer un rôle de « levier » pour essayer de soulever un peu la montagne.

André Poncelet

*boulevard Belgica, 34
B – 1080 Bruxelles*

UNE RÉPONSE DES INSTITUTS MISSIONNAIRES

par Daniel Mellier

Membre de la Société des Missions Africaines, Daniel Mellier a été missionnaire au Bénin pendant dix-sept ans, chargé pendant six ans de la formation dans son Institut et professeur au CERM, puis secrétaire francophone du Conseil général SMA à Rome. Il est actuellement Secrétaire de l'antenne de Paris du Réseau Foi et Justice Afrique-Europe. Il en trace l'évolution et décrit son action près des gouvernements européens en faveur du continent africain.

En 1988, des instituts missionnaires dont les membres travaillent en Afrique prennent l'initiative de fonder en Europe **le Réseau Foi et Justice Afrique-Europe**; cinq ans après les États-Unis. C'est là le signe d'une évolution notable dans la pensée et la pratique chrétiennes en général et missionnaires en particulier. «Foi et Justice»: ce qui est nouveau n'est pas le fait de cette association, mais se trouve dans le caractère qu'elle prend aujourd'hui, notamment dans l'activité missionnaire de l'Église.

«tous les hommes et tout l'homme»

L'évangélisation a toujours comporté une préoccupation à l'égard des conditions de vie des populations qu'elle approche et un engagement concret pour les améliorer: éducation, santé, alimentation, secours de toutes natures, «humanisation» des rapports sociaux, réconciliation et promotion de la paix, etc... La logique du message qu'elle proclame et dont elle veut faire vivre réclame cette transformation de l'existence et des relations humaines. Au niveau de la pensée, elle place le témoin de l'Évangile devant la question de son rapport au monde et du sens de sa foi pour celui-ci, sans pour autant lui dicter une manière d'y répondre

évidente et univoque. La succession des positions théorisées au cours des âges (césaro-papisme, chrétienté, impérialisme ecclésial et papal dans les missions du xvi^e, etc.) le montre.

Mais dans son action au contact de l'existence concrète des hommes, la foi s'est toujours réclamée d'une exigence fondamentale : **mettre en œuvre toutes les implications de l'amour évangélique**, quel que soit le sens perçu des rapports entre cette charité et le terme de la foi : condition morale extrinsèque d'un salut post-mortem ou (cette nouvelle vision commence à se préciser et à se répandre) contenu même d'un *salut qui veut épouser toute l'histoire terrestre* jusqu'à son achèvement en Dieu.

une histoire déjà longue

Pendant des siècles, cet engagement caritatif fut surtout vécu dans la proximité géographique : on s'évertue à panser des plaies et à satisfaire des faims, physiques et morales, chez les individus, dans un combat quotidien contre les carences, les méchancetés, les injustices, les inconsciences apparaissant dans les communautés humaines où l'on vit et dont on se fait solidaire. Cette action, très proche des personnes, et d'abord des victimes, fut juste, nécessaire, indispensable. Elle l'est encore aujourd'hui et le restera. Elle a reçu un nouveau nom : **«l'action humanitaire»**.

Mais l'histoire modifie sans cesse la donne politique, sociale, économique des sociétés. Pour en rester à des temps proches, pensons à la décolonisation de l'Afrique qui a marqué particulièrement notre époque contemporaine et la mission chrétienne. Dès les années 60, celle-ci retrouve la question de son rapport au monde et de l'exercice de sa charité à travers le couple **«foi et développement»** (ou «mission et développement»). Au sein des peuples du Tiers monde, les nouvelles nations indépendantes, d'Afrique notamment, révèlent leur pauvreté matérielle et leur sous-équipement, et par conséquent la précarité de leur avenir dans une communauté internationale où on les considère comme «en retard» dans le mouvement du «progrès» par rapport aux pays industrialisés.

du développement...

La logique caritative de l'évangélisation, dans ces nations, se voudra donc celle d'une participation à la lutte pour ce **«développement»**, conçu principalement dans son aspect économique : transmission de savoirs, de techniques, de finances, projets agricoles, artisanaux, micro-

réalisations, création d'organismes de lutte contre la faim et de solidarité. C'est *une participation*, notons-le, *qui entraîne déjà le caritatif au-delà de la proximité et de l'individuel en lui faisant penser aux structures* intéressant des groupes humains plus importants (région, nation), soit pour en inventer de nouvelles, soit pour contester et réformer celles qui existent. Les responsabilités personnelles et, surtout, organiques font davantage l'objet d'attention, à côté de celle portée aux victimes.

De plus l'Église, qui n'a inventé ni le mot «développement», ni les processus qu'on lui fait correspondre et auxquels elle s'associe, va réfléchir sur l'expérience de ses acteurs et, se référant à ses propres sources, qualifier le développement. Ce sera *Mater et Magistra, Gaudium et Spes, Pacem in terris, Populorum Progressio*. Pour être humain et correspondre au plan de Dieu, ce «développement» doit être **intégral et solidaire**. De ce point de vue, elle fait éclater le cadre trop étroitement économique et technique de la notion et l'insère dans une vision anthropologique, morale et sociale où le politique pourra prendre sa place.

à la justice...

Dans cette vision chrétienne, le «développement» se dit **inséparable de la justice**, exigée non seulement entre individus et entre groupes d'un même pays, mais aussi entre les nations et les peuples. L'injustice principale alors dénoncée étant l'inégalité dans la répartition des richesses de la planète (GS et PP), et l'enjeu de ce «développement» par cette justice étant **la paix mondiale**.

A la fin des années 60, le cardinal Duval déclare : *« le sous-développement n'est pas un simple retard ; il est une situation d'assujettissement et de déstructuration. Parmi les causes de ce déséquilibre, il faut signaler le fait de la domination : domination politique ou les séquelles de cette domination ; domination économique : l'injustice actuelle du commerce international (...). Il y a là une injustice radicale, de dimension mondiale (...). Nous devons proclamer l'existence, pour les peuples, d'un droit au développement (...). La reconnaissance de ce droit sera un élément essentiel de la structure juridique de la communauté humaine »*¹. Le «développement» défini comme un droit sera inscrit dans la Charte

1/ Conférence de presse du 13 juin 1969, citée in *Solidarité et développement, l'en-*

gagement de l'Église catholique, 1992, Cerf.

africaine des droits de l'homme en 1981 et fera l'objet en 1986 d'une résolution de l'ONU.

Nous voyons là comme l'accession à une maturité de la pensée ecclésiastique qui nous introduit dans notre décennie et en explique les traits les plus nouveaux. Cette maturité se donne, à quelques années d'écart, deux expressions ou deux convictions majeures :

– *la lutte pour la justice (et la promotion humaine) est partie intégrante de l'évangélisation*². Non plus seulement un signe accréditant une Parole appelant à un ailleurs, mais une inscription réelle et indispensable de la réalité que vise l'évangélisation : l'incorporation de l'humain dans le Christ.

– *l'intelligence de la charité présidant à l'action de l'Église au service de l'homme doit se faire politique*. Elle ne comprend vraiment la réalité et ne se rend finalement efficace dans l'ordre de sa transformation que si elle considère plus que les symptômes à supprimer, les plans économiques à corriger et les intentions individuelles à purifier³.

et à la politique

La vision politique englobe trois choses : *les fins*, parce que la gestion de la vie commune d'une société humaine implique nécessairement le choix des fins que l'on attribue à cette société et celui des moyens pour y parvenir ; *les structures et les systèmes*, qui doivent inscrire la vie sociale dans le durable par la maîtrise de la subjectivité individuelle ; *l'universel*, parce que les sociétés humaines sont membres d'une communauté internationale qui les rend interdépendantes. Dès lors, la vie de chaque individu est insérée, par la politique, dans ces trois dimensions, et l'exigence évangélique de la charité incluant la justice, expression du salut dans ce monde et pour ce monde, doit atteindre les fins, les structures et les relations d'interdépendance planétaire de tout projet humain. Pie XI disait déjà : « La plus haute forme de la charité, c'est la politique »⁴.

2/ Cf. spécialement le synode des évêques de 1971 et, un peu plus tard, *Evangelii Nuntiandi*.

3/ La manifestation sans doute la plus évidente de cette conscience est la série des lettres et messages des Églises locales d'Afrique : Madagascar en 1972, 1981, 1985 ; Zaïre en 1988 ; Bénin et Cameroun en 1990 ; elle est aussi largement cautionnée par Jean-Paul II dans ses multiples

déclarations, notamment dans son *Allocution aux travailleurs des plantations*, aux Philippines (1981), *Homélie à Edmonton*, au Canada (1984), et *L'appel aux habitants de la vallée du Chalco*, au Mexique (1990), ainsi que dans son *Sollicitudo Rei Socialis* (1987), en particulier le n° 35.

4/ Cité par le *Message* du synode africain, n° 40.

à l'heure de la mondialisation

Qui ne voit que cette conviction tire d'autant plus de force et de nécessité que notre monde intensifie sa « globalisation » ? On la prétend d'abord économique. Mais pour que l'économie se « mondialise », il faut qu'elle se pense comme système, définissant la place et le rôle de l'homme, autrement dit ses fins. Elle accentue aussi le caractère structurel des relations inter-sociétaires. Il est ainsi devenu incontestable que les relations politiques et économiques entre les pays européens et les nations africaines déterminent pour une part que l'on ne peut négliger, les possibilités réelles de celles-ci à trouver les solutions aux souffrances de leurs populations. C'est ainsi que les évêques du synode africain en appellent à la solidarité des « frères et sœurs du Nord » pour qu'ils « interpellent les responsables politiques et économiques de leurs pays » en vue de l'arrêt des ventes d'armes, de l'annulation de la dette, de l'obtention d'un ordre économique international plus juste ; bref, en vue de « travailler au respect de l'Afrique et des Africains »⁵.

le réseau Foi et Justice

L'initiative des instituts s'explique par cette prise de conscience. Elle prend place à côté d'autres : les multiples formes d'organisations couvertes par l'expression « Justice et Paix », lesquelles veulent mettre en œuvre, sur le terrain même où se vivent les souffrances et les injustices, **la dimension politique de la charité**. Celle des instituts s'en distingue par le fait qu'elle veut faire de leur association un réseau mettant en œuvre son poids et son influence pour obtenir de nos pays européens plus d'attention, de respect et surtout de justice dans leurs relations (politiques, commerciales, militaires, financières) avec les pays africains. Autrement dit, lutter dans le champ des responsabilités plus lointaines et plus impersonnelles de ces maux, celles qui tiennent aux effets de la mondialisation dans la vie des sociétés d'Afrique et de Madagascar.

Plus concrètement, il s'agit pour ce réseau d'approcher *les responsables de nos pays européens* pour les alerter sur des situations humaines prévalant *en Afrique et Madagascar* qui doivent leur existence, pour une part ou en totalité, à leur politique, et pour les presser de réformer cette dernière. C'est là s'efforcer de remonter dans la chaîne des causes et

5/ Cf. le *Message*, n° 40 et 41.

s'attaquer à leur caractère structurel, donc permanent et résistant. C'est viser une plus grande efficacité dans l'éradication des maux pour laquelle continuent à se battre, tous ensemble, le personnel des instituts en Afrique, les acteurs des Églises locales et les populations. Cette action *en Europe*, ciblant *les responsables d'Europe*, ne vient pas remplacer, mais soutenir, fortifier en la complétant, celle des instances «Justice et Paix» des pays concernés.

41 instituts engagés

Spécifiquement missionnaires ou à extension missionnaire, de fondation européenne et établis en Europe, ils ont voulu faire partie de ce réseau. Son premier instrument d'action est son **secrétariat de Bruxelles**⁶ qui cherche à développer une correspondance avec les acteurs en Afrique afin que l'information reçue suscite et appuie ses démarches auprès des responsables européens. Il propose aussi à tous les membres des instituts, tant en Afrique qu'en Europe, de **s'associer à des campagnes** qu'il organise sur des questions particulières où les pays européens compromettent les intérêts légitimes de l'Afrique. Enfin, il collabore au travail des antennes nationales ou régionales du réseau, qui démultiplient l'action et la particularisent dans des contextes nationaux.

Deux antennes existent en France: à Strasbourg (Réseau Foi et Justice, 10 av. de la Forêt Noire, 67000) et à Paris (Justice en Afrique, 34 av. Reille 75014). La première est active tout spécialement dans le milieu des parlementaires européens; la seconde se consacre au milieu gouvernemental français. Elles agissent par contacts personnels ou par campagnes de courrier.

Le réseau Foi et Justice Afrique Europe est aussi un instrument d'éveil, de formation et de réflexion pour les membres des instituts. Il contribue à faire que la préoccupation des justes droits à une vie véritablement humaine pour tous, selon la logique du Règne de Dieu que nous croyons en avènement, trouve son expression politique indispensable et qu'elle s'affirme de plus en plus comme un mode légitime et nécessaire de la mission d'évangélisation au nom du Christ aujourd'hui.

Daniel Mellier

*Justice en Afrique
34, avenue Reille
75014 Paris*

6/ Il est également connu sous le sigle anglophone AEFJN.

JÉSUS ET L'ARGENT

par Paulin Poucouta

Prêtre congolais, Paulin Poucouta, après quelques années de ministère, passe un doctorat sur «La perspective missionnaire de l'Apocalypse johannique». Il enseigne actuellement à l'Institut Catholique de Yaoundé.

Après avoir décrit le contexte économique et financier de la Palestine, l'auteur nous présente le message de Jésus sur l'argent: tout en reconnaissant sa valeur d'échange, il s'élève fermement contre sa tyrannie.

La mondialisation est à l'ordre du jour. La planète devient un gros bourg. Cette globalisation consacre la toute puissance des institutions financières. Les pays les plus démunis, comme ceux d'Afrique, en font les frais. A ce propos, J.M. Ela se demande avec raison «*si, après la tyrannie du parti unique, la dictature de l'Argent ne constitue pas une menace grave pour les sociétés longtemps paralysées par les autoritarismes indigènes*»¹. Cette situation interpelle nécessairement les chrétiens. Pour éclairer leur agir, ils regardent le monde des affaires dans la Palestine du premier siècle, interrogent les dires et la pratique de Jésus par rapport à l'argent.

le monde des affaires au temps de Jésus

Au temps de Jésus, l'empire romain connaît une relative paix intérieure, une prospérité agricole, industrielle et commerciale. Les Romains ont réussi à tisser une vaste toile d'araignée sur l'ensemble de leur immense empire. Le grec populaire, la koinè, sert de véhicule entre les diverses populations de l'empire. L'énorme machine administrative du pouvoir romain et son armée quadrillent tout le territoire. Le développement des moyens de communication favorise d'intenses échanges commerciaux: «*On assiste à une circulation accrue des marchandises et des hommes;*

on constate aussi une augmentation des échanges monétaires ; des banques se fondent, dont les procédés annoncent les chèques et les virements d'aujourd'hui»². On peut parler déjà d'une certaine mondialisation des problèmes commerciaux et financiers.

La Palestine, alors sous occupation romaine, n'est pas en marge de cette expansion économique malgré ses faibles ressources naturelles. A la faveur de l'extension des villes, le commerce se développe³. Ainsi, Jérusalem draine beaucoup d'argent⁴, en raison des activités du temple, des pèlerinages et des relations financières avec les Juifs de la diaspora. En outre, la Palestine est un corridor commercial entre l'Égypte et la Syrie. Les taxes sont également nombreuses. En effet, «en plus des charges indirectes qui frappaient tous les citoyens de l'empire (péages, douanes, taxes sur la succession et sur les ventes), les provinces payaient le tribut (*tributum*) à l'Empereur...»⁵. Il faut y ajouter l'impôt pour le Temple dont doivent s'acquitter les Juifs d'Israël et de la diaspora (cf. Mt 17,24-27).

Mais cette intense activité commerciale et financière, en Palestine, ne profite pas à tous. La richesse est entre les mains de quelques-uns, soit de l'aristocratie, soit des propriétaires fonciers, soit des riches commerçants, soit des percepteurs d'impôts retraités. Certains artisans ou paysans ont une part active au flux de l'argent dans le pays. Ce ne sont pas de grands riches mais ils ne sont pas indigents non plus. Les pauvres, eux, sont marginalisés. Ils doivent assurer leur subsistance par un emploi soumis aux aléas du marché du travail (cf. Mt 20,1-7). Parfois, ils sont voués à la mendicité, livrés à l'aumône ostentatoire des riches (cf. Mt 19,16-22).

C'est dans ce contexte économique et financier que Jésus parle de l'argent. Qu'en dit-il ? Jésus est déroutant, nous le savons. Il l'est encore plus lorsqu'il parle de l'argent. D'une part, il ne le diabolise pas systématiquement. D'autre part, il s'élève fermement contre sa tyrannie.

1/ J.M. ELA : *Afrique. L'irruption des pauvres. Société contre ingérence, pouvoir et argent*. Paris, L'Harmattan, 1994, p. 158.

2/ J. GIBLET : «Le monde hellénistique et l'empire romain» dans *Au seuil de l'ère chrétienne*, Introduction à la Bible. Le Nouveau Testament, 1, Paris, Desclée 1976, p. 19.

3/ Voir la présentation succincte qu'en fait A. PAUL : «Le contexte politique, économique et social du judaïsme palestinien» dans *Au seuil de l'ère chrétienne*, p. 73-76.

4/ cf. J. JEREMIAS : *Jérusalem au temps de Jésus*, Paris, Cerf, 1980, p. 51-87.

5/ P. BONNARD : *L'Évangile selon Saint Matthieu*, Genève, Labor et Fides, 1982, p. 321.

L'ARGENT, UN BON SERVITEUR

La parabole des mines (Lc 19,11-27) ou des talents (Mt 25,14-30) parle d'un homme qui, avant de partir en voyage, laisse à ses serviteurs de l'argent à mettre en valeur. A son retour, il leur demande des comptes. Deux ont fait fructifier l'argent, mais un l'a caché sous terre (Mt 25,25) ou dans un linge (Lc 19,20).

faire fructifier le Royaume ou faire fructifier l'Argent ?

Mais Jésus nous donne-t-il ici un cours sur les affaires ? Encourage-t-il le système financier de son époque ? En fait, nous sommes en plein langage parabolique. Pour parler du mystère du Royaume, Jésus prend des exemples de la vie courante. Il ne canonise pas les situations réelles qui ne lui servent que d'images. Jésus prend l'exemple du monde des affaires, tel qu'il se présente, pour dire son message. Les mines ou les talents symbolisent le Royaume. Celui-ci est don de Dieu, comme le montre la récurrence du verbe *didômi* autant dans la version matthéenne que lucanienne. Mais ce don crée une responsabilité, celle de le faire fructifier. En effet, Dieu appelle l'homme à participer à la gestion du Royaume. C'est une aventure qui suppose de quitter les frontières des peurs et des mesures établies. Le Royaume, comme les affaires, demande de prendre des risques qui, seuls, permettent de porter du fruit.

Mais plus concrètement, que signifient ces talents ou ces mines du Royaume ? Habituellement, on évoque les dispositions physiques, intellectuelles, spirituelles dont chacun est pourvu et qu'il doit faire fructifier pour le Royaume. Mais il n'est pas interdit de penser aux talents des affaires. Le vocabulaire de la parabole montre bien qu'il est réellement question d'argent.

Au niveau des unités monétaires, les deux termes grecs employés sont «*mna*» et «*argurion*» :

– *mna*, « mine ». Le terme est employé uniquement par Luc (19, 13.16.18.20.24.25). La mine vaut, à l'époque hellénistique et romaine, cent drachmes ou cent deniers romains. Un denier équivaut au salaire journalier d'un travailleur agricole (cf. Mt 20,2). Matthieu, lui, parle de *talanton*, « talent » (Mt 25,16.20.22.24.25.28). Un talent vaut soixante mines, soit six mille deniers.

– *argurion* (Lc 19,15 et Mt 25,18) signifie « argent », soit le métal, soit la monnaie. C'est le deuxième sens qui s'impose ici. Il s'agit de « la

monnaie, de l'argent confié, donné, à faire fructifier, à rentabiliser » (Lc 19,23, Mt 25,27).

Les opérations effectuées au bureau de change (*trapeza*) sont également de nature financière («*tiktô*», «*tokos*»).

– *trapeza*: «table, table de pains de propositions, comptoir de banque ou de change, banque» (Lc 19,23). Matthieu a en propre le terme *trapezeitai* «les banquiers» (Mt 25,27). Or, qui dit banque, dit intérêts. Le terme *tokos*, utilisé uniquement ici dans le Nouveau Testament, vient du verbe *tiktô*, enfanter, produire. Il désigne «l'intérêt d'un capital, d'un loyer, d'un prêt»... (Mt 25,27, Lc 19,23). L'argent mis en banque «fait des petits», comme le dit le langage des affaires. Ainsi, Jésus évoque les banques et les banquiers sans critiquer l'intérêt pourtant interdit par la Loi: «*Tu ne prêteras pas à intérêt à ton frère, qu'il s'agisse d'un prêt d'argent ou de vivres, ou de quoi que ce soit dont on exige un intérêt*» (Dt 23,20, Ex 22,24).

Les verbes «*didômi*, *pragmateuô*, *prosergazomai*, *diapragmateuomai*» nous renvoient aussi à un univers de rentabilité des affaires:

– *didômi* (Lc 19,13.15... Mt 25,15.28.29). Le mot signifie «donner, concéder, confier, remettre, rendre, produire». Ici, nous avons le sens de «confier et remettre, produire». Aux serviteurs est confié l'argent à rentabiliser.

– *pragmateuô* (Lc 19,13) et *diapragmateuomai* (Lc 19,15) sont des termes propres à Luc. Ils signifient «être pragmatique, faire des affaires, faire fructifier». Ils viennent du verbe *prassô* «faire, accomplir, exécuter», avec insistance sur l'agent de l'action, celui qui fait entrer de l'argent (Lc 19,23). Ces expressions se rapprochent du verbe *poleô* «faire, produire une mine, rapporter» (Lc 19,18) et du verbe *prosergazomai* «rapporter, produire», en parlant de l'argent. On trouve ici le sens «d'œuvre, de travail, d'engagement» (Lc 19,16). Pour rendre la même idée, Matthieu, lui, utilise le verbe *kerdainô* qui signifie «épargner, gagner de l'argent, le faire fructifier par une administration rigoureuse» (Mt 25,16,17,20,22).

Bref, tout le vocabulaire de la parabole fait de l'argent le symbole du Royaume. Dans le concret de la vie, il peut être un talent à faire fructifier pour la progression du Royaume. Une telle interprétation rejoint ce que les Écritures disent de l'argent: il est le symbole de la richesse. Celle-ci est un bien que Dieu donne en signe de bénédiction (Dt 6,11; Ps 34,11). La richesse récompense la vertu ou le travail. C'est un bien désirable.

s'enrichir pour Dieu

Tout au long de sa vie, Jésus rencontre ce monde. Il fait l'expérience de l'argent comme ouvrier à Nazareth (Mc 6,3 ; Mt 13,55). Ses premiers compagnons sont des pêcheurs disposant certainement d'une petite entreprise familiale (Mt 1,16-20). De plus, Jésus n'est pas présenté comme un misérable mendiant. Son groupe dispose d'un budget de mission que gère Judas, le trésorier (Jn 13,29).

Néanmoins, comme le note J.P. Charlier, « pendant son ministère, Jésus accepte l'hospitalité de la maison de Simon-Pierre (Mt 4,13) mais les déplacements auxquels il se soumet ensuite lui font avouer qu'il n'a pas 'où reposer la tête' (Mt 8,10 ; Lc 9,58). Les épisodes de la didrachme due pour le Temple (Mt 17,24-27) et de l'impôt de César (Mt 21,15-22) attestent que Jésus n'a pas d'argent sur lui, même s'il y avait un trésorier pour l'ensemble du groupe (Jn 13,29). Nulle part on ne voit Jésus s'assurer quelque revenu par un travail manuel quelconque »⁶. Jésus est un itinérant détaché de tout, sans toit, sans famille⁷.

Pourtant, Jésus ne se met pas en marge de la société et de son système économique. Son cousin Jean prêche dans le désert de Judée, loin de l'opulence affairiste des villes (cf. Mt 3,1) : « *Ce Jean avait son vêtement fait de poils de chameau et un pagne de peau autour de ses reins ; sa nourriture était de sauterelles et de miel sauvage* » (Mt 3,4). Jésus, lui, ne diabolise pas le système socio-financier de son époque où l'argent tient une place importante. Il a d'ailleurs parmi ses fréquentations de riches personnes, tel Simon (Lc 7,36-50). Il s'invite chez le publicain Zachée dont l'argent n'est pas très propre (Lc 19,1-10) ! Il compte parmi ses disciples des notables juifs comme Joseph d'Arimatee qui s'occupera de ses obsèques (Mt 27,57-59).

Dans une société monétariste, l'argent est un bon serviteur, surtout lorsqu'il est lié au travail, à la créativité. L'argent, il est vrai, peut être gaspillé, comme le fait l'enfant prodigue (Lc 15,14). Mais on peut aussi l'utiliser pour se soigner comme le fait la femme hémorroïsse (Mc 5,26). L'argent n'est donc pas en soi un obstacle à la vertu. Il peut être un moyen de témoigner concrètement d'une grande générosité, en prêtant

6/ J.P. CHARLIER : *Jésus au milieu de son peuple* (lire la Bible 78), Cerf 1987, p. 128.

7/ Cf. A.Y. COLLINS : *Crisis and cathar-*

sis. The Power of the Apocalypse, Philadelphia, The Westminster Press, 1984, p. 134-138.

volontiers à celui qui sollicite un emprunt (Mt 5,42). Luc précise même qu'il faut prêter « *sans rien attendre en retour* » (Lc 6,34-35). L'argent peut être l'occasion de donner le meilleur de soi-même, de se donner soi-même. Ainsi, la veuve qui donne discrètement son obole (Mc 12,41-44) a mis dans le trésor du Temple « *tout ce qu'elle avait pour vivre* » (Mc 12,44). Bref, ce qui importe, *c'est de s'enrichir pour Dieu et non pour soi-même* (cf. Lc 12,21).

L'ARGENT, UN TYRAN

Dieu ou Mammon ?

Néanmoins, Jésus désacralise l'argent qu'il appelle « mammon », *mamônas* en grec. Nous avons cinq récurrences de ce terme dans la Bible : une dans l'Ancien Testament (Si 31,8) et quatre dans le Nouveau Testament (Mc 6,24; Lc 16,9,11,13).

L'expression vient de l'araméen *mâmôn*. Elle désigne l'argent personnifié, la personnification de la richesse. Aussi le mot est-il souvent traduit en français par « argent ». Le Siracide y met en garde : « *Bienheureux le riche qui se garde sans tache et qui ne court pas après mammon (or)* » (Si 31,8). Dans l'Ancien Testament, la richesse, l'argent est un bien légitimement désirable. Néanmoins, l'expérience des injustices et des méfaits des richesses dans l'histoire d'Israël ont amené à un réajustement. L'argent ne suffit pas au bonheur (cf. Pr 15,16-17; 16,8). Il peut même éloigner de Dieu (cf. Si 5,1; 27,1; 31,1).

Cette idée se développe dans les écrits intertestamentaires et rabbiniques. Ainsi, dans les Targoums et le Talmud, on trouve l'expression « *mammon d'iniquité, argent trompeur* » (cf. Mishna Abot 2,17). A Qumrân aussi, on estime que l'argent peut être source de mensonge (cf. *Document de Damas*, XIV, 20). Pour le *Testament de Juda*, l'argent peut amener à l'idolâtrie tant condamnée dans la Bible : « *Mes enfants, l'amour de l'argent (mammon) conduit à l'idolâtrie car, égarés par l'argent, les hommes donnent le nom des dieux à ceux qui ne le sont pas; ce même amour de l'argent (mammon) fait sombrer dans la folie celui qui le possède* » (*Testament de Juda*, XIX, 1).

Dans le Nouveau Testament, le terme *mammon* a cette connotation péjorative. Il désigne l'argent injustement acquis. En le personnifiant,

l'argent est présenté comme une puissance asservissante du monde à laquelle il faut renoncer pour servir Dieu. D'où les mises en garde véhémentes de Jésus contre la servitude que peut entraîner l'argent: «*Nul ne peut servir deux maîtres: ou il haïra l'un et aimera l'autre, ou il s'attachera à l'un et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon (Argent)*» (Mt 6,24; Lc 16,13).

Jésus s'élève en effet contre la dictature de l'argent qui menace la vie des personnes, les réduit à des objets. Les relations entre personnes deviennent simplement mercantiles. L'argent crée des liens de dépendance ou des rapports de force entre personnes, entre peuples. Ce qui est contraire au projet de fraternité universelle que Dieu, en Jésus-Christ, propose aux hommes. Dans un monde dominé par l'avoir, seuls comptent l'intérêt et le pouvoir.

à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu

L'argent donne en effet un pouvoir certain à celui qui le possède. L'épisode de l'impôt dû à César est évocateur (Mt 22,15-22). La monnaie qui est tendue à Jésus et qui porte l'effigie de César est le signe de la dépendance du peuple vis-à-vis du pouvoir romain. Pire, l'effigie de cette pièce témoigne de la volonté de domination non seulement administrative et politique, mais également religieuse et spirituelle: la soumission totale de tout l'homme, au nom de l'argent et du pouvoir. La réponse sibylline de Jésus «*rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu*» (Mt 22,21) pourrait se résumer ainsi: «Rendez donc à César ce qui relève de son domaine, mais – telle est la pointe de l'argument – ne lui donnez pas ce qui, en vous, n'appartient qu'à Dieu»⁸.

Nous connaissons l'épisode de l'homme riche que rapportent les trois évangiles synoptiques (Mc 10,17-22) et la mise en garde contre les dangers des richesses qui s'ensuit: «*Il est plus facile à un chameau d'entrer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le Royaume de Dieu*» (Mc 23-27). Luc est certainement celui qui traduit avec le plus de véhémence la critique de Jésus contre les richesses et contre les riches: «*Malheur à vous les riches car vous avez votre consolation*» (Lc 6,24). Pour Jésus, l'argent peut amener à une vue courte, à l'atrophie de la personne et des projets de vie car «*où est ton trésor, là sera aussi ton*

8/ C. TASSIN : *L'Évangile de Matthieu*, Paris/Outremont, Centurion/Novalis, (commentaires), p. 233.

cœur» (Mt 6,21). C'est le sens même de l'existence qui est jeu, comme le montre la parabole de l'homme qui voulait thésauriser: «*Mais Dieu lui dit: 'Insensé, cette nuit même, on va te demander ton âme. Et ce que tu as amassé, qui l'aura ?'*» (Lc 12,20). On ne mise plus sur les personnes, mais sur l'avoir.

Le culte de l'accumulation des biens rétrécit ainsi les perspectives que Jésus propose à chaque personne et aux peuples. De même, les richesses peuvent fermer le cœur devant autrui, comme le montre la parabole du mauvais riche et de Lazare (Lc 16,19-31). On oublie que les biens appartiennent à Dieu (Lc 15,12; Mt 19,22). L'argent peut être ainsi occasion de cupidité (Lc 12,15), d'orgueil, d'arrogance, d'étalage de richesses (Mt 6,2-4). Il peut amener à l'écrasement du pauvre. On méprise du même coup Dieu et sa richesse, dont les hommes ne sont que les gérants. On oublie vite la destinée universelle des biens. L'argent peut dévoyer ce qu'il y a de meilleur en l'homme. Il peut être la rançon de la trahison, comme dans le cas de Judas (Mc 14,11). Il peut servir à corrompre, à travestir la vérité: ainsi pour Matthieu, les gardiens du tombeau seront corrompus pour maquiller la résurrection de Jésus en supercherie (Mt 28,12.15).

bienheureux, vous les pauvres

Ce qui est fondamentalement en cause, c'est, d'une part la destination universelle des biens de la terre, donc de l'argent, parce que don de Dieu à faire fructifier et, d'autre part, la primauté de l'homme dans la transformation de l'histoire, l'aménagement de l'espace vital personnel, familial, national et international. La tyrannie de l'argent vicie le projet de Dieu sur l'humanité: la filiation divine et la fraternité universelle. Dans ce dessein, l'homme occupe une place de choix. Lorsqu'il se dévoie de quelque manière que ce soit, il s'auto-détruit et remet en cause ce projet qui suppose une liberté créatrice vis-à-vis de l'avoir, de l'argent.

Aussi Jésus insiste-t-il sur le détachement des missionnaires. Ils ne doivent emporter avec eux «*ni or, ni argent, ni menue monnaie pour vos ceintures*» (Mt 10,9ss). Il est vrai que ces recommandations «s'expliquent en partie par les conditions sociales de la Palestine où l'hospitalité est largement pratiquée»⁹. Ce qui n'exclut pas un budget missionnaire

9/ X. LÉON-DUFOUR (sous la direction de), «art. pauvres» dans *Vocabulaire de Théologie Biblique*, Paris, Cerf, 1974, col. 931.

qu'avaient Jésus et les siens. Néanmoins, cette mission « mains nues » s'appuie sur une seule force, celle de l'amour qui se donne jusqu'au bout, à l'exemple du maître (cf. Jn 13,1ss). Jésus invite les disciples à une liberté, pour le service du Royaume, à son exemple. Cette liberté des missionnaires face à l'argent donne la force de susciter des actions libératrices, des solidarités critiques avec les plus démunis. Lorsqu'il proclame « *bienheureux, vous les pauvres* » (Lc 6,20), Jésus ne canonise pas la pauvreté. Mais, à la suite des prophètes, il prend la défense des pauvres. Mieux, il leur dit la possibilité de se mettre en branle pour se prendre en mains. Et seules des personnes libérées des puissances de l'argent peuvent susciter des actions qui permettent à tous, principalement aux plus démunis, de jouir des biens de la terre destinés à tous. Seules, ces personnes peuvent susciter « l'irruption des pauvres » dans le monde de l'argent.

de la puissance de l'argent à la puissance du partage

Le souvenir du Seigneur, de ses gestes et de ses paroles sur l'argent questionnent les premiers chrétiens. Pour eux, la foi en Jésus ressuscité suscite une dynamique de fraternité avec tous (Ac 2,37; 19,31), et entre frères croyants (Ac 2,17; 11,1; 14,2; 21,17-18; 28,14-15). On met tout en commun (Ac 4,34; 5,2). On distribue à chacun selon ses besoins (Ac 4,35). On partage entre Églises (Ac 11,29-30; 24,17). L'hospitalité est aussi une manière de vivre le partage (Ac 12,12; 16,15).

Mais la pratique de l'Église primitive n'est-elle pas utopique pour notre monde où l'argent est roi, où les institutions financières font la loi ? Disons avec Y. Saoût qu' « il n'y a pas de modèles, car les systèmes économiques changent. Mais, dans le système où elle vit, chaque génération de chrétiens doit réinventer la fraternité concrète »¹⁰. Ainsi, éclairés par le Ressuscité, nous avons, nous aussi, à inventer des visages de l'Église qui témoignent de la désacralisation de l'Argent et de l'intronisation du Partage, comme moteur d'un nouvel ordre économique et financier.

Paulin Poucouta

*Institut Catholique de Yaoundé
B.P. 11628 Yaoundé
Cameroun*

10/ Y. SAOÛT: *Cette activité libératrice*, Paris, Mame, 1984, p. 205.

LA MISSION À L'HEURE DE LA GLOBALISATION

par Paulo Suess

Natif de Cologne, Paulo Suess étudie à Munich, Louvain et Münster où il obtient son doctorat avec une thèse sur «Le catholicisme populaire au Brésil». Au Brésil depuis 1966, successivement curé de paroisse, professeur de théologie, puis secrétaire du Conseil Missionnaire Indigène, il dirige maintenant le programme de missiologie à l'université Notre-Dame de l'Assomption à Sao Paulo.

Tout en ayant le souci de tirer profit des aspects positifs de la mondialisation, Paulo Suess invite l'Église-institution à reconsidérer ses structures de pouvoir. C'est ainsi qu'elle sera signe du Royaume où se réalise le partenariat d'alliance entre le Dieu de la vie et l'humanité.

Les promoteurs et théoriciens du capitalisme néo-libéral qui régissent aujourd'hui l'économie mondiale prétendent exercer une «mission mondiale» au service du bien-être de l'humanité. Après la faillite du socialisme historique, le prolétariat urbain et le mouvement rural s'effacent derrière une nouvelle classe dirigeante de techniciens, seule capable de fournir à la planète les marchandises dont elle a besoin : des produits de plus en plus homogènes et standardisés, à la façon des colis de secours de la Caritas Internationalis.

une «conquête civilisatrice» de l'humanité

Cette mondialisation n'a cure de l'accueil respectueux de la diversité des hommes et de leurs productions. Sa seule visée est d'étendre son emprise hégémonique d'une région du monde sur les autres. Il en résulte l'exclusion massive du reste de l'humanité. L'imposition de l'anglais comme langue universelle révèle tout autant l'exclusion socio-économique que la colonisation culturelle des moins nantis.

Comment, au nom du Dieu de la vie, faire face aux désordres de la société et de l'environnement engendrés par ces processus ?. Cette question essentielle a été posée à la 2^e Rencontre continentale de l'Assemblée du Peuple de Dieu qui s'est tenue du 10 au 14 octobre 1996 à Bogota¹. Comme les Pères de l'Église se sont appropriés la philosophie grecque pour exprimer les mystères de Dieu à leurs contemporains, de même les pauvres doivent pouvoir tirer profit de certains instruments de la mondialisation. *Plus que d'une inculturation, il s'agit d'une appropriation des aspects positifs de cette mondialisation*. N'y a-t-il pas là un signe de Dieu pour aujourd'hui? La sagesse des fils de ce monde est comme le venin du cobra. Traitée par les pauvres dans leurs laboratoires, elle peut servir de vaccin et devenir une «conquête civilisatrice» de l'humanité².

à la manière des entreprises missionnaires

L'abondance des biens de consommation qui suscite l'envie et ne profite qu'aux privilégiés est payée de la détérioration mondiale de la société et de l'environnement, de la misère répugnante des sans-logis, des sans-terre, des sans-travail et de la violence faite aux humains et à la nature. Les «sans», les démunis se transforment en réfugiés qui, à leur tour, deviendront le prétexte aux conflits ethniques et raciaux. *A court terme, certains en profitent, d'autres non. Mais, à long terme, la violence et la destruction de l'environnement s'abattront sur tout le monde*.

Les tenants du modèle néo-libéral ne sont pas pour autant des bourreaux. Ils prétendent bien défendre un projet de vie pour les pauvres. Ils s'affirment seuls capables de mettre à la disposition de tous les pauvres une énergie vitale suffisante en maîtrisant les dérives du néolibéralisme.

En cette fin de siècle, les marchés – le lancement de la Palio par Fiat, par exemple – sont minutieusement planifiés, en face d'un carte du

1/ cf. l'article de Cristian Tauchner, pp. 93-95 de ce numéro de Spiritus.

2/ Nous faisons la différence entre «civilisation» et «culture». Au contraire de la culture, la civilisation ne confère pas d'identité à un groupe social déterminé. Cela nous permet de faire une distinction entre une «inculturation» dans un monde

microstructural et des «emprunts civilisateurs» à un «marché culturel» mondialisé. On se reportera à ce que j'ai déjà écrit : cf. P. SUESS *Evangelizar a partir dos projectos historicos dos outros*. Sao Paulo, Paulus, 1995. Je me limiterai ici à quelques «emprunts civilisateurs» à partir du paradigme de la «Qualité totale».

monde, comme s'ils étaient des entreprises missionnaires. « Notre mission est de placer le plus grand nombre possible de véhicules Fiat dans ce gâteau » de treize millions d'automobiles qui seront achetées dans les dix prochaines années ³. Au dire des techniciens de la vente, les marchés des États Unis, d'Europe et du Japon ne compteront pas pour beaucoup dans l'accroissement du marché mondial à venir.

La mondialisation des économies se heurte à deux obstacles structurels. L'un est d'ordre culturel, la diversité des peuples et des groupes sociaux. L'autre est d'ordre politique, l'État-Nation en tant qu'État social et démocratique. Le monde globalisé par les marchés, les capitaux, les moyens de communication et la misère est un monde sans identité régionale. L'*homo globalis*, en tant que gérant et bénéficiaire des marchés, présente peu de variantes culturelles. Il se considère comme citoyen du monde; il communique en anglais et par Internet; il s'habille « correct » du même uniforme. *Le pauvre devient, par la force des choses, un « homo globalis »*. Il est laminé par la même standardisation des produits et de la langue. Les diverses variantes culturelles de l'humanité disparaissent au profit d'un minimum commun à tous interchangeable.

En fait, dans le tissu mondial, « qualité totale » équivaut de plus en plus à « concurrence totale ». L'idolâtrie de la « qualité totale », associée à la recherche du coût social le plus bas, plonge nos pays dans un état de calamité publique. Dans ce monde globalisé, « les gens devront être capables de considérer le monde comme un vaste marché, et les gens de leur entourage comme des clients qui ont besoin de leurs produits et de leurs services. Il est donc nécessaire de développer constamment une mentalité de marketing », c'est ce qu'affirme William Bridges, un des consultants les plus sollicités aux États Unis sur la question des changements dans les relations de travail ⁴.

L'État-Nation n'a jamais été l'ami de la diversité ethnique et culturelle. Pourtant, face à la globalisation, il est lui-même devenu un facteur ethnique avec ses frontières, sa bureaucratie, sa législation sociale qualifiée de « protectionnisme ». Il s'agit donc de réduire son influence. Les mouvements populaires, dans leur revendication de la citoyenneté, sont arrivés trop tard pour s'emparer de l'État qui gère toujours la chose publique au profit des élites. *Ceux qui, à travers un État social, revendi-*

3/ *Exame 29/5* (28.2.96), p. 30.

4/ *Ibid.* p. 58.

quent leurs droits, sont considérés comme des secteurs archaïques rendant les États ingouvernables. Les critiques, de quelque nature qu'elles soient, sont qualifiées d'arriérées, d'archaïques, d'an-historiques. Et généralement, on englobe dans ces catégories le mouvement des sans-terre, la lutte des peuples indigènes, les revendications ethniques.

discours «ecclésiastique» de la globalisation

Le discours de la globalisation présente bien des affinités avec le discours missionnaire. Dans la bouche des dirigeants et/ou des gérants du capital transnational, il apparaît comme emprunté au discours de la «mission sans frontière», de la «solidarité internationale», de la «diaconie intégrale». De même aujourd'hui, *certaines slogans du marketing fonctionnent à l'intérieur de l'imaginaire pastoral et missionnaire que les Églises elles-mêmes ont déserté.*

La devise «tout entier à votre service» des «Casa Bahias», une chaîne de supermarchés, ferait honneur à n'importe quelle institution inspirée par l'Évangile. La «Philco», une multinationale d'électroménager, se range sous la bannière du désintéressement total en proclamant à longueur de journée: «Seule la Philco fabrique cela». Quant à la Citibank, elle se met à votre service avec un zèle tout évangélique, celui qui est de mise lors de la Pâque: «La Citi ne dort jamais».

Les campagnes publicitaires des marchés mondialisés nous permettent d'établir une hiérarchie des valeurs dans notre monde contemporain. Ces valeurs, pour le marketing, sont en relation avec des produits offerts ou des personnes qui briguent une charge publique. La publicité établit une équation entre «acheter» et «élire». On achète des produits ou on élit des personnes (les politiciens) dans la mesure où ils sont associés à une image: facilité de la solution proposée (des taux d'intérêt peu élevés, des remboursements échelonnés), solution joignant l'utile à l'agréable, en prise avec les problèmes et les désirs profonds des gens.

Avec quelques variantes selon les produits, les personnes, ou les services proposés, la hiérarchie des valeurs est à peu près constante: qualité, rapidité/promptitude (fast food), gentillesse (attention personnalisée), reconnaissance (on est accueilli comme un VIP), ponctualité. L'honnêteté a aussi sa place dans cette hiérarchie mais loin derrière l'efficacité, comme l'ont démontré les sondages lors de la dernière élection présidentielle aux États-Unis.

En ce qui concerne les produits, ce qui importe c'est la puissance, la rapidité, la beauté et la sécurité (voitures), la possibilité (grâce au produit) de rester toujours jeune, la ligne et la santé (les régimes), le service/utilité, la légèreté (les produits allégés), la transparence, se tenir au courant et participer à la modernité. Dans les favellas, être « virtuelle-ment » un citoyen du « premier monde » (grâce aux facilités de crédit), est un puissant stimulant de vente auprès des pauvres. Le marketing est capable, en un temps record, de réaliser des transformations culturelles : habitudes, goûts, manières, objectifs, visions du monde, références éthiques, comportements sociaux, tout est transformé. Le produit que l'on acquiert induit un compagnonnage.

perte d'identité des Églises

Pour les Églises et leur clientèle, on peut noter une tendance semblable à celle des marchés mondiaux. Dans les statistiques du christianisme mondial, la part des États-Unis, de l'Europe et du Japon stagne. Dans ces pays, le « marché » de l'adhésion institutionnelle aux Églises semble saturé, non pas que la majorité de ces populations ait déjà adhéré, mais parce qu'elle n'est pas convaincue de l'utilité d'y adhérer.

Quand une entreprise est en crise, elle procède à une évaluation interne et a recours à un audit externe. Les Églises hésitent à recourir à ces instruments. Il arrive ainsi que leurs instances institutionnelles prennent les décisions les plus faciles, celles qui leur sont favorables, et partant, erronées. Ce sont des décisions qui ne prennent pas en compte la « mappa mundi », mais simplement la géographie des contingences régionales.

Au lieu de radicaliser sa « nature missionnaire », l'Église institutionnelle a mis hors service les départements de réflexion missionnaire en plusieurs pays. La suppression des chaires de missiologie en Europe, la dernière en date fut celle de l'université de Würzburg au début 1996, montre que cet « allègement » de la machine ecclésiastique n'a pas eu comme conséquence une plus grande « flexibilité » de priorités. Elle a abouti à la fermeture ou au démantèlement du département au service spécialisé dans le choix des priorités, en l'occurrence celui de la réflexion spécifique sur la mission. Depuis que Vatican II a déclaré que « l'Église en pèlerinage est par nature missionnaire », le secteur institutionnel de l'Église a relégué à la dernière place cette réflexion sur sa nature missionnaire, la confiant à des professeurs invités, la confinant dans des chaires de théologie interculturelle ou encore, s'alignant sur le

fondamentalisme des mouvements de néo-chrétienté. Ces derniers font preuve de ferveur, d'enthousiasme, d'omniprésence, d'une spiritualité d'expansion et de lutte, reléguant la mission des pauvres au rang de mission de second ordre.

vers une mission macro-œcuménique

L'identité perdue par les Églises est compensée par l'entrée dans la «communauté universelle», dans le «club des utilisateurs» d'une marque déposée que nous avons décrite. N'est-ce pas là que se trouvent les nouveaux signes des temps?

Pour faire face aux exigences d'une diaconie missionnaire de qualité, contextuellement enracinée et articulée au niveau mondial, il nous faut préparer de nouveaux leaders, capables de se mettre positivement au service de la diversité. En général, les hiérarchies organisationnelles sont monoculturelles et s'opposent à la diffusion des communications. Des informations sélectives créent un climat de méfiance et la méfiance entre les «fiefs institutionnels» fait monter le coût de la production. On dépense en «politique politicienne» l'énergie qui devrait être utilisée à l'innovation créatrice et pour la mise en œuvre des objectifs communs. Beaucoup d'activités institutionnelles (réunion sans ordre du jour, rapport «urgents») sont du gaspillage car elles ne contribuent nullement à améliorer la qualité du travail au service des priorités établies.

Un leader efficace est un leader qui sait partager ses responsabilités à tous les niveaux et à tous les instants. *La délégation de pouvoir libère les énergies humaines et la mise en œuvre s'enrichit de la participation et de la diversité.* La diversité des points de vue invite à la créativité et à l'innovation. Cela exige une simplification des hiérarchies de travail, une décentralisation du leadership et une délégation des tâches.

La formation des leaders est une tâche de transformation des mentalités de soumission (sous-mission) et des pratiques patriarcales. *Les nouveaux leaders «adultes» viendront du monde des laïcs, principalement des jeunes, du monde des femmes et des pauvres.* L'accueil des ces leaders suppose de profondes mutations culturelles. Militance et compétence, mystique et action, idéalisme et professionnalisme sont indispensables et complémentaires dans toutes les instances du mouvement populaire.

On récolte très vite le fruit de ce que l'on investit dans la formation permanente des cadres « professionnels ». Au Japon, des entreprises libèrent leurs employés certains jours ouvrables pour leur permettre de s'adonner à des activités à la fois de méditation et de sport. Elles ont ainsi considérablement amélioré le climat et la productivité du travail. Elles ne recommanderaient certainement pas ce « capitalisme zen » si elles n'en espéraient pas une augmentation de leurs bénéfices.

Ainsi, l'expérience nous enseigne que la qualité de nos activités missionnaires dépend de notre exercice quotidien d'enracinement dans la croix et la vraie joie. La mystique de l'expérience pascale est notre force, en rendre témoignage est notre message fondamental.

un partenariat d'alliance entre Dieu et l'humanité

Nous avons l'habitude de condenser la pertinence de l'Évangile pour la reconstruction de l'ensemble des relations socio-économiques et de salut de l'humanité dans la réalité du Royaume de Dieu. Ce terme de royaume est empreint d'une connotation sociologique et historique. Dans notre imaginaire, « royaume » fait appel à des relations de pouvoir de type patriarcal ou féodal, avec des relations asymétriques et, par conséquence, incapables de promouvoir un dialogue sur les grands défis du XXI^e siècle et la participation des pauvres au pouvoir.

Dans notre monde moderne où le souveraineté est une conquête constitutionnelle des pauvres, la figure du « roi » est liée à la pré-modernité et à ses formes de représentation politique. *Les conquêtes de la modernité telles que l'autonomie, la subjectivité, la démocratie, la liberté, l'égalité et la solidarité, nous ne les déléguons ni au « roi » ni au « père ».* L'appartenance au « peuple de Dieu » exige de chacun et de l'ensemble d'être **adulte et responsable**, devant Dieu et devant les hommes.

Dans une tentative de contextualisation, toujours délicate à faire, *la tâche s'impose de réévangéliser le thème du Royaume en le présentant comme une nouvelle forme de « partenariat », d' « alliance » entre Dieu et l'humanité.* Dans cette alliance, l' « autonomie des réalités terrestres » (G.S.36) et de l'humanité est respectée et encouragée et, en même temps, Dieu ne devient pas le grand exclu de ce monde. Cette perspective d'alliance souligne la possibilité d'un équilibre entre « autonomie » et « partenariat », entre « créature adulte » et « créature sensée ». Parce que « participative », elle relativise l'importance des médiations et des média-

teurs «représentatifs», bien que tout cela soit encore nécessaire dans les conditions historiques qui sont les nôtres. Il n'y a plus alors ni exclusion ni représentation par l'autre, ni sujets soumis ni adultes sous tutelle.

L'exclusion silencieuse de Dieu de ce monde, la censure qui lui enlève toute signification au plan social, la substitution de la loi du marché à sa loi d'amour, apparaissent comme la vengeance tardive de l'humanité pour son exclusion du paradis. Cette exclusion de Dieu a son reflet dans la dissolution des liens de la fidélité, de la responsabilité et de la solidarité sociale par la «libre concurrence» et la compétitivité totale des marchés. *Cette exclusion de Dieu est la cause profonde de l'exclusion sociale.* Si nous ne rétablissons pas les relations avec ces deux exclus, Dieu et les pauvres, si nous ne combattons pas ces deux exclusions, nous sommes comme des médecins qui veulent détruire les microbes sans immuniser les gens contre leurs méfaits. «Assurer l'immunité» pour nous, c'est faire grand cas des présupposés éthiques du bien commun et reconnaître les limites du discours purement anthropologique et scientifique, incapable à lui seul de déchiffrer les énigmes de la réalité humaine.

L'exclusion de Dieu a une incidence très concrète sur la vie des hommes, tout comme l'exclusion sociale détermine une certaine «image de Dieu». Articuler entre eux ces deux niveaux, le «religieux» et le «social», exige des propositions qui aillent bien au-delà d'un traitement des symptômes. Une pastorale de défense de la vie englobe une certaine image de Dieu, ne serait-ce que parce que tout être humain est créé à son image. La lutte pour la VIE est une lutte pour quelque chose d'absolu, d'universel, d'urgent. *La construction du Royaume, en tant que lutte pour l'intégrité de la Vie, est une priorité absolue.* Toutes les structures institutionnelles doivent être réévaluées afin de déterminer si elles sont au service d'un partenariat adulte entre Dieu et l'humanité, ou au service de l'exclusion.

Dans l'exclusion, comme lors de l'exil, le Peuple de Dieu a suffisamment appris pour ne pas simplement désirer le retour à la situation antérieure. Le caractère systématique de l'exclusion n'exonère pas les exclus de leur responsabilité, tant dans la genèse du phénomène que dans son dépassement. Affirmer que les pauvres n'ont pas encore manifesté toute leur force fait partie d'une annonce critique de la Bonne Nouvelle. Des moyens existent pour sortir de l'exclusion et de l'exil, des moyens pour reconstruire un ordre mondial de cohabitation où les humains vivront

sérieusement le partage, la solidarité et le respect de la diversité. La caravane du peuple des pauvres a déjà pris la route pour sortir des culs-de-sac de l'exclusion, des ghettos racistes et des citadelles machistes qui semblaient sans issue.

Cette lecture de la réalité sociale, je la fais à partir du « partenariat » entre Dieu et les pauvres. Avec l'incarnation du Fils de Dieu et son annonce, dans la synagogue de Nazareth, d'une année jubilaire, année de grâce pour les pauvres (Lc 4,18s), c'est le sens de l'histoire qui change. L'histoire, c'est l'histoire des autres, des pauvres et l'histoire des hommes est une histoire du salut. La vérité de l'histoire ne se trouve pas dans l'histoire linéaire des vainqueurs marginalisant ceux qui sont socialement vaincus; elle n'est pas non plus dans l'histoire purement circulaire de l'éternel retour, d'une « seconde époque » de salut ou de réincarnation; elle se trouve dans une histoire où passé et avenir sont consciemment assumés dans le présent, où les victimes d'hier sont « portées sur les épaules », dans la mémoire d'un présent lourd de l'expérience quotidienne du mystère pascal. Le protagonisme des pauvres, eux qui composent la majeure partie de l'humanité, nous conduit à une démocratie des pauvres, où ils ont un véritable rôle participatif. L'annonce et la venue du Royaume mettent les communautés en état de pénitence, de responsabilité adulte, de vigile pascale et de mission.

Paulo Suess

*CIMI, C.P. 10-2382
70000 Brasilia DF
Brésil*

LA MONDIALISATION ET LES ÉGLISES

par Ignace Berten

Dominicain, Ignace Berten a été professeur à Lumen Vitae (1969-1976), au Centre d'Études théologiques et pastorales du diocèse de Malines-Bruxelles (1970-1978), puis animateur du Centre de formation Cardijn pour les milieux populaires de 1976 à 1993. Actuellement membre de l'équipe dominicaine « Espaces/Spiritualités, cultures et société en Europe », il a publié de nombreux ouvrages, en particulier Christ pour les pauvres, Dieu à la marge de l'histoire (Paris, Cerf 1989) et Travail et solidarité. Éthique et spiritualité (en collab. Rennes, Apogée 1996).

L'auteur montre comment, tirant profit de son caractère d'universalité, l'Église peut efficacement contribuer à discerner les enjeux éthiques et évangéliques de la mondialisation. Elle a, de plus, un rôle déterminant dans l'avènement d'une forme de gouvernement mondial.

Face au processus de mondialisation, les Églises sont soumises à trois tentations :

- *l'indifférence ou l'absence* : la mondialisation serait marginale et sans signification importante pour l'Église et sa mission ; en ce sens, elle serait neutre par rapport à l'Évangile et, corrélativement, l'Évangile serait neutre par rapport à cette réalité ;
- *l'enthousiasme ou la canonisation* : la mondialisation, du point de vue économique, serait l'avènement d'une nouvelle croissance et d'un développement universel ; mais, en plus, elle anticiperait de quelque manière l'universalité de l'humanité visée par la catholicité de l'Église ;
- *la condamnation ou la démonisation* : la mondialisation serait un système machiavélique mis en place par les pouvoirs du capital entraînant la destruction des sociétés, en particulier les pays du Tiers-Monde.

Au-delà de ces attitudes simplistes, face à un phénomène extrêmement complexe, la responsabilité des Églises se trouve engagée par une triple exigence : aider à comprendre, discerner les enjeux éthiques et évangéliques, promouvoir la solidarité (voir, juger, agir...).

le « privilège » de l'universalité

Pour comprendre ce qui se met en place, ce qui arrive aujourd'hui, les Églises sont, de quelque manière, situées en un lieu tout à fait privilégié. Encore faut-il qu'elles choisissent de valoriser ce lieu. En quoi consiste ce « privilège » ? Essentiellement dans une certaine forme d'universalité géographique, culturelle et sociale.

Les Églises, en effet, sont présentes presque partout dans le monde, de manière puissante ou très humble et modeste, parfois même cachée. Il va de soi que, pour tirer parti de cette universalité, il importe de s'appuyer fortement sur la dimension œcuménique des Églises. Elles sont aussi le lieu d'une coexistence des différents milieux sociaux, riches et pauvres, même si cette coexistence, appelée à se faire fraternité, n'est pas toujours heureuse, équilibrée, égalitaire. Aujourd'hui, aucune autre institution ne présente à ce point cette double dimension d'universalité.

QUEL RÔLE POUR LES ÉGLISES ?

promouvoir le dialogue

Par leurs missionnaires de l'extérieur et de l'intérieur les Églises ont en leur sein de multiples agents de passage entre lieux géographiques différents, pays et continents, entre cultures, entre milieux sociaux. Elles doivent contribuer à mettre en dialogue les multiples protagonistes de la mondialisation, c'est à dire les acteurs (responsables d'entreprises, politiques, techniciens des réseaux), les experts (économistes, scientifiques), et tous ceux qui, à la base, profitent ou souffrent des effets de cette mondialisation. Ce dialogue est certes difficile, d'autant qu'il doit se traduire par un échange le plus large possible.

Les Églises doivent aussi se mettre à l'écoute les unes des autres pour partager leurs analyses et expériences diverses. Les réflexions entreprises par la Conférence épiscopale brésilienne sur le problème de la mondialisation, à l'occasion de la dernière campagne de Carême, mériteraient,

dans cette perspective, d'être répercutées et réfléchies dans et par les Églises du Nord.

Il n'y a pas et il n'y aura jamais une analyse exhaustive ni une interprétation unique d'un phénomène aussi vaste et complexe que la mondialisation. On sait combien les grands événements historiques ne se comprennent qu'après avoir été vécus et qu'ils sont toujours susceptibles de multiples interprétations. Une exigence demeure, celle de ne négliger aucun élément dans l'effort de compréhension car le risque de perceptions unilatérales et tronquées est considérable.

Mettre en place les conditions d'une rencontre des points de vue divers passe par une écoute ouverte et bienveillante des expériences et des approches. Ce dialogue ne signifie ni absence de confrontation et de conflit, ni consensus, ni adhésion unanime : une telle attente serait irréaliste ou mystificatrice. Il s'agit d'un élargissement dans la compréhension et l'appréciation de ce qui est en cause. Les résultats de tels échanges et confrontations seront rendus publics.

solidarité et unité au plan mondial

Le processus de mondialisation est porteur d'énormes potentialités positives. Le monde est un dans le déploiement d'interdépendances croissantes. La mondialisation technologique et économique n'effectue pas par elle-même cette unité, loin de là, mais elle en offre les conditions de possibilité. De ce point de vue, il y a une certaine convergence entre un processus technique, économique et culturel, et une espérance ecclésiale d'une humanité se rassemblant pour constituer un peuple unique. Pour que ces possibles prennent corps, il y a cependant de nombreux obstacles à surmonter.

L'ouverture des échanges industriels et commerciaux permet à certains pays du Tiers-Monde¹ de connaître une forte croissance et un réel développement. La croissance moyenne des pays du Sud est devenue nettement plus élevée qu'au Nord. Il n'est cependant pas inutile de remarquer que les pays qui témoignent du plus grand dynamisme économique, ceux du sud-est asiatique, ne le doivent pas seulement au libre échange, mais aussi à l'intervention vigoureuse des États définissant la politique écono-

^{1/} Il vaudrait mieux, aujourd'hui, parler des tiers mondes, tant les situations se sont différenciées.

mique, y compris en termes de tarifs douaniers, contrôle des investissements. On oublie trop souvent de le dire².

Une chose est fortement probable: il n'y a pas de développement possible aujourd'hui ni de sortie de la pauvreté en dehors d'un cadre international d'échanges. Les projets de développement autocentré, dans une perspective volontariste de déconnexion, ont malheureusement conduit à l'échec. Le marché n'est certainement pas le salut, mais se couper du marché mondial, et a fortiori en être exclu par un embargo (Cuba, Irak) ou par désintérêt des puissances économiques (Afrique), a des conséquences catastrophiques.

une coresponsabilité universelle

La mondialisation contribue au développement d'un sentiment moral de coresponsabilité qui s'étend à l'ensemble de la terre: l'intervention humanitaire en est une expression très sensible, mais aussi des mouvements comme Médecins du Monde, Handicap International et, avant cela mais avec une dimension un peu plus politique, Amnesty International. On commence à parler de droit et de devoir d'ingérence. Là encore, les Églises ont la responsabilité importante de faire savoir ce qui se passe réellement sur le terrain, sans parler de la part importante qu'elles doivent prendre dans l'organisation de l'aide offerte par les multiples ONG nées dans leur mouvance ou non. Le rôle de la Caritas Internationalis n'est pas sans signification à cet égard.

la lutte contre les inégalités

La mondialisation est cependant loin de tenir ses promesses. Partout, elle engendre des fractures parce qu'elle est un processus sauvage dans lequel seuls les forts gagnent et ceux avec qui ils choisissent de s'allier. La compétitivité se mue trop souvent en lutte à mort et en guerre économique. *Les pays les plus faibles* se retrouvent exclus du mouvement de croissance. Le dynamisme économique ainsi conçu aggrave la situation des pauvres avec, en conséquence, l'explosion de la violence quotidienne dans les grandes métropoles de moins en moins gérables.

Dans les pays développés, la fracture sociale est de plus en plus manifeste. Elle se traduit par la paupérisation et le chômage croissant ainsi

2/ Cf. pp. 19-30, «Taiwan: Modernisation et Identité.»

que par l'écart grandissant des revenus. Les Églises doivent dénoncer cette face sombre de la mondialisation car rien ne permet de dire que les choses vont substantiellement s'améliorer pour tous les oubliés et rejetés de la globalisation.

la résistance à l'uniformisation

La mondialisation permet un vaste échange entre les cultures par les rencontres, les voyages, les médias, et de multiples contacts à tous les niveaux. L'envers de cet échange comporte un risque considérable d'homogénéisation. C'est évident pour la consommation genre Coca-Cola et fast food. L'accès à une plus grande diversification en matière de fruits accessibles sur le marché, de restaurants italiens, chinois, marocains, etc., entraîne aussi une certaine banalisation. Ce qui est vrai en matière culinaire devient plus tragique pour le cinéma et les autres productions culturelles.

Que deviendront à l'avenir les cultures minoritaires ? En Europe, les cultures locales se sont plus ou moins fondues dans des cultures nationales ou régionales, parfois au cours de processus violents d'unification ou par la force des choses. Est-ce un mal, est-ce un bien ? Le fait est qu'on voit s'élever de multiples revendications régionales. Les questions se posent de façon plus aiguë et conflictuelle sur les autres continents.

la sauvegarde des identités culturelles

Les cultures indigènes risquent d'être protégées en vases clos, à l'abri de la modernité, ou d'être totalement dissoutes. La tâche des Églises n'est pas toujours facile à négocier car, même si elles défendent certaines cultures amérindiennes menacées, elles ont souvent, en d'autres régions, contribué à détruire d'autres identités culturelles.

Les nouvelles techniques d'information et de communication, Internet en particulier, tissent une toile mondiale. Elles permettent à chacun de communiquer de façon virtuelle et immédiate avec n'importe qui. Tout en apportant un lot de richesses insoupçonnables, elles risquent aussi d'accélérer le processus d'effritement des normes sociales et morales et d'affaiblir les sentiments d'appartenance locale.

Les informations peuvent, en principe, circuler sans freins d'individu à individu, de groupe à groupe, d'institution à institution. Mais il n'en va

pas ainsi pour toutes les informations. L'essentiel de l'information internationale est aux mains d'un tout petit nombre d'agences de presse, essentiellement américaines, qui choisissent et filtrent les messages selon les intérêts de la puissance émettrice.

la dénonciation des ambiguïtés

Sans nul doute, l'humanitaire revêt une importance de plus en plus grande. Il peut être une expression de la charité dans laquelle les Églises se reconnaissent facilement, mais il peut aussi être lié aux intérêts politiques et économiques de certains États. Ceux-ci, surtout en matière d'intervention humanitaire de grande envergure, ne donnent pas toujours la priorité aux populations les plus nécessiteuses. Le président Clinton a l'avantage d'être parfaitement explicite et cynique à ce sujet quand il déclare au Congrès que le premier critère d'une participation des États-Unis à une opération de paix est que «notre participation fait progresser les intérêts américains». De plus, l'intervention humanitaire, si urgente et indispensable soit-elle, contribue assez peu à *résoudre les vrais problèmes d'ordre politique et économique* qui sont à l'origine des drames humains.

Il est indispensable que les Églises soient conscientes de ces ambiguïtés et le disent publiquement. Elles sont appelées à être *la voix des sans voix* et à orienter le projecteur des médias sur les véritables victimes ignorées de la mondialisation.

CONSTRUIRE UN MONDE POUR TOUS

un gouvernement mondial

La mondialisation économique et technologique est un phénomène certainement irréversible et il demande une régulation politique. Depuis de longues décades déjà, la doctrine sociale de l'Église déclare qu'il faut s'acheminer vers *une forme de gouvernement mondial*. Jean XXIII, dans *Pacem in Terris* (1963), a des mots qui sont plus pertinents que jamais: «De nos jours, le bien commun universel pose des problèmes de dimensions mondiales. Ils ne peuvent être résolus que par une autorité publique dont le pouvoir, la constitution et les moyens d'action prennent eux aussi des dimensions mondiales, et qui puisse exercer son action sur toute l'étendue de la terre. C'est donc l'ordre moral lui-même qui exige la constitution d'une autorité publique de compétence universelle» (137).

Un gouvernement mondial est évidemment *une utopie* dans l'état présent du monde. Par contre, des institutions jouissant d'une autorité publique de compétence universelle sont possibles et réalisables. Il en existe déjà, telles l'ONU par le Conseil de sécurité, le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce. Certes, ces institutions ne fonctionnent pas bien, trop soumises qu'elles sont aux États les plus riches et les plus puissants, mais elles ont le mérite d'exister. Elles demandent à être réformées et coordonnées. En tant qu'institutions dans la société civile, les Églises sont appelées à soutenir de façon convergente tous les efforts visant à instaurer ces autorités à compétence universelle, en posant l'exigence éthique du développement pour tous. Elles doivent s'engager en faveur d'une interdépendance positive et soutenir toutes les initiatives allant dans ce sens. Les actions de partenariat, qui n'ont d'efficacité immédiate globale qu'assez symbolique, sont importantes à un double titre car elles manifestent que d'autres relations que les rapports de force sont possibles, et elles contribuent à transformer les mentalités par la mise en œuvre des solidarités concrètes³.

Une certaine vigilance s'impose cependant. Une conversion est à opérer pour faire réellement place aux autres et à leur droit à une existence digne. Cela ne va pas de soi. Tout le monde sait que l'uniformisation des manières de produire et de consommer n'est pas extensible à toute l'humanité. Les techniques nouvelles sont beaucoup trop dévoreuses et gaspilleuses d'énergie et de matières premières non renouvelables. Des modes de vie plus sobres, ce qui ne veut pas dire moins heureux, doivent être inventés, et donc aussi certaines formes de renoncement.

la construction européenne

Les Églises d'Europe ont une responsabilité particulière à mettre en œuvre dans le processus de mondialisation: défendre et propager un certain modèle social, faire valoir les dimensions d'humanisme. Cela suppose que l'Europe de l'Union européenne se consolide dans son projet politique et ne se réduise pas à un vaste espace de libre échange. Elle est aussi conviée à s'ouvrir aux pays d'Europe centrale et orientale pour réconcilier la grande Europe avec elle-même et assurer le développement

3/ Cf. pp. 36-39 « *Une expérience d'entraide villageoise* » et pp. 40-46 « *Quand les écus se baladent* ».

pour tous les pays du continent. Inutile d'ajouter qu'elle doit consolider ses relations avec le Sud, en particulier le bassin méditerranéen et l'Afrique.

un projet pour les générations à venir

Les processus de développement sont des processus lents et longs, qui demandent à la fois investissement, sacrifices et patience: il faut réapprendre du forestier qui ne plante un chêne que pour ses petits-enfants. De ce point de vue, et en calcul purement économique d'avenir, le décrochage des masses pauvres est un échec grave et une contre-performance. La mondialisation ouvre à l'universalité, mais c'est une universalité courte et, à long terme, suicidaire si elle n'intègre pas la dimension temporelle: un projet pour toutes les générations à venir.

la construction du sens

Les Églises ont enfin une responsabilité importante d'apport de sens. L'ouverture des frontières, la circulation des personnes et des informations, la rencontre des cultures ouvrent à tous les vents de religions, de traditions et de spiritualités. Le résultat en est un éclectisme croissant et une grande fragilisation des appartenances institutionnelles: le nouvel-âge est une expression de ce phénomène. Un des enjeux du présent réside sans doute dans l'approfondissement des racines et la consolidation des appartenances collectives et communautaires aux traditions de sens (et donc spécifiquement à la tradition chrétienne), et cela non dans le repli intégriste sur soi, mais dans l'ouverture aux autres en vue de l'enrichissement mutuel.

Ces questions fondamentales de solidarité mondiale, du droit de tous à une existence digne, de l'avenir de l'humanité, sont en perpétuel débat. Aux Églises, mais aussi aux autres religions et traditions humanistes incombe la tâche de contribuer à susciter et à animer le débat sur ces questions. Espérons qu'elles déboucheront politiquement.

La mondialisation représente un urgent et grave défi moral et spirituel pour nos Églises: sauront-elles se mobiliser pour répondre à un tel défi?

Ignace Berten

*Ferme de Froidmont
B – 1330 Rixensart*

LES TÂCHES DE L'ÉGLISE

par Jean-Yves Calvez

Membre de la Compagnie de Jésus, Jean-Yves Calvez est actuellement professeur au Centre Sèvres et à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Auparavant, il fut directeur du CERAS et président de l'Institut d'Études sociales de l'Institut catholique de Paris, assistant du P. Arrupe et rédacteur en chef des « Études ». Parmi ses publications, signalons : La pensée de Karl Marx – Tiers monde, un monde dans le monde (1989) – L'Église devant le libéralisme économique (1994) – Politique (1995). Phénomène aux multiples facettes, la mondialisation interpelle l'Église. Comment peut-elle être porteuse de Bonne Nouvelle dans ce « Nouveau Monde » où le pire côtoie le meilleur ?

Il est certain que nous entrons dans un temps neuf : troisième millénaire, temps sans doute du **monde communiquant à l'intérieur de lui-même tout entier**. C'est là un des aspects fondamentaux de ce qu'on appelle mondialisation. La communication commerciale, financière en fait partie, mais pas elle seule. *L'Église n'est pas en retard par rapport à ces perspectives*. Mais elle est loin encore d'accomplir toute la mission qui lui revient à cet égard. Quelles sont donc ses principales tâches ? C'est à cette question surtout que je veux répondre.

aux avant-postes pour défendre les chances d'humanité

On voit souvent les effets négatifs de la mondialisation. L'Église veut aussi voir les chances qu'elle recèle. En 1981 déjà, le pape Jean-Paul II, au sujet des transformations affectant le travail (c'est une part du processus de mondialisation), disait que ces changements entraîneront nombre de difficultés pour certains, même « selon toute probabilité, ... une diminution ou une croissance moins rapide du bien-être matériel, concrètement pour

les plus développés, mais ils pourront également apporter soulagement et espoir aux millions de personnes qui vivent actuellement dans des conditions de misère honteuse et indigne». N'est-ce pas en effet l'un des grands événements de l'heure que *nombre de pays d'Asie, et quelques autres dépassent pour l'instant formidablement ceux d'Europe quant à la croissance économique*? La nouvelle richesse ne profite assurément pas encore à tous dans ces pays, nul ne peut nier pourtant qu'il y a des retombées au bénéfice de beaucoup, qu'il y a en tout cas désormais la possibilité de telles retombées, totalement inexistante il y a trente années.

Mais *l'Église a mission d'être très attentive aux effets, parfois extrêmement graves socialement*, sans doute pas de la mondialisation en elle-même mais des politiques courantes, excessivement libérales, à contrevent du social et de la solidarité. Nous avons à construire une maison pour l'homme alors qu'actuellement nous laissons souvent plutôt pousser une jungle où tous sont animalelement déchaînés.

promouvoir une coopération internationale agissante

Dans le moment présent, il faut bien le constater, l'économie s'est échappée, envolée, elle a franchi les frontières et le politique ne l'a pas suivie. Beaucoup se lamentent et geignent. La seule réponse digne de l'homme, pense et dit l'Église, c'est d'*organiser les régulations nécessaires* à l'échelle où elles sont aujourd'hui requises, aux niveaux où se réalisent effectivement désormais d'intenses échanges, niveau carrément mondial en plus d'un cas.

Dans des domaines où nous l'avons voulu, une coopération internationale agissante est en œuvre, vaille que vaille quelquefois, mais les choses peu à peu se mettent en place. C'est au moins le cas pour bien des secteurs de la lutte contre la criminalité et de la recherche de sécurité. De son côté, le Bureau International du Travail nous donne, depuis 1919, l'exemple d'une action internationale persévérante *pour l'amélioration des législations du travail*, ne fût-ce qu'en mettant au ban du monde civilisé les pays qui n'appliquent pas les conventions. Ne disons pas que les sanctions sont impossibles pour les non-observants. Pensons à l'embargo qui a récemment affecté l'Irak !

C'est pour tous, chacun là où il peut quelque chose, une obligation morale de *s'employer à l'établissement des autorités indispensables*, disait déjà le pape Jean XXIII en 1963. Chacun peut au moins convaincre

son voisin, peser sur l'opinion, et indirectement sur le gouvernement, dans son propre pays. Aujourd'hui les gouvernements ont souvent plutôt l'impression de devoir satisfaire des opinions crispées dans la méfiance à l'endroit de l'idée même d'autorités internationales. Que de travail à faire pour convaincre.

La finance est devenue une zone de « licence », des gains spéculatifs gigantesques n'ont parfois rien à voir avec la juste nécessité de se garantir ou de se protéger devant l'instabilité des taux d'intérêt ou de change. Certaines offres publiques d'achat (OPA) entraînent sans raison la fermeture d'ateliers, voire d'entreprises, sans égard aux personnes, sans consultation préalable dans bien des cas. Que de personnes ainsi ballotées sans rien pouvoir dire ni faire. Sans rendre pour autant trop rigides les structures industrielles, il est indispensable, par des réglementations internationales adéquates, de *rendre impossible le mépris trop courant aujourd'hui de collaborateurs qu'on renvoie sans considération de la continuité de leur vie professionnelle, au seul bénéfice d'une O.P.A. juteuse*, d'un dépeçage encore plus profitable (mais pour qui?). L'Église peut y stimuler vigoureusement. Elle a déjà commencé.

mettre en garde contre les limites du libéralisme

Mondialisation et libéralisme sont choses différentes, ils sont pourtant souvent confondus aujourd'hui. Or, nul n'a mis en garde avec plus de fermeté que le pape Jean-Paul II, dès 1991, sur les limites du libéralisme : limites dans lesquelles valent, mais pas au-delà, le marché, le profit, le modernisme de la production (l'entreprise moderne). *Tout n'est pas fait pour s'acheter et se vendre sur un marché, il y a des besoins de l'homme qui doivent être satisfaits du seul fait qu'il est homme* (il y a un « dû » à l'homme même) avant qu'on puisse parler de marché. Il s'ensuit que des institutions comme la sécurité sociale : la maladie, la vieillesse et d'autres impuissances, doivent échapper au marché. Le profit, dit le même Jean-Paul II, est un indice du bon fonctionnement de l'entreprise mais ce n'est seulement qu'un indice entre plusieurs. Comptent aussi la satisfaction dans le travail, l'humanité du traitement, le revenu des collaborateurs, jusqu'aux plus humbles.

Le modernisme de la production est aussi une évolution heureuse en soi, l'homme est sollicité dans ses meilleures qualités, dans son intelligence plus que dans son « muscle », dans sa capacité relationnelle plus que dans sa seule acuité ou sa force, dans sa socialité même. Mais le problème est,

dit Jean-Paul II, que le système en place, ou faut-il dire l'absence de système, le laisser-aller incontrôlé, entraîne plutôt la marginalisation d'un très grand nombre qui n'ont aucune chance d'accéder à cette merveille du travail d'entreprise moderne. *Ce système détruit souvent les économies « traditionnelles » dont vivaient jusqu'ici tant d'hommes du tiers monde, plutôt que d'améliorer leur sort.* Il s'agit de réalités qui ne tiennent pas à la seule mondialisation. Les maux que je mentionne peuvent se développer et se sont développés dans le passé au sein d'économies nationales existant chacune pour leur compte. Seulement, la mondialisation sert souvent d'excuse pour ne rien entreprendre en vue de réguler.

ne pas se résigner au chômage

Dans les pays développés eux-mêmes, doit-on accepter un si vaste chômage sans *en venir à des mesures plus efficaces de partage du travail*, sans travailler à déplacer plus rapidement le travail dans la direction des activités de service que n'atteindra pas l'automatisation? Et doit-on obliger tant d'hommes à suivre un train si rapide? Doit-on, sans état d'âme, imposer des changements brutaux affectant toute l'existence de personnes humaines? *Il faut se reposer*, a dit Dieu en en donnant l'exemple. Et les hommes ne sont pas sur terre pour cette excessive tension.

L'Église doit ici, s'appuyant sur des enquêtes sérieuses, dénoncer les abus, et contribuer pour sa part à l'étude de solutions plus humaines. Elle a eu l'habitude d'intervenir sur le plan social au nom de l'Évangile, et elle a souvent dit que cela fait partie de sa tâche d'évangélisation elle-même. Elle ne doit pas cesser aujourd'hui. C'est plutôt le moment, à l'aube de l'ère mondialisée, **de mener une grande réflexion commune** et de frapper même un « grand coup ». Quelque chose comme il n'y en a pas eu depuis *Rerum novarum* sur la condition des ouvriers en 1891, le tremblement de terre dont a parlé Bernanos.

Nous, hommes de l'an 2000, serons jugés plus tard, et d'abord au tribunal du Seigneur, sur ce que nous aurons entrepris pour l'humanisation de cette économie pour la première fois mondiale, et pour redistribuer les ressources qui ne pourront être indéfiniment réservées à ceux, peut-être peu nombreux désormais, dont les ancêtres ont, par chance ou par force ou par ruse, occupé tels et tels territoires. **Dieu a donné la terre pour tous les hommes**, l'Église le proclame avec insistance depuis longtemps déjà. Il faudra, compte tenu de l'évolution démographique, en venir à la mise en œuvre pratique. L'Église là encore s'est depuis longtemps enga-

gée, dans plusieurs encycliques et par un grand colloque sur la destination des biens de la terre lors de l'anniversaire du Concile en 1985.

quand les hommes se déplacent

La mondialisation, c'est aussi, dans le monde, un mouvement des personnes extraordinairement intensifié. L'Église doit être attentive à **la manière dont nous voyageons**, visitons d'autres pays. Nous le faisons encore si superficiellement dans la plupart des cas, sans prendre part à un échange culturel, religieux, sans contribuer au rapprochement des peuples, objectif pourtant capital pour l'Église. Combien d'entre nous, chrétiens, catholiques, font l'effort de rencontrer les communautés chrétiennes dans les pays où ils se rendent en touristes. Combien essaient de prendre contact avec des personnes du pays qu'ils rencontrent dans des églises. (Du temps du communisme, on faisait cela davantage, allant trouver, le matin, près de son hôtel, ces jeunes étudiants qui venaient prier dans une église à Budapest, à Prague, à Varsovie...). Les pays étrangers, qu'ils ne soient pas pour nous simplement des territoires touristiques, des plages, mais le lieu de vie de peuples à connaître, à rencontrer !

Il y a d'autre part **le problème de la migration**. Il est difficile et complexe, l'Église ne le nie pas. Cependant, elle proclame le droit à la migration. Il fait partie de la liste présentée par Jean XXIII dans sa fameuse encyclique *Pacem in terris*. Ceci dans l'esprit de la destination universelle des biens dont j'ai parlé tout à l'heure, la présupposition étant qu'*aucun territoire n'appartient sans réserve, ou absolument, à un groupe humain particulier, même l'occupant depuis longtemps*. Il y a place, bien évidemment, pour des régulations concrètes des mouvements et des flux, en vue du bien de tous. Mais il est urgent que les divers pays prennent part à des négociations mondiales pour que soient réglés aussi justement que possible l'occupation de la terre et le mouvement des personnes. Ce qui n'était guère nécessaire autrefois (chacun pouvait s'emparer d'un bien nullius, bien de personne) va devenir urgent en fonction des évolutions, des différences de densité des diverses populations et du grand nombre des hommes tout court. Il est bon que l'Église avertisse sans cesse les hommes de leurs obligations en cette matière et en premier lieu, de leur obligation de *rechercher ensemble les règles les plus justes et les plus humaines possible de circulation des personnes*, en favorisant l'accueil. Sans parler du devoir non moins grave d'aider maints pays en voie de développement pour que leur situation n'entraîne pas des migrations désordonnées.

L'expérience mondiale de l'Église

L'Église a le formidable avantage d'être «catholique», universelle, mondiale («il n'y a plus de Grecs ni de Gentils...»). Et ce n'est pas seulement un mot. Dans quelle société humaine se connaît-on, se fréquente-t-on, coopère-t-on davantage que dans celle-ci, malgré tant de limites encore? Cette fréquentation, connaissance mutuelle et coopération est plus intense encore dans les ordres religieux, institutions uniques à cet égard. Quelles possibilités d'action donc pour les problèmes que nous évoquons, quelle responsabilité aussi de ce fait.

La mondialisation est, entre autres, une chance d'échanges culturels intensifiés, de meilleures possibilités d'apprentissage des langues, et il est bien rare que tout cela soit négatif. L'Église a pour sa part *une extraordinaire expérience à offrir au monde* et à partager avec beaucoup. Le Concile Vatican II a souligné la possibilité de cet apport, très précieux, de l'Église au monde. C'est une des manières dont elle peut apporter aux autres sociétés, comme aussi elle reçoit d'elles. Il faut veiller sans nul doute à *la préservation des originalités*, personne ne doit perdre son âme, mais n'est-il pas vrai qu'on se maintient souvent mieux dans son originalité grâce aux échanges et à la possibilité de présenter à d'autres cette originalité elle-même?

On pourrait parler ici de l'extraordinaire force de l'Église, comme aussi d'autres communautés religieuses, pour promouvoir l'international qui s'impose en notre temps. Il faut renvoyer à la source plus que sociologique qui est à la base de cette force : **la fraternité en Christ**, «*car pour chacun de nous, ce Christ est mort*». Dans l'histoire, cette foi a déjà produit beaucoup de fraternité par delà les frontières. Aujourd'hui, elle est à nouveau sollicitée. Mentionnons aussi que la mondialisation, cette nouvelle communication entre cultures, langues et peuples, est une chance pour le message chrétien. Elle offre à beaucoup la possibilité de le rencontrer et lui offre la possibilité d'être traduit dans des contextes culturels divers.

Jean Yves Calvez

*Centre Sèvres
35, rue de Sèvres
75006 Paris*

POUR ALLER PLUS LOIN

Si elle est un fait actuel, la mondialisation est bien plus encore un mouvement, un courant qui ne cesse de se développer. Dans ce cadre, la réflexion ébauchée dans ce dossier, loin de se vouloir exhaustive, a proposé quelques flashes dont l'originalité réside peut-être dans le fait qu'ils viennent de situations géographiques et sociales très différentes.

Missionnaires, dépositaires de la Bonne Nouvelle de Jésus, nous nous sentons interpellés: « Vérifiez tout; ce qui est bon, retenez-le » (1 Th 5,21). A l'aube de ce troisième millénaire, c'est tout un chantier qui se présente au discernement du peuple de Dieu. S'il est important de ne rien diaboliser ni de rien avaliser les yeux fermés, l'attitude la meilleure est sans doute de rester à l'écoute de ce que « l'Esprit dit aux Églises » (Ap 2,7).

A priori, un phénomène de cette envergure a de quoi séduire les disciples de celui qui a dit: « Allez, enseignez toutes les nations » (Mt 28,19). A condition, bien sûr, de maintenir vivant le message de Jésus que nous sommes censés apporter (« Tout ce que je vous ai prescrit » Mt 28,19) et de ne s'inféoder à aucune idole destructrice d'humanité. La marche vers un idéal de justice et de paix pour tous prendra parfois les allures d'un véritable combat, sans violence bien sûr, mais non pas sans détermination.

Le repli identitaire frileux ne constitue pas une attitude d'espérance pour ceux et celles qui croient que c'est au coeur de ce monde que Dieu a tant aimé (Jn 3,16) que l'Esprit nous parle et nous appelle. Des hommes et des femmes de bonne volonté y consacrent leur temps, leur énergie et leurs talents pour que ce qui peut être une grande chance pour l'humanité ne devienne pas un gouffre où elle va s'enfoncer. Fort de la présence de son Seigneur (Mt 28,20), le peuple de Dieu se doit de faire sien le grand souci de Jésus pour les pauvres et les petits et, plus généralement, pour une humanité ouverte à l'amour infini, tout le reste n'étant que moyen pour y parvenir.

Dans cette optique d'un avenir humain possible avec la mondialisation, Spiritus a demandé au Père Perrot, s.j. de présenter à ses lecteurs quelques ouvrages susceptibles de les aider à « aller plus loin ».

DIX PETITS LIVRES

La mondialisation de l'économie (2 t.)

par Jacques Adda

Voici deux petits ouvrages (124 p. chacun) d'accès facile et qui cadrent bien les principaux aspects de la mondialisation. Le premier tome la replace dans sa perspective historique, le second évoque les questions actuelles, en particulier la dimension financière du phénomène. Le fil rouge de Jacques Adda, c'est l'accumulation du capital. L'idée n'est pas nouvelle, mais elle est traitée dans la perspective des « économies-mondes » mises au jour par Fernand Braudel, l'historien. Ces espaces économiques, unifiés autour d'un marché central, sont repérables d'abord en Méditerranée à la fin du Moyen-Age, puis autour de la péninsule ibérique au XVI^e siècle, en attendant la Hollande au XVII^e siècle, l'Angleterre au XVIII^e et XIX^e siècle, les États-Unis au XX^e siècle et aujourd'hui l'Océan Pacifique.

La Découverte, 1996

Les multinationales globales

par Wladimir Andreff

Dans la même collection que l'ouvrage précédent, l'un des meilleurs spécialistes français des firmes multinationales rassemble les données récentes et les théories actuelles touchant ce phénomène central de l'économie mondiale. Le côté le plus novateur de ces pages présente les modes d'organisation des firmes multinationales et le déplacement du champ d'activité de ces entreprises. Des précisions sont données sur le système de gestion par lignes de produits et sur l'importance des services dans les activités multinationales. Les nouvelles formes d'investissement par accords de recherche, par sous-traitance ou par contrats de développement industriel, commercial ou financier, prennent peu à peu la place des investissements directs à l'étranger. Au terme de l'ouvrage, le lecteur conserve l'image précise du volet central de l'économie mondialisée.

La Découverte, 1996

L'argent... ou l'homme? La politique de la Banque mondiale

par Peter Balleis

Ce petit opuscule suggestif (39 pages) rassemble d'une façon vigoureuse les raisons pour lesquelles l'Église n'épouse pas sans réserve les thèses libérales défendues par le FMI (Fonds Monétaire International) confondu ici avec sa soeur jumelle, la Banque mondiale. Sont visés surtout les PAS (Programmes d'Action Structurelle) imposés par le FMI aux pays endettés: dévaluation monétaire, diminution des dépenses publiques, privatisation... S'appuyant sur les textes les plus récents de la doctrine sociale de l'Église, en particulier *Centesimus annus* et *Sollicitudo rei socialis*, ainsi que sur les paroles les plus fortes de l'Écriture, Peter Balleis épingle également ceux qui, à l'intérieur même des pays dominés, favorisent, par leur attitude dépravée, la régression économique et sociale: gouvernements corrompus et prédateurs, institutions politiques poreuses, etc. Ce livre rappelle opportunément qu'on ne peut pas se reposer sur les mécanismes du capitalisme libéral pour assurer, sinon l'efficacité, du moins une juste répartition des richesses.

L'Épiphanie, collection Vivre aujourd'hui, n° 8

Les cent mots du développement et du Tiers-Monde

par la Commission française Justice et Paix

Cet ouvrage présente les principaux thèmes de l'économie mondialisée, sous l'angle crucial du Tiers-Monde. L'ajustement structurel y prend une place de choix, de même la division internationale du travail, la géopolitique, la dette et, bien sûr, les principales organisations qui arbitrent, dans un esprit tantôt libéral et tantôt volontariste, les intérêts divergents des pays et des peuples.

La Découverte, 1990

Le nouvel ordre commercial mondial, du GATT à l'OMC

par Fereydoun A. Khavand

L'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), conçue à la fin de la guerre, a enfin vu le jour, un demi-siècle plus tard, le 1er janvier 1995. Elle prend la relève de l'Accord (provisoire) sur les droits de douane et de commerce (GATT: General Agreement on Tariffs and Trade) signé à la fin du second conflit mondial. Organisation, l'OMC se révèle plus contraignante que l'Accord et elle se veut plus efficace... pour libéraliser le marché mondial. Le sera-t-elle vraiment? On peut s'en faire une idée en lisant cet ouvrage bourré de cartes, de maquettes, de graphiques et d'encarts. Le résultat est un tableau assez dense des contraintes actuelles de l'économie mondiale.

Nathan, 1995

Le chrétien et l'argent (*Assas-éditions, 1994*)
La séduction de l'argent (*Desclée de Brouwer, 1996*)
par Étienne Perrot

Ces deux petits ouvrages complémentaires ne traitent pas directement d'économie, mais plutôt de ce qui nourrit la mondialisation : l'argent. Non pas la « monnaie » des économistes, mais l'argent tel qu'il fonctionne lorsqu'il passe de main en main, l'argent fantasmé, symbole de toute-puissance et cependant fragile comme la confiance sans laquelle il perdrait son efficacité. Le premier ouvrage est centré sur le discernement tant dans la façon de dépenser que de gagner de l'argent. L'argent n'est ni Dieu ni Mammon ; il est ce qu'en font les hommes qui s'en servent comme moyen d'échange, comme réserve de valeur ou comme étalon pour compter leur richesse. Le second ouvrage développe les harmoniques politiques et culturelles de l'argent, montrant pourquoi il se présente presque toujours comme le concurrent du Christ universel dans l'imaginaire de nos contemporains.

L'organisation mondiale du commerce
par Michel Rainelli

Le titre est quelque peu trompeur. Il s'agit moins de l'Organisation Internationale née des accords de Marrakech le 1er janvier 1995 (voir plus haut l'ouvrage de Fereydoun A. Khavand) que de l'histoire institutionnelle du commerce depuis la dernière guerre mondiale. L'OMC n'est que le dernier acte d'un scénario commencé en 1948 par le GATT. L'intérêt principal de ce petit ouvrage est de mettre en perspective les événements principaux scandés par les divers « Rounds » du GATT (Dillon Round, Kennedy Round, Tokyo Round, Uruguay Round). Les stratégies conflictuelles des principaux pays sont ici mises en valeur, laissant apparaître la duplicité de certains, notamment des États-Unis.

La Découverte, 1996

L'économie mondialisée
par Robert Reich

L'actuel secrétaire d'État au Travail (dans l'administration Clinton dont il fut l'un des conseillers quand Clinton était gouverneur de l'Arkansas) prend acte des phénomènes culturels, technologiques et financiers de la mondialisation des échanges. Les frontières s'estompent, ce qui fait perdre aux États une partie de leur autonomie en matière économique. Robert Reich en tire deux leçons. L'une touche la délocalisation de la production, l'autre les inégalités de revenu à l'intérieur des pays riches. En ce qui concerne la délocalisation, la production de masse va quitter les pays développés où seule la production personnalisée, à haute Valeur-Ajoutée, a un avenir. Les grandes firmes hiérarchisées et adaptées à la production de masse seront supplantées par des entreprises de

taille plus réduite, regroupées en réseaux. En ce qui concerne les revenus, seule une minorité de la population des pays riches profitera du système mondialisé : ce sont les « manipulateurs de symboles ». Pour Robert Reich, les manipulateurs de symboles ne sont pas d'abord les prêtres ou les prédicateurs, ce sont les spécialistes en marketing, en publicité, en informatique, ainsi que les conseillers financiers. On comprend pourquoi les symboles sont associés à la publicité ou au marketing, mais pourquoi la finance ? Tout simplement parce que la finance, c'est l'économie des créances, c'est-à-dire des revenus futurs. Or, la valeur de ces créances varie beaucoup en fonction de l'idée que l'on se fait de l'état du monde à venir et de l'imaginaire des différents acteurs sur les marchés.

De ces deux leçons touchant la délocalisation de la production et l'écart de revenus dans les pays riches, Robert Reich tire deux conséquences pratiques. A la différence des manipulateurs de symboles, les travailleurs routiniers de la production de masse vont subir de plus en plus la concurrence de la production du Tiers-Monde. Ils n'auront plus le choix, dit Robert Reich, qu'entre licenciement, diminution de salaire ou perte des avantages sociaux. Seuls ceux qui, dans les pays riches, dispensent des services difficiles à délocaliser (santé, restauration), s'en tireront un peu mieux. La seconde conséquence pratique vise la politique à suivre, une politique favorable aux investissements industriels de pointe et à l'investissement de l'épargne dans les pays riches, ainsi qu'à la formation technologique. Par contre, il semble tout-à-fait inutile, aux yeux de l'auteur, de diminuer les impôts sur les revenus les plus élevés. Car cela ne servirait qu'à créer davantage d'épargne qui irait se placer ailleurs... sur les marchés mondiaux les plus lucratifs.

Dunod, 1993

Petit dictionnaire de la charité

par le Secours Catholique Caritas-France, sous la direction de Jean-Claude Lavigne, Préface de Mgr Duval

Voici un outil sans prétention mais précieux. Il définit d'une façon simple et concrète 64 mots touchant la sollicitude, ce composé actif de solidarité et de compassion. Se rapportant au thème de l'économie mondiale, on lira avec profit les présentations de Développement, de l'Etat-providence, de l'Humanitaire et du Lien social.

Desclée de Brouwer, 1996

POUR CREUSER CERTAINS POINTS

Outre ces dix petits livres faciles d'accès, des ouvrages plus techniques, et qui font appel parfois à des formalismes un peu austères, sont également intéressants. Signalons ici ceux qui sont écrits par des universitaires français pour des étudiants.

- Fr. Teulon **Le commerce international**, *Seuil*, 1996
- **Le système monétaire international**, *Seuil* 1996
- **La nouvelle économie mondiale**, *PUF*, 1993
- G. Lafay **Comprendre la mondialisation**, *Seuil*, 1996
- B. Guillochon **Economie internationale**, *Dunod*, 1993
- Y. Crozet et
 C. Lebras **L'économie mondiale**; t. 1: Jusqu'en 1945;
 t. 2: Depuis 1945. *Hachette*, 1993
- J.Y. Capul **L'économie mondiale**, *Documentation française*, 1995
- J.L. Mucchielli **Relations économiques internationales**, *Hachette*, 1991
- Duc Loi Phan **L'économie mondiale entre le libre-échange et le protectionnisme**, *Cujas*, 1993

- G. Corm **Le nouveau désordre économique mondial**, *La Découverte*, 1992

- J.P. Bibeau **Introduction à l'économie internationale**, *Morin*, 1994

Le phénomène de la mondialisation est d'actualité. Il a fait l'objet de présentations et d'analyses dans certaines revues. Citons :

Croissance des Jeunes Nations n° 399, Décembre 1996 : *Vivre avec la mondialisation* (numéro spécial).

Manières de Voir n° 32, Novembre 1996 : *Les scénarios de la mondialisation* (Publication du Monde diplomatique).

D'autres revues abordent des sujets liés à la question. Citons :

Cahiers de l'Atelier n° 464, Décembre 1995 : *Alternatives au Libéralisme ?*

Vivant Univers n° 425, Septembre-Octobre 1996 : *Economie informelle*.

Pour ce qui concerne l'enseignement de l'Église, vous pouvez consulter :

Le développement moderne des activités financières au regard des exigences éthiques du christianisme, par A. de Salins et F. Villeroy de Galhau, *Conseil Pontifical Justice et Paix*, 1994.

Un livre est en préparation, nous vous en reparlerons :

La foi dans le défi de la mondialisation, par Christophe Roucou, à paraître en Septembre 1997, dans la collection « *Questions ouvertes* », aux *Éditions de l'Atelier*.

CHRONIQUES

9^e CONFÉRENCE DE L'I.A.M.S.

LA MONDIALISATION NE NOUS LAISSE PAS SANS PAROLES

Mère de famille, Édith Bernard est assistante au Centre de Recherche Théologique Missionnaire, département «Recherche» du Comité épiscopal français de la coopération Missionnaire. A ce titre elle a participé à la IX^e conférence de l'Association internationale oecuménique d'études missionnaires, à Buenos Aires, en avril 1996. Elle a fait partie du Comité d'évaluation de cette conférence et a tiré du rapport de ce comité la substance des convictions qu'elle présente ici.

la Bible nous parle

Héritiers d'une riche tradition, nous regardons d'abord vers la Bible et **réfléchissons sur l'action de Dieu dans l'histoire humaine**, afin de trouver des chemins dans les situations actuelles. Plus spécifiquement, nous cherchons des fondements bibliques pour élaborer une critique de la situation actuelle à la lumière de ce que Dieu a fait dans l'histoire et en nous remémorant ce que les prophètes de Dieu ont dit de cette action dans le passé.

Nous y trouvons des visions alternatives concernant une juste façon de vivre ensemble pour la communauté humaine et des sources d'espérance pour soutenir ceux qui souffrent et luttent contre les injustices que l'on continue à perpétrer, spécialement contre les pauvres.

Dans un monde où règne l'idolâtrie, Dieu prend l'initiative de proposer l'Alliance à son peuple et, à travers lui, à l'humanité et à la terre entière. Dans le code de cette Alliance, il trace les grandes lignes d'une société tout à fait utopique pour ce temps-là (Cf. Lv. 25). Régulièrement, sa «colère» s'enflammera contre tous les totalitarismes générateurs d'injustice et d'oppression. Jésus s'inscrira dans cette ligne aussi bien dans sa manière de vivre que dans sa dénonciation des riches et des puissants. Il promet l'Esprit comme continuateur de son oeuvre et créateur d'un avenir tout autre.

des perspectives théologiques

Les réactions qui s'ébauchent çà et là, par exemple en Amérique Latine, mais aussi dans les autres continents, nous invitent à redécouvrir un Dieu de Vie et des Vivants qui nous appelle non seulement à la défense mais surtout à la pro-

motion des véritables cultures de vie pour contrecarrer toutes celles qui n'apportent que faim, désolation et mort. Gratuit, le don de Dieu s'inscrit en contrepoint audacieux à tous les calculs du marché et aux ajustements structurels exigés des pays pauvres. Cela exige que nous nous mettions ensemble pour construire la paix au lieu et place de la compétitivité et de la violence du marché, mettant l'accent sur la communauté et la solidarité face à l'individualisme et à la mentalité de consommation.

S'ouvre aussi une perspective pleine d'espérance avec la promotion d'une solidarité interreligieuse qui ajoutera aux conceptions juives et chrétiennes de la justice, la critique bouddhiste des actes totalitaires, la façon hindoue de nous rappeler les conséquences de toute action, l'engagement social et le souci des pauvres en Islam et la vision d'harmonie avec la communauté et la terre que l'on trouve dans les religions traditionnelles.

des questions aux Églises

L'Église n'est pas seulement au milieu des pauvres mais, de plus en plus, une *Église de pauvres*. L'Afrique devient proportionnellement le continent le plus chrétien du monde et c'est aussi le plus pauvre. Dans d'autres parties du monde, ce sont les pauvres particulièrement qui sont attirés vers le christianisme. *Comment l'Église va-t-elle vivre ses engagements dans ce contexte ?* D'autant plus que, dans bien des parties du monde, les Églises sont elles-mêmes des pouvoirs économiques et donc des acteurs importants dans le jeu du capitalisme global. C'est le cas des Églises européennes qui sont particulièrement liées aux États.

Dans d'autres parties du monde, les Églises sont les seules voix qui s'élèvent contre l'injustice économique dans la lutte des pauvres. *Comment assumeront-elles leurs responsabilités ?* Ajoutons que l'activité missionnaire de l'Église est soutenue dans de nombreux pays pauvres par des ressources issues du capital et elle perpétue parfois des aspects de l'économie globale. Cela peut créer des fardeaux insoutenables pour les Églises pauvres. *Les Églises doivent examiner de près ce qu'elles font au nom de la mission.*

Elles doivent aussi poser les fondements d'une culture de vie. Cela comprend la manière dont elles traitent leurs propres employés aussi bien que la façon dont elles se traitent les unes les autres. Cela comprend aussi le soutien à la création d'économies alternatives porteuses de vie pour les communautés. Cela inclut enfin l'utilisation de leurs ressources pour créer de la solidarité dans des initiatives plus larges. Elles approfondiront ainsi leur intelligence du transcendant comme critique du discours idolâtre du marché qui cherche le profit à tout prix et s'oppose à l'introduction d'alternatives. *Comment les Églises vont-elles, si possible en s'unissant aux autres religions du monde, créer cette éthique de vie, de paix, de solidarité, chemin vers une société alternative ?*

la mission dans ce contexte

La mission requiert une vie de disciple. Il nous faut découvrir **ce que signifie suivre Jésus ici et maintenant**. Cette mission n'est pas seulement appel à sortir de l'esclavage pour aller vers la liberté. Elle est aussi appel à la reconstruction de Jérusalem après les dévastations de Babylone. Elle s'incarnera dans un *message d'espérance concrète pour les pauvres*, spécialement pour les femmes, celles qui portent le plus lourd fardeau de la pauvreté. Elle prendra aussi en compte les fractures causées au sein des familles par la globalisation de l'économie.

Expression de la fidélité à l'Alliance de Dieu et témoignage de la communauté rachetée, la mission requiert aujourd'hui plus que jamais *une pratique de participation* et d'ouverture mutuelle dans son annonce de la venue du Règne de Dieu. A un monde brisé et traumatisé, elle offre la vision de la *réconciliation biblique*, laquelle, tout en soignant la victime, s'occupe aussi de faire advenir la justice. Elle est soutenue par la promesse que toutes choses seront récapitulées en Christ, promesse qui l'emporte sur les idoles et les empires de ce monde.

Que ces questions nous mettent en route et que ces éléments de vision prophétique nous soutiennent dans notre mission, alors que nous nous engageons dans la marche qui nous conduira au Jubilé de l'an 2000 ! Que la méditation incessante sur les défis concrets posés à notre temps, à la lumière de la révélation biblique et des options de nos prédécesseurs dans la foi, nous pousse à approfondir notre analyse et à nous engager avec audace et décision dans le combat missionnaire pour l'économie de Dieu en ce monde.

Édith Bernard

ASSEMBLÉE DU PEUPLE DE DIEU

Du 10 au 14 octobre 1996, le mouvement «Assemblée du Peuple de Dieu» (APD) a célébré sa deuxième rencontre continentale près de Bogota (Colombie). 260 délégués, venus de tout le continent, mais aussi de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie, ont pris part à cette célébration.

les origines du mouvement

En 1992, ne se sentant guère concernés, les populations indigènes, les groupes afro-américains ont, pour une bonne part, boudé la célébration officielle de la «Découverte de l'Amérique». Les évêques d'Amérique Latine se sont bien réunis à Santo Domingo mais le peuple chrétien n'a pas été invité à la préparation de cette conférence. Simultanément, l'espérance suscitée par la chute du Mur de Berlin semblait s'évanouir. Autant de motifs pour se poser la question :

Y avait-il encore quelque part **une espérance pour le peuple**? Ou bien étions-nous inéluctablement livrés aux impératifs du néolibéralisme?

Les forces sociales traditionnelles, qui auraient pu aider le peuple à s'organiser, se sont avérées déficientes. La gauche était paralysée par l'effondrement des régimes communistes et de larges secteurs de l'Église étaient accaparés par le souci d'éviter que la théologie de la libération ne devienne le thème central de Santo Domingo. Par contre, en réaction contre le triomphalisme de la célébration du 5^e Centenaire, on assistait à la montée en puissance d'autres forces sociales: *organisations, peuples, groupes indigènes de tout le continent*.

C'est dans ce contexte que le « peuple de Dieu » s'est doté d'un espace de rencontre avec comme objectif la réflexion à partir de thèmes vitaux: menaces du système libéral contre la vie, questions d'identité, valeurs culturelles, signification théologique de la « conquista » et des années de domination culturelle, politique et religieuse qui ont suivi. Un certain nombre de « communautés de base », différentes organisations pour les droits de l'homme, se sont effectivement rencontrées et ont été à l'origine d'un mouvement qui a noué des relations au plan du continent. Ce mouvement a pris le nom d'« Assemblée du Peuple de Dieu » et a pu organiser une *première rencontre continentale* à Quito (Équateur) en septembre 1992, peu après la rencontre brésilienne des communautés de base et avant la conférence du CELAM à Santo Domingo.

C'est à cette première rencontre que l'accent a été mis sur une « *spiritualité de la vie* » et un engagement dans ce sens. On y a également parlé de « *macro-œcuménisme* » en référence au tout, à la globalité, selon la signification étymologique du terme. Il y avait là, bien sûr, une certaine critique des Églises qui ont parfois réduit l'œcuménisme à la négociation de leurs différents dogmatiques, ce qui semble bien éloigné des problèmes de vie de larges couches de la population d'Amérique Latine.

Remettre l'accent sur la vie et sur « Dieu au-delà de tous les noms », origine et défenseur de la vie, telle est l'orientation spirituelle et théologique de l'APD et le chemin de sa lutte pour la sauvegarde de la vie et la protection du pauvre. Elle invite tous les croyants: *la tâche de défendre la vie est plus importante que les frontières et les différences entre les Églises et les religions*.

la rencontre de Bogota

Le mouvement APD a pris conscience de n'être qu'une minorité dont les relations avec les autres Églises et religions restaient difficiles et que son impact, d'un point de vue religieux, politique et social, n'était pas très fort. Il demeure cependant qu'*un accord existe entre beaucoup de groupes et de mouvements sociaux sur le fait que la Vie doit rester le premier souci et le premier objectif de l'action*, en raison des menaces contre la vie que comporte le renforcement du système néo-libéral à travers le continent.

La dynamique du néolibéralisme est multiforme et le mouvement APD doit travailler dans des contextes divers où tout le monde n'a pas la même priorité. Les « campesinos » insistent sur l'importance vitale pour eux d'avoir accès à leur terre et de réagir contre l'injuste répartition des sols. Il s'agit pour eux non seulement de s'assurer un moyen de production, mais de leur identité culturelle et de leur survie comme peuple. D'autres groupes sociaux, les afro-américains, les femmes, les citadins, insistent sur l'importance de placer la Vie en tant que valeur fondamentale et de considérer les différences culturelles, ethniques, religieuses et sociales non comme des obstacles à l'unité, mais plutôt comme des conditions de sauvegarde des identités. En opposition à la globalisation d'une idole de mort, l'APD proclame la globalisation de la présence dans l'univers du Dieu source de Vie.

La rencontre de Bogota a permis au mouvement de préciser ce qu'il entend par spiritualité macro-œcuménique. « Elle est caractérisée par la maturité et la liberté de chacun dans l'affirmation de son identité quels que soient son sexe, sa culture, sa foi religieuse, sa condition sociale. Elle est écoute contemplative du Dieu de vie qui continue à se révéler et passion pour son projet de libération totale. Elle est ouverture fraternelle à tous les peuples, à leurs cultures et à leurs religions, par le dialogue. Elle est compassion entière et solidarité effective face à toute situation de marginalisation et de mort. Elle est célébration du Dieu de la Vie, de la vie de toute l'humanité, de la beauté du cosmos et de la terre face aux menaces d'aujourd'hui ».

Cristian Tauchner

11^e CONFÉRENCE MISSIONNAIRE MONDIALE

La 11^e Conférence Missionnaire Mondiale s'est tenue à Salvador de Bahia (Brésil) du 24 novembre au 3 décembre 1996. Jamais une conférence missionnaire œcuménique n'avait été aussi représentative des peuples du monde. On y comptait près de 80 nationalités. Les peuples autochtones, avec toute la variété des Indiens d'Amérique latine, étaient présents. Le nombre des femmes a dépassé les 42 % prévus. Au total, sur 638 participants à des titres divers, le nombre des laïcs était équivalent au nombre des clercs, ce qui n'est pas une mince prouesse. Dans son message final, la conférence a précisé la manière dont l'Église doit s'engager aujourd'hui dans la mission au sein des différentes cultures. Voici quelques extraits de ce message.

– « a) L'Église doit s'attacher fermement à ces deux réalités: ce qui la distingue de la culture où elle vit, et son engagement dans cette culture. De cette manière,

l'Évangile ne pourra jamais devenir captif d'une culture donnée ni étranger à elle ; l'un et l'autre s'interpellent et s'éclairent mutuellement.

– b) Nous sommes bien conscients que pour faire un tel travail missionnaire aujourd'hui, les chrétiens doivent avoir, plus que jamais peut-être, une compréhension claire de ce que Dieu accomplit dans l'histoire par Jésus Christ. A cet égard, nous avons compris ce que Dieu exige des personnes, des communautés et des structures. Le témoignage biblique est notre point de départ et notre référence pour la mission ; il nous donne le sens de notre propre identité.

– c) Nous croyons que nous devons constamment rechercher l'illumination de l'Esprit Saint afin qu'il nous aide à mieux discerner là où l'Évangile interpelle, étaye ou transforme telle ou telle culture.

– d) Nous croyons que la catholicité d'une Église est renforcée par la qualité des relations qu'elle entretient avec les Églises d'autres traditions et d'autres cultures. Cela a des conséquences pour la mission et l'évangélisation et exige que nous fassions preuve de respect et de sensibilité envers les Églises déjà établies en un lieu donné.

L'esprit de concurrence est le plus sûr moyen de saper la mission chrétienne. De même, une forme d'évangélisation agressive, qui ne respecte pas la culture d'un peuple, ne reflète guère l'amour gratuit et l'appel contenus dans l'Évangile.

– e) Les communautés paroissiales sont appelées à être des lieux d'espérance et des espaces de sécurité et de confiance dans lesquels les personnes de toutes cultures peuvent être accueillies et reconnues, en signe de l'amour sans exclusive de Dieu. Au fur et à mesure que ces communautés croissent en diversité, il importe qu'elles s'ouvrent à tous les groupes culturels qui constituent la collectivité, sans oublier les personnes déracinées, marginalisées et méprisées (...).

– f) De modestes initiatives, qui nécessitent audace et courage, peuvent renverser les barrières et créer de nouvelles relations. De telles initiatives sont à la portée de chacun. Elles peuvent être le 'miracle' qui change l'image qu'une Église ou une communauté ont d'elles-mêmes et fait jaillir la vie nouvelle donnée par Dieu.»

25^e ANNIVERSAIRE DU SUAM

Le SUAM (Segretariato Unitario di Animazione Missionaria) célébrait cette année son 25^e anniversaire. Il organisait un colloque à Rocca di Papa sur le thème : « *Des christologies se rencontrent* ». Quatre-vingts missionnaires, hommes et femmes, consacrés et laïcs, ont écouté les intervenants avec beaucoup d'attention, ont partagé leurs expériences, leurs réactions, ont célébré le

Seigneur qui ne cesse de les envoyer. Bref, ils ont vécu une grande expérience de fraternité missionnaire à tous les niveaux.

Les christologies de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine développent chacune des caractéristiques culturelles locales qui permettent aux communautés chrétiennes d'exprimer aujourd'hui le Mystère du Christ. Les différents exposés nous ont fait vibrer d'espérance: la Bonne Nouvelle s'enracine dans les différents continents et s'exprime dans des comportements, des célébrations, des récits issus de la contextualisation du Kérygme. L'essentiel est certainement de leur laisser l'espace pour grandir, pour se rencontrer, se purifier, s'affiner au contact à la fois de la tradition chrétienne et du vécu des communautés. La tentation de les confronter directement aux conclusions du Concile du Calcédoine risque de ne pas permettre à de jeunes pousses de prendre la vigueur qui les accrédi-tera dans le monde chrétien.

Le dernier jour, les participants se sont posé la question: «Qu'est-ce que cela inclut pour l'animation missionnaire en Italie?». Une Italie où toutes les races qui sont sous le ciel se croisent de plus en plus et où un colloque comme celui-ci venait bien à point pour faire grandir l'ouverture mutuelle entre les continents et entre les Églises.

Alex Gillet

50^e ANNIVERSAIRE DE L'A.M.M.

L'Association Médicale Missionnaire est née en 1946, sous l'égide des Facultés Catholique de Lyon et de l'Hôpital Saint Joseph. Elle se donnait pour but une initiation médicale de base adaptée au rôle que les missionnaires étaient appelés à jouer dans le domaine des soins élémentaires et des circonstances d'urgence. A la même époque, était fondée la Clinique du St Rédempteur, léproserie placée sous le patronage des Œuvres Pontificales Missionnaires.

Aujourd'hui, la clinique a fermé ses portes, mais l'AMM continue son oeuvre de formation d'agents de santé et d'aide aux services de santé autochtones en complémentarité avec de nombreuses autres ONG.

A l'occasion de la célébration de son cinquantième anniversaire, l'AMM envisage d'organiser en Septembre 1998 un colloque international pour que des missionnaires chrétiens de tous pays et des théologiens puissent témoigner, échanger et réfléchir sur le thème de la Mission et des soins. Spiritus est heureux d'être invité à s'associer à la préparation de ce colloque.

Pierre Laurent

COLLOQUE DE MISSIOLOGIE AU NIGERIA

PRIORITÉS DE LA MISSION EN AFRIQUE

Le théologat international spiritain d'Enugu, au Nigeria, a organisé un Colloque intercontinental du 11 au 17 novembre 1996, sur le thème : « Vers des priorités de la mission en Afrique ». Les participants, 70 en tout, venant d'Amérique du Nord et du Sud, d'Europe et surtout d'Afrique, étaient invités en raison de leur expérience ou de leur compétence au plan de la mission et leur connaissance des réalités africaines. Le Colloque voulait répondre au souhait du Synode pour l'Afrique : « la situation concrète de l'Afrique » devrait aider « à préciser les priorités pastorales et missionnaires » pour le continent (Proposition finale, 2).

situations qui interpellent la mission

Les témoignages et les interventions des premiers jours se rapportaient à des situations particulièrement interpellantes pour la mission en Afrique. Ces données ont servi de point de départ à la réflexion en ateliers d'où des priorités ont émergé. Citons l'un ou l'autre de ces témoignages parmi d'autres.

– *Relations et conflits inter-ethniques.* Madame Antoinette Balihe, réfugiée rwandaise et économiste, nous a fait toucher du doigt la complexité du drame rwandais, en retraçant *l'histoire* des relations entre Tutsi, Hutus et Twa et l'impact des influences extérieures. Parmi les solutions possibles, elle a souligné avant tout la *réconciliation* des Rwandais entre eux.

– *Expériences mystiques oppressives. Sorcellerie.* Face à ces phénomènes très répandus, Éric de Rosny a explicité son approche « holistique » et intitulé son témoignage : « *Pour un ministère du regard* ».

– *Oppression économique et politique.* Après avoir analysé diverses formes d'oppression, sœur Maura Brown a insisté sur la nécessité d'avoir *des structures fortes et des réseaux de solidarité* pour être efficace.

– *L'Afrique de la diaspora.* Il y a 75 à 80 millions de noirs au Brésil (A. da Silva). Un ensemble de témoignages a fait ressortir la présence de l'Africain sur la scène mondiale et sa contribution à l'humanité.

– Autres points abordés : les relations et les conflits interreligieux ; l'émergence de signes d'espérance ; les missionnaires, victimes de la violence. A ces témoignages il convient de joindre l'intervention de Kosuke Koyama pour qui le missionnaire est « *l'étranger prophétique* » ; celle de Mgr Tshibangu sur « *Tendances actuelles et tâches prioritaires de la mission de l'Église en Afrique* », etc.

Pour une revue comme Spiritus, la contribution de François Kabasele sur « **Les apports de l'Afrique à la mission chrétienne** » est particulièrement intéressante. Il a développé sa pensée autour de trois mots clefs : *culture, liberté et oecuménisme*. Concernant la culture, il affirme : « *Les idées maîtresses à maintenir sont la proclamation de l'homme comme chemin de Dieu, route de*

l'Église, chemin obligé pour rencontrer Dieu; la nécessité pour la foi de s'inculturer; et enfin, le souci du salut intégral de l'homme dans une pastorale de la promotion humaine ».

priorités proposées

La réflexion sur ces diverses situations a permis aux ateliers de dégager un certain nombre d'orientations, de stratégies et de priorités pour la mission. L'introduction de ce document est significative: «*La mission en Afrique et dans la diaspora africaine doit développer et soutenir la vie des peuples africains dans toutes ses dimensions. Elle doit viser à ce que les Africains deviennent sujets de leur propre histoire, en les rendant solidaires partout dans le monde, et en prenant des initiatives orientées vers la vie*».

Trois priorités ont nettement émergé; elles donnent des indications sur une orientation possible de la mission en Afrique. Les deux premières concernent surtout l'action pour la justice sociale.

1 – Nous sommes appelés à accomplir **la mission prophétique de l'Église** en ayant une bonne représentation de l'Afrique là où se prennent les décisions politiques et économiques; en identifiant les injustices et en luttant pour les éliminer. Que l'Église soit promotrice de la justice et des valeurs humaines fondamentales et devienne une communauté prophétique qui lutte contre la violence en incarnant l'éthique de non-violence apprise du Christ. Que le missionnaire soit perçu comme «*un étranger prophétique*» qui oeuvre pour la promotion de la dignité humaine en opposition à la culture d'injustice dominante.

2 – Nous sommes appelés à devenir des **agents de réconciliation**, en identifiant les situations où cette réconciliation s'avère nécessaire et en cherchant à la réaliser en profondeur et sans relâche. Que le sacrement de réconciliation soit développé comme processus de guérison de la mémoire, avec une forte dimension sociale.

3 – Il nous faut trouver les moyens de développer chez les gens **la confiance en eux-mêmes**, surtout au niveau de la base; chercher ainsi à nous définir nous-mêmes au lieu de nous laisser définir par d'autres et devenir sujets et agents de notre propre libération politique et économique. Un moyen pour travailler en ce sens est d'encourager les gens à développer la participation afin de contrôler tout le processus de libération.

en conclusion

Le risque a été pris d'organiser un Colloque intercontinental malgré des conditions difficiles. Cette rencontre est un signe modeste que l'Afrique est capable de développer sa propre recherche sur la mission. Les autres continents ont répondu à l'invitation et participé à cette recherche. Des relations se tissent, des projets se formulent au niveau de l'Afrique et avec les autres continents.

Joseph Gross

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

« They are a target » 200 African priests killed

par Neno Contran

« Quand un missionnaire expatrié est assassiné, les media en parlent; quand il s'agit d'un prêtre africain, l'événement est bien souvent ignoré ». Cette phrase du cardinal Gantin justifie la rédaction et la parution de ce livre. L'auteur y a rassemblé les noms de 200 prêtres de seize pays différents d'Afrique qui, dans des circonstances assez semblables sur le fond, ont donné leur vie pour le Royaume. La liste des 103 prêtres rwandais, tous massacrés en 1994, ainsi que les circonstances de ces tueries, est particulièrement impressionnante. Une sorte de martyrologe avant la lettre pour que la mémoire ne se perde pas.

Alex Gillet

Paulines publications Africa, 1996, 206 p.

« The Conscience of Society » The social teaching of the Catholic Bishops of Kenya (1960-1995)

par Rodrigo Mejia, sj

« L'Église est la conscience de la société et, aujourd'hui, la société a besoin d'une conscience. Ne craignez pas de parler ». Ce livre met en exergue ces paroles du Président Jomo Kenyatta s'adressant aux évêques du Kenya lors de leur Assemblée plénière de juillet 1976. Sans prétendre être exhaustif, l'éditeur présente 13 documents des évêques de ce pays écrits en des circonstances diverses, mais tous au caractère social très marqué. Chaque lettre pastorale est précédée d'une introduction qui en donne le contexte et d'un bref résumé. A la fin, quelques questions peuvent orienter la réflexion de petits groupes. Souvent éditées en petites brochures qu'il est bien difficile de trouver toutes ensemble, ces

documents sont rassemblés en un seul volume et livrés aux investigations d'éventuels chercheurs. Un premier appendice cite tous les documents des évêques kenyans publiés depuis 1960 et actuellement accessibles. Un deuxième rappelle les grands moments de l'histoire du Kenya et un troisième ceux de l'évangélisation de ce pays. Une courte bibliographie anglophone sur l'enseignement social de l'Église et une liste d'adresses utiles clôturent le livre.

Alex Gillet

Paulines Publications Africa, 1995, 240 p.

Mémoire spiritaine. Histoire – Mission – Spiritualité

Sous ce titre une revue semestrielle vient de naître, publiée par la Congrégation du Saint-Esprit (30, rue Lhomond, 75005 Paris), sous la direction de Paul Coulon aidé d'un Conseil de rédaction d'une quarantaine de membres: spiritains ayant le souci de l'histoire et universitaires spécialistes de l'histoire des missions. Des contributions sont en effet demandées non seulement aux chercheurs spiritains, mais aussi à des chercheurs extérieurs à la Congrégation.

Se situant ainsi résolument sur le terrain de l'histoire spiritaine, la revue entend présenter la pensée missionnaire, la théologie de la mission, la spiritualité, les mentalités des agents de la mission, en tenant compte aussi bien des missionnés que des missionnants, autant de la réception que de l'annonce: une histoire ayant valeur théologique. Mettant en valeur l'expérience religieuse et la vie vécue devant Dieu de croyants et de communautés chrétiennes, elle tente d'y saisir le déploiement temporel du mystère du Christ.

Chaque livraison de la revue est construite suivant un plan fixe;

I – Autour des fondateurs: tous les fondateurs et fondatrices issus de l'effervescente souche spiritaine, en divers continents et à diverses époques;

II – La mission spiritaine dans l'histoire: avec le propos d'offrir une chance de publication à des auteurs africains, notamment aux spiritains des Fondations et des nouvelles Provinces;

III – *Documents*: ceux d'importance particulière pour l'histoire spiritaine, donnés in extenso si possible;

IV – *Chroniques et commentaires*: sur des sujets plus divers, mais toujours en rapport avec la Congrégation du Saint-Esprit; le tout encadré par un *Éditorial* et des *Recensions*.

Fournir un instrument de travail pour la mise en valeur d'un patrimoine: les trois premières parutions (1995 et 1er semestre 1996) répondent à cet objectif en des articles parfaitement documentés sur Poullart des Places (xviii^e siècle), Libermann et Anne-Marie Javouhey, fondatrice des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny (XIX^e siècle), Eugène Caps, fondatrice des Sœurs Missionnaires du Saint-Esprit (XX^e siècle), les débuts de l'évangélisation au Gabon, la première ordination à Kinshasa; des documents clés comme la Lettre apostolique de Grégoire XVI *In Supremo Apostolus* pour détourner du commerce des Nègres (1839), l'Instruction de la Propagande *Neminem Profecto* sur le clergé indigène (1845), les sources historiques du Mémoire de Libermann à la Propagande (1846).

En ses trois premiers numéros se vérifient déjà l'intérêt d'une telle revue et le bien fondé de la conviction qui la sous-tend: «Nous voulons faire mémoire de trois siècles d'histoire missionnaire et offrir un instrument de publication qui encourage les études historiques sur la Congrégation du Saint-Esprit et sur les Églises issues de son activité et qui permette la diffusion de ces études... L'histoire prépare l'avenir quand elle donne des racines au présent».

Élisabeth Germain

Classic Texts in Mission and World Christianity. A Reader's Companion to David Bosch's Transforming Mission

par Norman E. Thomas

Même si le titre du livre indique que la collection des textes de Norman Thomas se veut être un complément de l'ouvrage «Mission qui change, évolution des modèles dans la théologie de la Mission», 1991 (cf. *Spiritus* 1992, n° 127, pp. 233-242) de David Bosch, il a aussi sa valeur en lui-même en tant que collection de textes de base ayant trait à la Mission et à la relation monde-christianisme.

Norman Thomas y fait aussi entrer des textes d'auteurs africains, asiatiques et latino-américains et de femmes. Cependant il ne prend pas en considération la grande période de la mission des Jésuites: Alessandro Valignano (1539-1606), Matteo Ricci (1552-1610), Henrique Henriques (1520-1600), Roberto de Nobili (1577-1656), Alexandre de Rhodes (1593-1600) et de bien d'autres.

L'auteur propose 180 extraits de documents de base concernant la missiologie allant du 11^e siècle à nos jours. Ces textes sont présentés par thèmes en 17 chapitres qui sont répartis en deux parties: les modèles historiques de la Mission (les quatre premiers chapitres, pp. 3 à 77) et les modèles actuels de la Mission (pp. 81 à 322). Un index de citations bibliques, une table des matières et une liste de noms permet une meilleure utilisation du livre par les professeurs et les étudiants aussi bien que par les missionnaires. L'auteur introduit brièvement chaque chapitre par un texte d'une ou deux pages qui le situe dans son contexte et sa visée. C'est d'autant plus important qu'il s'agit, la plupart du temps, de courts extraits.

On peut regretter l'absence de certains textes importants de l'Église catholique et des Églises orthodoxes du 20^e siècle. Certains textes pourraient aussi être remplacés par d'autres. Une nouvelle édition devrait signaler les textes majeurs parus depuis le Concile Vatican II comme la Lettre *Evangelii Nuntiandi* (1975). Ces remarques et ces critiques ne portent aucunement ombrage à la valeur, à l'utilité et à la nécessité de cette collection de textes pour l'étude de la Mission.

*Horst Rzepkowski*¹

Orbis Books, Maryknoll, 1995, 346 p.

Mestizo Christianity. Theology from the Latino-Perspective

par Arturo J. Banuelas

Pour situer ce livre dans un contexte plus large, je voudrais faire référence à deux périodes: la célébration des 500 ans d'évangélisation, il y a quelques années, a conduit à

^{1/} Horst Rzepkowski est décédé en octobre 1996.

valoriser hautement les indigènes et, à un degré moindre, les noirs, ainsi que leurs problèmes et leur contribution en de nombreux domaines, entre autres la théologie. Mais on a pu aussi remarquer que les métis n'ont pas de «patrie»: ils ne se reconnaissent pas comme indigènes et ils ne peuvent pas non plus se dire blancs, de sorte qu'ils se situent en dehors des schémas «purs».

D'autre part, le développement de la théologie de la libération a conduit à la nécessité d'analyser plus à fond certains facteurs importants de la vie des pauvres dont on ne tenait pas tellement compte avant. Parmi ces facteurs, il y a les questions du genre et des cultures.

Dans ce contexte, ce livre «Mestizo Christianity» est très intéressant. Regroupant les premiers essais d'une théologie qui prend sa source chez les métis latinos aux États-Unis, il est une introduction stimulante à une thématique nouvelle et se présente comme l'acte de naissance d'une nouvelle théologie.

L'inspiration fondamentale est la valorisation des Latinos des États-Unis. V. Elizondo présente ce problème dans le premier article: Le Latino, le métis aux États-Unis vivait et vit encore ce problème: depuis le temps de la conquête, on le déconsidère et il se déconsidère lui-même du fait de son héritage dévalorisé et parce qu'il ne peut pas accéder à la culture et à la position dominantes. Mais, à partir du moment où les Latinos commencent à se voir comme appartenant à une culture qui a sa valeur propre, ils peuvent aussi entreprendre de construire dans l'Église une identité originale.

On peut regrouper sous divers thèmes les 14 articles rassemblés ici.

1) *L'identité du Latino et du métis aux États-Unis.* La description de leur culture met en évidence le rôle de la religiosité populaire des Latinos. Cette religiosité, d'origine catholique, définit l'identité de tous les Latinos, y compris des protestants. Les diverses explications données par quelques auteurs sur la Vierge de Guadalupe (dont des protestants) témoignent de cette identité. On découvre, en même temps, que cette même religiosité populaire peut devenir un axe fondamental pour la pastorale et pour l'élaboration de la théologie latino-américaine. D'autre part, les auteurs répètent avec insistance que les Latinos, aux États-Unis, ne forment pas un seul bloc, mais que, sous cette dénomination que les autres leur donnent, il convient de distinguer différents groupes et traditions (Hispanos intégrés au temps des immigrants de Porto-Rico, des Caraïbes). Cette par-

tie s'achève par une revue et une présentation par l'éditeur des auteurs, hommes et femmes, les plus significatifs en ce domaine.

2) Dès qu'on met en relief le rôle de la religiosité populaire, on introduit déjà des considérations en vue d'une *méthode théologique*. Il ne s'agit pas de traduire la théologie de la libération de l'Amérique Latine, car il faut considérer sérieusement l'identité et la situation des Latinos dans le contexte des États-Unis où ils vivent. Cette théologie part de la praxis (un bel article de Goizueta sur ce qu'est la praxis et comment elle est un point de départ pour l'élaboration d'une théologie). Pourtant, il est évident qu'il faut analyser l'articulation de cette théologie particulière avec les postulats d'une théologie «universelle». Fécondes sont les réflexions sur le «sensus fidelium» qui s'exprime dans la religiosité populaire (O. Espin) et sur la nécessité de partir de l'expérience latino-américaine (Garcia), face à la prétention d'un universalisme qui n'est souvent pas autre chose que l'expression de la mentalité et de la praxis conquérantes d'une culture dominante.

3) Les autres articles sont consacrés à *quelques thèmes plus spécifiques* comme celui de l'élaboration d'une théologie à partir de la femme. Un article explore la spiritualité latino-américaine et les possibilités d'un nouvel œcuménisme à partir de l'intérêt commun que catholiques et protestants portent aux marginaux que sont, en fait, les Latinos aux États-Unis. Dix pages de bibliographie présentent tout ce qui s'est écrit sur le sujet depuis 1994.

Comme «Mestizo Christianity» est une collection qui prétend introduire à une nouvelle thématique, il y a évidemment des points sur lesquels on ne sera pas d'accord. C'est sans grande importance. En revanche, on peut voir une faiblesse dans le choix des articles qui datent des années 1990 à 1993 et qui ne reflètent pas les derniers événements.

La lecture de ce livre est d'un grand profit. Pour l'Amérique Latine, le thème d'une théologie à partir du métis est tout-à-fait urgent et une traduction du livre pourra stimuler l'intérêt d'une grande partie de la population latino-américaine. Pour d'autres milieux, sa lecture pourra inciter à élaborer des théologies régionales à partir de groupes et de sociétés particuliers. Il est passionnant d'assister à la naissance d'une théologie nouvelle.

Cristian Tauchner

Orbis Books, New York, 1995, 278 p.

Caminemos con Jesús. Towards a Hispanic/Latino Theology of Accompaniment

par Roberto S. Goizueta

Ce livre, d'une grande densité, est le témoignage personnel de l'auteur : depuis son départ de Cuba, son exil vers les États-Unis, où on l'accueille avec une certaine bonne volonté mais où il vit depuis lors comme en terre étrangère. Dans cette situation d'ambiguïté, Roberto Goizueta mène sa réflexion théologique et cherche un fondement pour une théologie à partir des Hispano-américains vivant aux États-Unis. Reflet de cette ambiguïté, le livre, s'il est écrit en anglais, porte un titre en espagnol.

Cette recherche d'un fondement qui s'impose existentiellement à l'auteur me semble conduire aussi au principal mérite du livre : dans un premier temps, il est nécessaire d'éclairer les concepts. Pour une première approche, Goizueta recourt à ce qui a pu le conduire, lui et d'autres, à cette terre d'« exil » : sa religion populaire, en l'occurrence le catholicisme populaire.

Les fondements et le lieu théologique se construisent à travers la discussion des caractéristiques du milieu. Face à la tradition libérale du Nord qui donne tant d'importance à l'individu, l'auteur insiste sur l'anthropologie hispano-américaine dont il met en évidence la dimension communautaire. Face aux limites du rationnel dans la culture du Nord, il insiste sur la rationalité hispano-américaine de la « praxis » religieuse. Face à l'action qui instrumentalise la personne, il décrit la « praxis » libératrice qui caractérise le catholicisme populaire.

Ces mises au point faites et les différences marquées, le champ reste libre pour l'élaboration d'une théologie hispano-américaine. C'est à partir de l'option pour les pauvres, de la proximité et du partage de vie avec eux et leurs familles, que l'on fait l'expérience de Dieu.

Le caractère de témoignage personnel peut sans doute expliquer que certains lecteurs trouveront des passages difficiles à admettre. Par exemple, tout le monde n'appréciera pas de voir que l'auteur trace une ligne continue depuis la tradition rationaliste qui commence à Kant jusqu'au régime nazi d'Allemagne et à sa détermination de consommer l'Holocauste. Mais dans ces passages, il faut sans doute voir des exagérations visant à faire comprendre plus clairement ce que l'auteur veut expliquer. Le catholicisme populaire des Hispano-améri-

cains vivant aux États-Unis est décrit comme la base sur laquelle peut s'élaborer une théologie hispano-américaine. Dans cette description on note de nombreux traits d'une société rurale qui servent ensuite à poser les bases d'une praxis et d'une théologie de société urbaine. Reste à voir dans quelle mesure l'urbanisation des groupes latino-américains à l'intérieur de la société globale des États-Unis peut se poursuivre sur cette base d'un catholicisme fondamentalement rural.

La valeur du livre de Goizueta réside dans son élaboration des fondements d'un lieu théologique pour une théologie des Hispano-américains. Si l'on accepte les termes de la théorie et de la praxis d'une telle théologie, ce doit être précisément parce que la considération d'une situation particulière et concrète qui aboutit à une théologie et à une praxis proprement hispano-américaine pourrait avoir une valeur universelle et non limitée aux Hispano-américains des États-Unis. Dans cette perspective, le livre aura aussi son intérêt en dehors des États-Unis et du contexte hispano-américain.

Cristian Tauchner

Orbis Books, New York, 1995, 224 p.

Droits de l'homme en Afrique centrale. (Colloque de Yaoundé)

sous la direction de D. Maugeness et de P.G. Pougoué

Ce livre réunit 16 contributions (et les débats qui les ont suivies) données lors du premier colloque organisé en novembre 94 par un groupe de recherche de l'Université catholique d'Afrique centrale, de Yaoundé, sur les Droits de l'homme qui a réuni des juristes, moralistes, philosophes, politologues, anthropologues et sociologues, très majoritairement africains, pour réfléchir à l'origine, l'existence, la signification, la mise en application de ces droits en Afrique centrale (Tchad, Centrafrique, Cameroun et Togo). Du constat, établi d'emblée et souvent répété, de la contradiction entre les textes et les faits, de « la non-consistance du concept des droits de l'homme » dans la région, on est conduit aux questions : les sociétés traditionnelles africaines et leur rationalité renferment-elles les

soubassements de cette expression moderne du droit de la personne? En particulier, à son fondement, une conception de la relation à l'autre qui le considère et le respecte précisément comme autre?

Et comme il semble bien que les droits de l'homme impliquent le droit des citoyens face au pouvoir exercé sur eux, on notera l'exigence posée par cette notion de l'état de droit et de la démocratie, et la relation intime entre ces deux derniers. On examinera longuement ce qui manque aux États africains, tant sur le plan culturel, politique que juridictionnel, pour être en mesure de respecter et de protéger ces droits chez eux.

La «Charte africaine des droits de l'homme et des peuples» attire particulièrement l'attention sur le droit au développement. Le colloque y réfléchit: origine, contenu, rapport avec les droits de l'homme, conditions d'application, etc. abordant au passage la question des droits de l'homme dans l'aide au développement.

En matière de conclusion, quelques chapitres denses et de qualité pour réfléchir encore à la «fondamentalité» des droits de l'homme: existe-t-il un «noyau dur» de ces droits et quel est-il? Comment le penser et le repérer en évitant le piège d'une hiérarchisation des droits? Comment peut-on les dire et les vouloir universels dans un monde où la pluralité culturelle impose une diversité indépassable dans l'approche de l'homme?

Un ouvrage fort sérieux et abordable sur un sujet d'actualité qui a son poids pour le présent et pour l'avenir.

Daniel Mellier

UCAC-Karthala, 1996, 283 p.

La charte africaine des droits de l'homme et des peuples

par Valère Eteka Yemet

Le titre dit bien l'objet de ce livre: examiner, en juriste, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée en 1981 et entrée en vigueur en 1986. S'agissant de droits de l'homme, cette charte renvoie d'abord aux sources internationales, à savoir la «Déclaration universelle des droits de l'homme» (1948) et la «Charte internationale des droits de

l'homme» (1966) de l'ONU. Elle est aussi un effort de régionalisation de ce droit, appliqué à l'Afrique, comme il y en eut d'autres pour l'Europe ou pour l'Amérique. Il s'agit d'une étude comparative, faite en regard de ces instruments que nous livre l'auteur, s'attachant à montrer d'une manière détaillée:

I – L'héritage normatif universel et régional de la charte africaine. Celui-ci est évident, mais il n'est pas une pure copie. Il manifeste des différences, sous forme de silences (à l'égard de la servitude ou de la loi dans le droit à la vie), de flou dans l'expression (l'expulsion des étrangers), ou de précisions supplémentaires (intégrité de la personne, devoirs des individus). Il présente aussi des lacunes vis-à-vis de certains droits.

II – Les spécificités formelles ou normatives. Sur la forme, on notera l'association, dans un même document, des droits de l'homme et des peuples, des droits civils et politiques, et économiques, sociaux et culturels. Sur le fond, signalons le droit des peuples à l'existence, à la libération, au développement, à l'égalité; le droit de l'individu et des collectivités; non seulement les droits, mais aussi les devoirs. Autant de preuves que cette charte ne s'est pas seulement inspirée de principes généraux, mais aussi des réalités concrètes de son histoire et de sa culture, ce en quoi elle participe réellement au développement du droit international.

III – Les mesures de mise en œuvre, d'une part la commission africaine des droits de l'homme et des peuples, système institutionnel permettant le contrôle international de l'application de la charte. D'autre part le statut juridique de cette commission dans le droit interne des États signataires: l'emporte-t-elle sur ce dernier ou est-elle subordonnée à lui? On voit l'importance de cette question pour son applicabilité.

Dans sa conclusion, l'auteur se risque à des jugements, en général sévères: «*En dépit du fait qu'elle s'inscrit entre l'universalisme et le régionalisme, entre la modernité et la tradition, la charte africaine est techniquement pauvre; elle laisse à certains endroits l'impression de travail fait à la hâte (...). Il est concevable qu'un instrument régional ajoute des droits au catalogue universel des droits de l'homme, mais il est tout à fait incompréhensible qu'il en retranche (...). Les chances de réussite de la Charte africaine sont réduites*». Parmi les raisons avancées, notons surtout la prépondérance de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement, et la tutelle du

Secrétaire général de l'OUA sur la Commission africaine, et l'absence de sanction du système institutionnel, qui fait de celui-ci plus une instance «*d'étude approfondie*» des cas soumis que de défense efficace des victimes.

Le plan ordonné et détaillé, se reflétant dans la table des matières, et les nombreux textes juridiques en annexe, font de cet ouvrage une véritable somme sur la question, finalement lisible et consultable.

Daniel Mellier

L'Harmattan, 1996, 476 p.

Ecrits spirituels

par Louis Joseph Lebret

En une vingtaine de pages d'introduction, J. Cl. Lavigne, qui a choisi les textes de ce petit ouvrage, présente l'itinéraire de Louis Joseph Lebret (1897-1966), de l'École Navale au don de soi pour le «développement de tous les hommes et de tout l'homme».

A l'écoute du Seigneur, il se laisse conduire à travers des chocs successifs: découverte de la pauvreté du marin, de la pauvreté du Tiers-Monde, de l'ouverture de l'Église au monde. Interpellé par les paraboles du Bon Samaritain et du pauvre Lazare, il sera un homme d'«agir». Ces écrits spirituels nous disent la source d'où jaillit son action au service de l'homme.

La table des matières nous dit la richesse de cette source jaillissante sans laquelle l'œuvre de L.J. Lebret eut été impossible. Qu'il nous suffise de citer quelques idées fortes, souhaitant qu'elles conduisent à une lecture plus approfondie.

Le dynamisme de la Bonne Nouvelle s'éteint car l'homme a peur de perdre et peur de se perdre. Il nous faut redécouvrir le dynamisme de l'Église militante dans le combat de la vie et en témoigner ensemble. Le spirituel n'est pas désincarnation car le Seigneur est venu dans la chair pour «sauver ce qui était perdu».

Le Christ est l'Homme à notre tête. Il est notre Tête qui pense et fait agir. Il faut toujours être avec l'Église et ne jamais accepter de s'en séparer ou de s'en désolidariser (p. 43). La liturgie est l'acte suprême, le dernier effort

collectif des hommes, dans l'offrande universelle de la nature (p. 146). Elle est «l'achèvement du monde» (p. 147). La vie divine est la plus haute des valeurs qui puissent être dans l'homme.

Pour L.J. Lebret, le développement n'est pas une fin en soi. C'est une marche, nécessaire et vitale, vers la dignité de l'homme. Il s'achève dans la vie de Dieu.

Maurice Rambourg

Éd. de l'Atelier, 1996, «Foi vivante» 170 p.

Qu'est-ce que l'islam ?

par Alili Rochdy

C'est un historien qui nous offre, sous ce titre, une initiation aux grandes lignes de l'Islam classique et actuel. Successivement, l'auteur raconte l'histoire des débuts de l'Islam; il nous explique les sources principales de la doctrine musulmane et les pratiques principales qui incombent au croyant. Un bref retour à l'histoire lui est nécessaire pour expliquer le pourquoi des divisions confessionnelles actuelles entre chiites et sunnites. On appréciera la description du grand courant mystique qui a irrigué l'Islam médiéval dont les confréries sont les héritières les plus connues. Très clairement, l'auteur nous entraîne ensuite dans le dédale des écoles théologiques et philosophiques qui ont tant marqué la pensée classique de l'Islam et de l'Europe du Moyen Âge. La dernière partie nous offre un inventaire très éclairant de tous les courants actuels, dans leurs avancées et leurs raidissements. On y trouvera ainsi une clé pour comprendre la grande crise de l'Islam moderne.

Le style est sobre et la présentation rigoureuse, sans ambiguïté ni intention apologétique. On peut, cependant, regretter deux omissions importantes: une description de la Cité politique islamique avec sa propension à créer des cités commerçantes et des foyers de culture, ses milieux scientifiques, ses clivages sociaux (élites, esclaves), sa police des marchés et des mœurs, etc.; et la position de l'Islam classique face aux non-musulmans et aux dissidents que le statut de «protégés», pour les uns, ou «d'hérétiques» voire «d'apostats», pour les autres, a exposés à la violence

populaire parfois, à la marginalisation et au mépris toujours. Cet oubli est d'autant plus étonnant que les mouvements radicaux décrits dans la dernière partie ont pour projet de rétablir cette société qu'ils estiment idéale.

Tel qu'il est, le livre se recommande au lecteur musulman désireux de bien discerner l'essentiel de sa foi. Le non-musulman, à condition de franchir l'obstacle du fréquent usage de mots arabes, y puisera une meilleure compréhension de la cohérence du message islamique.

Jean-Marie Gaudeul

La Découverte, Paris, 1996, 367 p.

Lettres et messages d'Algérie

par Pierre Claverie

Introduit par une préface de Vincent Cosmao, ce volume rassemble une série de documents écrits par Pierre Claverie, évêque d'Oran, assassiné par des extrémistes en juillet 1996. A vrai dire, on y trouve aussi quelques textes qui émanent de la conférence épiscopale d'Afrique du Nord ou des évêques d'Algérie. Ces documents sont souvent des messages publiés originellement dans le Lien du diocèse d'Oran. Ils s'étalent sur une période assez longue, de 1988 à 1995. Leur lecture par ordre chronologique nous permet de suivre les événements qui ont conduit l'Algérie à la crise actuelle. Mais le regard qui se porte sur cette actualité n'est pas celui d'un chroniqueur ou d'un journaliste, c'est celui d'un homme de foi qui s'inquiète de tout ce qui peut favoriser ou ruiner le respect mutuel, l'ouverture à l'autre, la foi et l'espérance en Dieu dans cette société où l'immense majorité de la population est musulmane mais où subsiste, à son service, une petite communauté chrétienne dont il est le pasteur.

Inlassablement, il analyse le drame de cette population en quête de son identité, tentée par la fermeture sur soi, l'évasion dans le rêve d'une pureté idéologique sans faille ou la nostalgie d'un passé que l'on imagine sans ombres ni faiblesses. Humblement, le théologien qu'il est, appelle ses lecteurs à vivre dans le réalisme du quotidien où se joue la rencontre de «l'autre» sans laquelle il n'est pas possible de mûrir humainement. Malgré

leurs différences, ou à cause d'elles, les humains se découvrent compagnons de route, partageant le même destin. Le refus de la différence condamnerait toutes les sociétés à sombrer dans le chaos et des atrocités semblables à celles qui ensanglantent l'ex-Yougoslavie ou l'Afrique centrale.

La crise algérienne, en effet, témoigne de la lutte acharnée que se livrent deux conceptions antagonistes de l'Islam. L'une, qui voudrait retourner à l'uniformité de croyance et de conduite, combat la diversité et la tolérance que l'autre courant considère comme un principe de base de l'Islam authentique. Dans ce contexte, l'existence du «croyant différent» – la minuscule Église d'Algérie – prend valeur de symbole. C'est le pluralisme qui est ainsi en jeu.

Le témoignage de Pierre Claverie n'en prend que plus d'importance. Avec tant d'autres voix de cette Église d'Algérie, il profite de toutes les occasions pour expliquer le véritable enjeu des luttes actuelles. Ce n'est pas le chrétien qu'il s'agit de défendre contre l'Islam, ni l'Islam contre l'Occident, c'est l'Homme qu'il faut défendre ensemble – chrétiens et musulmans – contre les démons qui nous habitent: l'intolérance, la violence, le mépris de l'autre.

A bien des reprises, ces dernières années, avant même ce déchaînement actuel de la violence, le christianisme a été pris pour cible par des émissions de télévision ou des articles de journaux où la foi des chrétiens était ridiculisée et leur conduite caricaturée. Pierre Claverie répond à ces attaques avec la finesse et le franc-parler qui le caractérisent: oui, les aberrations attribuées aux chrétiens par ces auteurs sont des déviations graves du comportement humain et l'on a bien raison de les combattre, tant chez les chrétiens que chez les musulmans. Tous sont exposés à tomber dans ces travers, l'Histoire le prouve. Ils ont existé dans l'Islam comme dans le christianisme. Il est donc essentiel qu'on abandonne toute condamnation partisane, tout mépris gratuit de l'autre pour adopter une démarche commune et s'entraider à purifier ensemble nos cœurs et nos attitudes. Vu sous cet angle, le message que nous lègue l'auteur s'avère valable pour bien d'autres situations que celle de l'Algérie.

Jean-Marie Gaudeul

Karthala, Paris, 1996, 222 p.

Sept vies pour Dieu et pour l'Algérie

Collectif (présentation par B. Chenu)

Cet ouvrage est une collection d'écrits très divers permettant de mieux cerner le sens de la vie et de la mort des sept moines trappistes de Tibhirine assassinés en Algérie le 21 mai 1996. Dans son introduction, B. Chenu, rédacteur en chef du journal *La Croix*, dresse un portrait de la communauté et de chacun des sept moines. Puis vient la partie la plus abondante de ce livre: des homélies prononcées par les moines, en particulier par le prieur Christian de Chergé, des rapports ou comptes-rendus adressés aux autorités de l'Ordre, des témoignages et des lettres, des extraits de circulaires envoyées par les moines à leurs amis, etc.

Grâce à tous ces documents, se dégage peu à peu une vision plus précise de l'état d'esprit du groupe, de la qualité des contacts qu'ils entretenaient avec leurs visiteurs chrétiens ou musulmans, de la fraternité qu'ils vivaient en particulier avec un courant de spirituels musulmans. Au fil des ans, on voit se poser la question de l'attitude à adopter devant la guerre civile qui déchire le pays et les menaces que font peser sur eux les «frères de la montagne» qui, finalement, les ont enlevés et égorgés. On remarquera la densité de certains de ces documents, notamment ceux qui témoignent de la façon dont se prend la décision de rester coûte que coûte par fidélité aux amis musulmans, et le testament qu'écrit alors Christian de Chergé en prévision de son assassinat possible.

Tout commentaire de ces écrits ne saurait qu'ajouter un verbiage inutile à des textes porteurs d'une telle profondeur spirituelle et humaine. A lire et à méditer.

Jean-Marie Gaudeul

Bayard/Centurion, 1996, 254 p.

Pluralisme et laïcité – Chrétiens et musulmans proposent

par le G.R.I.C.

Le Groupe de Recherche Islamo-Chrétien existe depuis 1977 et se compose d'universi-

taires, chrétiens et musulmans, se réunissant en France, en Belgique, au Maroc ou en Tunisie. Désireux d'avancer ensemble aussi loin qu'ils le peuvent, dans le respect de leurs différences, ils ont déjà publié, dans le passé, le résultat de leurs recherches. Nous avons ainsi vu successivement: *Ces Ecritures qui nous questionnent: la Bible et le Coran* (Centurion, Paris, 1987, 159 pp.), puis *Foi et justice – Un défi pour le Christianisme et pour l'Islam* (Centurion, Paris, 1993, 325 p.). A la lumière des débats qui agitent actuellement toutes les sociétés du monde, et spécialement les pays musulmans, on comprendra l'importance du sujet qui est ainsi proposé à notre réflexion. L'intitulé des différents chapitres qui composent cet ouvrage en expliquera le contenu mieux que tout commentaire.

1. *La sécularisation dans les sociétés arabomusulmanes modernes* (Abdelmajid Charfi)
 2. *La sécularisation comme idéologie et comme utopie dans le Christianisme contemporain* (Claude Geffré)
 3. *L'homme et le monde au regard de la foi: essai de présentation commune aux chrétiens et aux musulmans* (Robert Caspar)
 4. *Histoire de la sécularisation en Occident* (Jean-Paul Gabus)
 5. *Brève histoire des pouvoirs en Islam: les jeux du profane et du religieux* (Saâd Ghrab)
 6. *Islam et laïcité dans les constitutions (Maghreb, Afrique subsaharienne)* (Jeanne Ladjili)
 7. *La sécularisation du droit au Maroc: illusion ou réalité?* (Omar Azziman)
 8. *La Laïcité vécue au Sénégal* (Saliou Kandji et Maximilien Sagna)
 9. *Réflexions sur le rôle de la mosquée en société sécularisée* (Michel Serain)
 10. *L'Église et l'État dans l'Europe contemporaine* (Asma Larif-Béatrix)
 11. *Pour une théologie chrétienne du monde sécularisé: quelques perspectives récentes* (Robert Caspar)
 12. *État et religion dans le débat actuel: Islamisme ou «voie moyenne»?* (Hmida Ennaifer)
 13. *La sécularisation: problèmes et enjeux* (Asma Larif-Béatrix)
 14. *Métamorphoses du sacré* (Jean Lambert)
- Le livre se termine sur une série de propositions et de positions communes aux membres chrétiens et musulmans du GRIC: sécularisation, religions, société civile, voies du pluralisme religieux aujourd'hui, rôle de la société

civile, responsabilité des communautés de croyants.

Bien que différents, l'islam et le christianisme nous apparaissent finalement comme également confrontés à la pensée moderne qui leur donne une nouvelle façon de comprendre leurs révélations respectives et le rôle de l'interprétation dans chacune de ces traditions. On ne saurait trop recommander la lecture de ce livre qui nous ouvre des horizons nouveaux dans un domaine vital pour l'intelligence de la foi et de son impact sur la vie en société.

Jean-Marie Gaudeul

Bayard/Centurion, Paris, 1996, 265 p.

Rencontre sur l'autre rive – François d'Assise et les Musulmans

par G. Jeusset

L'auteur, franciscain, a vécu de longues années en milieu musulman africain avant d'être chargé par son Ordre de la coordination de ses relations avec le monde musulman. Tout historique qu'il soit, ce livre plonge ses racines dans le terreau de ces multiples insertions franciscaines en milieu musulman que l'auteur a visitées.

Sous le titre «*Dieu est courtoisie*», il avait déjà abordé, en 1985, un sujet qu'il traite maintenant in extenso. Il s'agit d'un épisode peu connu de la vie de François d'Assise: sa rencontre avec le sultan d'Égypte, en 1219, au cours de la cinquième croisade.

Le livre qu'il nous propose aujourd'hui commence par brosser un tableau de cette époque: le climat d'hostilité existant entre le monde chrétien et celui de l'islam, les princes, les mystiques et les extrémistes. Bien campé dans ce contexte, vient alors un rappel de l'itinéraire spirituel de François, son enfance, sa jeunesse, sa conversion. Soigneusement, l'auteur nous conte alors l'histoire de cette croisade, ses objectifs politiques et militaires, son déroulement, ses premières batailles jusqu'au moment où François arrive au camp des croisés puis le quitte pour se rendre chez le Sultan. De cette entrevue dont les documents de l'époque ne nous donnent pas le détail, G. Jeusset essaie de déterminer le déroulement le plus probable. Il insiste sur l'atmosphère de cette rencontre que les témoignages

nous décrivent comme empreinte de courtoisie et de respect.

Après avoir évoqué la fin catastrophique de cette croisade et le retour de François en Italie, l'auteur analyse le malentendu qui s'installe entre le saint et ses contemporains – franciscains y compris – au sujet de l'attitude à adopter par les chrétiens face aux musulmans. A l'opposé de ses frères du Maroc qui provoquent et insultent les musulmans pour obtenir le martyre, François appelle ses disciples à vivre parmi les «Sarrasins» en se faisant leur serviteur et en évitant toute querelle. Ces consignes resteront longtemps incomprises. Les siècles suivants montreront comment historiens et théologiens s'accordèrent pour ré-interpréter l'histoire de François dans le sens d'une affirmation conquérante et belliqueuse de la foi chrétienne face à l'infidèle. Le livre se termine par une présentation de l'idéal franciscain de rencontre avec «l'autre», tel qu'il se dégage de l'exemple de François que nous comprenons mieux après le dernier Concile.

Même s'il n'est pas franciscain, le lecteur trouve ici ample matière à réflexion sur la manière évangélique de rencontrer, non seulement le musulman, mais «l'autre», le différent.

Jean-Marie Gaudeul

Éditions Franciscaines, Paris, 1996, 254 p.

Chrétiens et Musulmans de France

Collectif

Ce dossier se veut lisible par le tout-venant. Le style est donc volontairement simple et les exposés courts et clairs. La première partie sur le «vu-vécu» en devient un peu trop légère, au point d'offrir une base bien «parcellaire» aux points de vue de la seconde partie. Suit une troisième section appelée «regards croisés» où se précise par étapes une réflexion sur le dialogue des musulmans de France avec les chrétiens et la culture française. On notera particulièrement un excellent état de la question par G. Couvreur, responsable du secrétariat catholique pour les relations avec l'islam (S.R.I.).

Jean-Marie Gaudeul

Cahiers de l'Atelier, N° 468, Juillet-Août 1996

Sagesses de l'Orient ancien et chrétien

par R. Lebrun

Comment rendre compte d'un livre qui rassemble une collection de leçons publiques consacrées à la «Sagesse». Ce cycle de conférences a eu lieu à l'Institut catholique de Paris en 1991-1992 dans le cadre de l'Institut de Recherches sur l'Orient chrétien.

Chaque partie se suffit à elle-même, car l'unité du volume ne tient qu'au thème commun: la Sagesse. Les différents auteurs, tous universitaires, traitent du même sujet dans des contextes extrêmement différents: l'Arménie du ^x^e siècle, les moines égyptiens du ^{iv}^e siècle, le Livre des Proverbes, l'Égypte ancienne ou la sagesse syro-anatolienne au second millénaire avant notre ère, la Perse du ^{iv}^e siècle ou les théologiens arabes chrétiens de Bagdad vers l'an 900, pour revenir au Nouveau Testament et à l'influence de la sagesse bouddhique sur la tradition géorgienne.

Une telle énumération suffit à donner une idée de la richesse de toutes ces contributions et de leur érudition qui s'adresse évidemment à un public de spécialistes ou d'étudiants.

Jean-Marie Gaudeul

Beauchesne, Paris, 1993, 246 p.

Louis Massignon et le dialogue des cultures

par D. Massignon

Cet ouvrage composite nous présente les actes d'un Colloque organisé par l'UNESCO, l'Association des amis de Louis Massignon et l'Institut international de recherches sur Louis Massignon en décembre 1992.

On connaît, au moins de réputation, Louis Massignon (1883-1962). Les uns se souviennent surtout de son enseignement au Collège de France, notamment sur la Mystique musulmane, d'autres seront plus sensibles à son engagement politique pour faire respecter la dignité du monde arabe. D'autres, enfin, se rappellent surtout l'inspiration qu'il a insufflée à tant de chrétiens dans leur rencontre des musulmans ou leur vie au sein des populations musulmanes.

Le livre qui paraît aujourd'hui présuppose chez le lecteur une sérieuse connaissance de la pensée et de l'œuvre de Massignon. En effet, et souvent de façon savante, les conférences qu'il rapporte fourmillent d'anecdotes et de réminiscences.

Une première partie s'attache à présenter les grandes lignes de sa pensée, tandis que la seconde nous fait découvrir ses engagements et ses relations avec différentes nations et institutions du monde arabo-musulman.

Si intéressante qu'elle soit, la lecture de ce livre devra être précédée, au moins, par la découverte de l'une ou l'autre des œuvres de Massignon dont certains recueils, ou certains inédits, ont été ré-édités récemment. On pense, en particulier à *L'Hospitalité Sacrée* (textes inédits présentés par J. Keryell, Paris, Nouvelle Cité, 1987, 483 pp.), ou à *L. Massignon, sur l'Islam* (L'Herne, Paris, 1995, 127 p.).

Jean-Marie Gaudeul

Cerf, Paris, 1996, 371 p.

L'Islam en Afrique au Sud du Sahara

par J. Stamer

Ce petit manuel pour étudiant se caractérise par la clarté de la présentation et la facilité de lecture et de consultation. L'auteur, Père Blanc, professeur à l'Institut Pontifical d'Études Arabes et Islamiques de Rome, a longtemps été missionnaire au Mali et coordinateur de la Commission catholique d'Afrique Occidentale pour les relations avec l'Islam.

Il nous offre ici une présentation méthodique quoique succincte de l'Islam sub-saharien: les voies de sa pénétration en Afrique, les longs siècles de commerce trans-saharien, les comptoirs arabes de la côte orientale, la structuration progressive d'un islam africain, grâce aux commerçants, aux lettrés et aux mystiques et aux guerriers dont les jihâds flambèrent notamment au ^{xix}^e siècle.

L'auteur dresse ensuite un tableau des composantes de l'Islam actuel: des croyants ordinaires à l'Islam confrérique en passant par l'Islam «ethnique», celui des nomades, des lettrés ou des commerçants. Un chapitre très important présente ensuite les répercussions africaines de la crise actuelle du monde musulman: l'affrontement entre un islamisme

radical et idéologique et un Islam africain qui répugne à l'extrémisme.

Après une présentation rapide de six exemples de pays africains touchés par l'Islam, le livre se termine par une étude des rapports entretenus par le Christianisme d'une part, et l'Islam de l'autre, avec la culture africaine traditionnelle. En conclusion, l'auteur donne les éléments principaux de la «réponse» chrétienne africaine à la présence de l'Islam en Afrique. Le livre sera particulièrement utile à l'étudiant : des bibliographies accompagnent chaque développement et lui permettront d'approfondir les thèmes que le livre ne pouvait épuiser.

Jean-Marie Gaudeul

A E D, Königstein, 1996, 154 p.

Tokombéré au pays des Grands Prêtres. Religions africaines et Évangile peuvent-ils inventer l'avenir?

par Christian Aurenche

Une question en sous-titre traverse cet ouvrage écrit par Christian Aurenche, médecin et prêtre, en collaboration avec Hyacinthe Vulliez : les religions traditionnelles africaines et l'Évangile peuvent-ils inventer l'avenir? Christian Aurenche travaille depuis 1975 à Tokombéré comme médecin et curé de la paroisse. C'est dire s'il est bien placé pour nous faire revivre l'aventure des populations Kirdies à la rencontre de l'Évangile et de la modernité dans cette région des monts Mandaras, à la limite du Sahel, dans l'extrême-nord du Cameroun.

Les auteurs nous font revivre quelques grandes figures de prêtres de la montagne : N'Glissa, grand-prêtre des Mouyangs, Chédéché, celui des Zoulgos, pauvres et fiers, à l'aise dans leur religion traditionnelle et cependant ouverts à la modernité. Ils nous font revivre surtout la haute figure de Baba Simon, le père des Kirdis, l'un des huit premiers prêtres camerounais, arrivé en 1959 à Tokombéré pour y fonder la mission. Nous partageons sa découverte émerveillée de ces grands-prêtres et de leur croyance en «un Dieu unique, suprême, souffle de vie et animateur de l'univers, un père qui s'approche des hommes», que chaque homme peut invoquer et à qui il peut offrir des sacrifices.

L'aventure de Tokombéré est née de la rencontre de Baba Simon avec les populations Kirdies. Elle s'est poursuivie et développée avec les héritiers que furent Jean-Marc Ela de 1971 à 1984 et Christian Aurenche et leur équipe jusqu'à aujourd'hui. Christian, dans sa modestie, semble attribuer à Baba Simon la plupart des innovations et développements ultérieurs de Tokombéré. Le Baba serait certainement très surpris en lisant ce que l'on dit de lui dans ce livre et ne manquerait pas de pousser le grand éclat de rire que nous lui avons connu ! Il n'en reste pas moins vrai que Baba Simon est le premier à avoir annoncé aux Kirdis la Bonne Nouvelle du Dieu de Jésus-Christ, le premier à leur avoir dit que «Jésus, c'est l'homme», un homme par qui Dieu le Père s'exprime, le premier à leur avoir dit que «Jésus, c'est l'eau propre», c'est-à-dire la vie, par rapport à l'eau sale qui produit la mort. Tokombéré reste redevable à Baba Simon d'avoir donné l'impulsion initiale dans l'écoute, le respect des traditions et l'annonce de Jésus-Christ mais, ce que le livre ne dit pas assez, c'est que Tokombéré a été porté par tout un élan et un dynamisme extraordinaire qu'avait su impulser Mgr de Bernon et les premiers missionnaires OMI, dynamisme qui fut contagieux et qui perdure aujourd'hui chez tous les autres ouvriers apostoliques du diocèse de Maroua-Mokolo, prêtres, religieux, religieuses, laïcs missionnaires, catéchistes et autres animateurs. Car l'aventure de Tokombéré dépasse Tokombéré et s'étend à l'ensemble des Kirdis touchés par la Mission.

Le projet de Tokombéré peut se condenser dans cette phrase : «Une Parole qui vient de Dieu est reçue par l'homme en son être profond, le conduit à Dieu en le faisant plus homme». Foi en l'homme et foi en Dieu sont les deux convictions fondamentales qui vont dynamiser toutes les stratégies de développement et de promotion humaine initiées après la mort de Baba Simon en 1975. Tour à tour défilent l'histoire des projets qui associent toujours les hommes de ce pays à la prise en main de leur propre avenir.

C'est l'histoire de plus de soixante comités de santé : des bénévoles villageois appuyés par des agents itinérants venus de l'hôpital pour éduquer la population à prendre en main sa santé, c'est-à-dire sa vie. Les journées santé en 1995 rassembleront 1200 personnes ! C'est l'histoire de la maison du paysan et des groupements de paysans pour rationaliser et moder-